

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-008

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

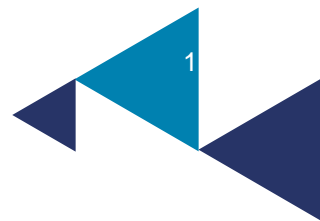
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche de l'édition a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche de l'édition, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE de l'édition dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**FRANCE
compétences**

Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK

Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche de l'édition

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE de l'édition pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 2121, 1016, 1194

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE de l'édition	RNCP36600	Technicien son	12511	11794	4000	11794	NON CONFORME
CPNE de l'édition	RNCP36601	Technicien lumière	12511	11794	4000	11794	NON CONFORME
CPNE de l'édition	RNCP37213	Commercialisation éco-responsable	8645	8594	4000	8626	NON CONFORME
CPNE de l'édition	RNCP37214	Création d'activités et entrepreneuriat en petite et moyenne entreprise	9654	8594	4000	8620	NON CONFORME
CPNE de l'édition	RNCP35969	Chef de projets événementiels	9794	8000	4000	8867	NON CONFORME
CPNE de l'édition	RNCP36677	Responsable en marketing, commercialisation et gestion	9010	8019	4000	8883	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE de l'édition	RNCP36678	Diplôme Supérieur en Management du Marketing Digital	9881	8794	4000	9802	NON CONFORME
CPNE de l'édition	RNCP36680	Diplôme Supérieur en logistique et gestion de la chaîne d'approvisionnement	10100	8696	4000	8899	NON CONFORME
CPNE de l'édition	RNCP36450	Chargé de recrutement	9869	7979	4000	8700	NON CONFORME
CPNE de l'édition	RNCP36741	Expert en contrôle de gestion, audit et gestion de système d'information (MS)	10100	8696	4000	9384	NON CONFORME
CPNE de l'édition	RNCP36192	Sciences et Ingénierie - Stratégie Digitale et Innovation	9480	7923	4000	8400	NON CONFORME
CPNE de l'édition	RNCP36507	Animateur qualité sécurité environnement	11115	8730	4000	11000	NON CONFORME
CPNE de l'édition	RNCP36113	Droit international et droit européen (fiche nationale)	8988	8696	4000	8775	NON CONFORME
CPNE de l'édition	RNCP36760	Communication publique et politique (fiche nationale)	10747	9075	4000	10009	NON CONFORME
CPNE de l'édition	RNCP35392	Science des données	10069	8909	4000	10052	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE de l'édition	RNCP36999	Manager du développement stratégique d'innovations technologiques responsables (MS)	10100	8696	4000	9325	NON CONFORME
CPNE de l'édition	RNCP36088	Responsable paie	9869	7923	4000	8700	NON CONFORME
CPNE de l'édition	RNCP37011	Manager du développement durable	10100	8648	4000	8851	NON CONFORME
CPNE de l'édition	RNCP35213	Graphiste multimédia	9794	7967	4000	9397	NON CONFORME
CPNE de l'édition	RNCP36980	Manager de la chaîne logistique et achats (MS)	11060	8696	4000	9103	NON CONFORME
CPNE de l'édition	RNCP36522	Comptable	8736	8502	4000	8730	NON CONFORME
CPNE de l'édition	RNCP35003	Gestionnaire de paie	8736	7557	4000	7557	NON CONFORME
CPNE de l'édition	RNCP36381	Concepteur réalisateur en communication	9794	8000	4000	9247	NON CONFORME
CPNE de l'édition	RNCP37084	Manager des systèmes intégrés QSE (MS)	10854	8696	4000	9250	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE de l'édition	RNCP37124	Sciences et Ingénierie - Communication Globale et Design Digital	9480	7923	4000	8940	NON CONFORME
CPNE de l'édition	RNCP32062	Conseiller(e) en formation (DU)	8452	7923	4000	8164	NON CONFORME
CPNE de l'édition	RNCP37130	Management et nouvelles technologies	8448	7923	4000	8328	NON CONFORME
CPNE de l'édition	RNCP36215	Responsable de formation (DURF)	8452	7923	4000	8255	NON CONFORME
CPNE de l'édition	RNCP36158	Manager de projets en stratégies digitales et data marketing (MS)	10500	8813	4000	10055	NON CONFORME
CPNE de l'édition	RNCP36562	Diplôme d'études supérieures en commerce et en entrepreneuriat	8717	7923	4000	8298	NON CONFORME
CPNE de l'édition	RNCP36563	Diplôme d'études supérieures en commerce et management opérationnel	9010	7923	4000	8400	NON CONFORME
CPNE de l'édition	RNCP36391	Manager des achats et la chaîne logistique - Supply chain (MS)	11060	8696	4000	9004	NON CONFORME
CPNE de l'édition	RNCP36361	Manager des ressources humaines (MS)	10068	8765	4000	9344	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE de l'édition	RNCP5821	Assistant juridique	8780	8502	4000	8730	NON CONFORME
CPNE de l'édition	RNCP36636	Manager de la communication globale	9881	8696	4000	9721	NON CONFORME
CPNE de l'édition	RNCP36664	Manager de l'innovation et du développement entrepreneurial (MS)	10100	8696	4000	8953	NON CONFORME
CPNE de l'édition	RNCP36645	Responsable de dispositifs de formation	8452	7923	4000	8222	NON CONFORME
CPNE de l'édition	RNCP36214	Manager marketing digital (MS)	10500	8813	4000	9901	NON CONFORME
CPNE de l'édition	RNCP36383	Manager des ressources humaines	10068	8794	4000	10051	NON CONFORME
CPNE de l'édition	RNCP36406	Responsable d'unité de transport et de logistique	10948	8502	4000	8719	NON CONFORME
CPNE de l'édition	RNCP36218	Manager des organisations et processus logistiques	11060	8775	4000	9405	NON CONFORME
CPNE de l'édition	RNCP31966	Chargé de développement stratégique	8717	7923	4000	8255	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE de l'édition	RNCP36531	Régisseur de spectacle et d'évènement, spécialisation lumière, plateau/scène, son ou vidéo	19543	11901	4000	11901	NON CONFORME
CPNE de l'édition	RNCP36594	Technicien d'exploitation des équipements audiovisuels	12273	11901	4000	11901	NON CONFORME
CPNE de l'édition	RNCP36637	Manager financier et contrôleur de gestion	10500	8775	4000	9476	NON CONFORME
CPNE de l'édition	RNCP36518	Manager de la stratégie commerciale	10946	10038	4000	10284	NON CONFORME
CPNE de l'édition	RNCP36991	Manager de la communication	9881	8722	4000	9576	NON CONFORME
CPNE de l'édition	RNCP36373	Manager développement et performance commerciale	10500	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNE de l'édition	RNCP36297	Expert en transformation des systèmes d'information et du numérique	9800	7901	4000	7901	NON CONFORME
CPNE de l'édition	RNCP36486	Manager supply chain-performance achat & responsabilité sociétale	10100	8696	4000	9327	NON CONFORME
CPNE de l'édition	RNCP36492	Manager du développement international	11239	9005	4000	10230	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE de l'édition	RNCP36725	Manager marketing et communication	10500	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNE de l'édition	RNCP36296	Expert en architectures systèmes-réseaux et en sécurité informatique	9800	7901	4000	7901	NON CONFORME
CPNE de l'édition	RNCP36610	Responsable du développement commercial	8717	7663	4000	7663	NON CONFORME
CPNE de l'édition	RNCP36372	Project Management Officer	10100	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNE de l'édition	RNCP36395	Responsable de développement commercial	8717	8330	4000	8400	NON CONFORME
CPNE de l'édition	RNCP36493	Manager des entreprises et des organisations	11950	8794	4000	10230	NON CONFORME
CPNE de l'édition	RNCP36607	Manager du développement commercial	10500	8775	4000	10278	NON CONFORME
CPNE de l'édition	RNCP36294	Responsable d'activités commerciales	9931	7945	4000	9773	NON CONFORME
CPNE de l'édition	RNCP36609	Responsable Marketing et Communication	9794	7663	4000	7663	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE de l'édition	RNCP11500	Technicien polyvalent son et lumière	12511	11794	4000	11794	NON CONFORME
CPNE de l'édition	RNCP11554	Manager en systèmes d'information	10308	8794	4000	9816	NON CONFORME
CPNE de l'édition	RNCP37280	Manager de la stratégie marketing digital	10500	8794	4000	9753	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-009

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

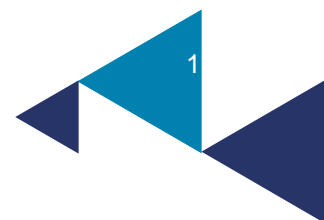
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche des télécoms a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche des télécoms, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE des Télécoms dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



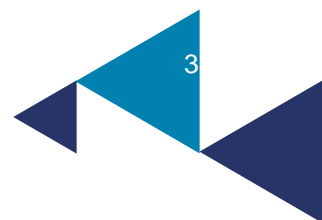
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche des télécoms

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE des Télécoms pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 2148

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE des Télécoms	RNCP36677	Responsable en marketing, commercialisation et gestion	9010	8019	4000	8883	NON CONFORME
CPNE des Télécoms	RNCP36678	Diplôme Supérieur en Management du Marketing Digital	9881	8794	4000	9802	NON CONFORME
CPNE des Télécoms	RNCP36450	Chargé de recrutement	9869	7979	4000	8700	NON CONFORME
CPNE des Télécoms	RNCP36741	Expert en contrôle de gestion, audit et gestion de système d'information (MS)	10100	8696	4000	9384	NON CONFORME
CPNE des Télécoms	RNCP36192	Sciences et Ingénierie - Stratégie Digitale et Innovation	9480	7923	4000	8400	NON CONFORME
CPNE des Télécoms	RNCP36864	Manager de la stratégie et de la transformation digitale (MS)	10747	8696	4000	9414	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE des Télécoms	RNCP36163	Administrateur réseau NetOps	9480	7923	4000	8328	NON CONFORME
CPNE des Télécoms	RNCP36118	Ingénieur diplômé ECAM LaSalle, spécialité Systèmes Numériques et Génie Industriel	10350	9570	4000	9570	NON CONFORME
CPNE des Télécoms	RNCP36806	Sciences et Ingénierie -CyberSécurité Défensive	9480	7923	4000	9210	NON CONFORME
CPNE des Télécoms	RNCP36963	Sciences des systèmes communicants (fiche nationale)	9480	7923	4000	8225	NON CONFORME
CPNE des Télécoms	RNCP36061	Administrateur système DevOps	9480	7923	4000	8400	NON CONFORME
CPNE des Télécoms	RNCP35392	Science des données	10069	8909	4000	10052	NON CONFORME
CPNE des Télécoms	RNCP36999	Manager du développement stratégique d'innovations technologiques responsables (MS)	10100	8696	4000	9325	NON CONFORME
CPNE des Télécoms	RNCP36997	Technicien conseil des infrastructures et des équipements connectés	10444	8594	4000	9722	NON CONFORME
CPNE des Télécoms	RNCP36193	Sciences et Ingénierie - Concepteur Developpeur Programmation Globale	9480	7923	4000	8134	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE des Télécoms	RNCP36541	Diplôme d'ingénieur de l'ECAM Rennes – Louis de Broglie spécialité Systèmes Numériques	9800	8788	4000	9051	NON CONFORME
CPNE des Télécoms	RNCP9989	Ingénieur diplômé de Télécom ParisTech de l'Institut Mines-Télécom	10479	9000	4000	9740	NON CONFORME
CPNE des Télécoms	RNCP36381	Concepteur réalisateur en communication	9794	8000	4000	9247	NON CONFORME
CPNE des Télécoms	RNCP36989	Coordonnateur en prévention des risques	9294	8502	4000	8730	NON CONFORME
CPNE des Télécoms	RNCP37084	Manager des systèmes intégrés QSE (MS)	10854	8696	4000	9250	NON CONFORME
CPNE des Télécoms	RNCP37101	Opérateur en détection de réseaux	15278	9359	4000	13909	NON CONFORME
CPNE des Télécoms	RNCP36158	Manager de projets en stratégies digitales et data marketing (MS)	10500	8813	4000	10055	NON CONFORME
CPNE des Télécoms	RNCP36562	Diplôme d'études supérieures en commerce et en entrepreneuriat	8717	7923	4000	8298	NON CONFORME
CPNE des Télécoms	RNCP36391	Manager des achats et la chaîne logistique - Supply chain (MS)	11060	8696	4000	9004	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE des Télécoms	RNCP36361	Manager des ressources humaines (MS)	10068	8765	4000	9344	NON CONFORME
CPNE des Télécoms	RNCP36081	Manager de la performance de la Supply-Chain (MS)	10854	8696	4000	9200	NON CONFORME
CPNE des Télécoms	RNCP36424	Ingénieur diplômé de CY Tech de CY Cergy Paris Université Spécialité Informatique	9800	8794	4000	9725	NON CONFORME
CPNE des Télécoms	RNCP37173	Expert en sécurité des développements informatiques	9800	8696	4000	9601	NON CONFORME
CPNE des Télécoms	RNCP36418	Diplôme en Management et Gestion des Organisations	10100	8696	4000	9072	NON CONFORME
CPNE des Télécoms	RNCP36664	Manager de l'innovation et du développement entrepreneurial (MS)	10100	8696	4000	8953	NON CONFORME
CPNE des Télécoms	RNCP30417	Manager marketing data et commerce électronique (MS)	9800	8696	4000	8804	NON CONFORME
CPNE des Télécoms	RNCP36214	Manager marketing digital (MS)	25243	8813	4000	9901	NON CONFORME
CPNE des Télécoms	RNCP36383	Manager des ressources humaines	10068	8794	4000	10051	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE des Télécoms	RNCP36378	Responsable de la stratégie marketing et commerciale de mode	10494	7923	4000	8700	NON CONFORME
CPNE des Télécoms	RNCP36089	Expert analyste en relations internationales, intelligence stratégique et diplomatique	10500	8349	4000	9750	NON CONFORME
CPNE des Télécoms	RNCP36306	Manager des institutions et des affaires publiques	10265	8148	4000	8975	NON CONFORME
CPNE des Télécoms	RNCP36279	Manager de la responsabilité sociétale des entreprises et du développement durable	15819	8813	4000	9271	NON CONFORME
CPNE des Télécoms	RNCP36441	Electricien d'équipement du bâtiment	9580	9099	4000	9099	NON CONFORME
CPNE des Télécoms	RNCP36637	Manager financier et contrôleur de gestion	10500	8775	4000	9476	NON CONFORME
CPNE des Télécoms	RNCP36518	Manager de la stratégie commerciale	10946	10038	4000	10284	NON CONFORME
CPNE des Télécoms	RNCP36373	Manager développement et performance commerciale	10500	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNE des Télécoms	RNCP36297	Expert en transformation des systèmes d'information et du numérique	9800	7901	4000	7901	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE des Télécoms	RNCP36486	Manager supply chain-performance achat & responsabilité sociétale	10100	8696	4000	9327	NON CONFORME
CPNE des Télécoms	RNCP36492	Manager du développement international	11239	9005	4000	10230	NON CONFORME
CPNE des Télécoms	RNCP36725	Manager marketing et communication	10500	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNE des Télécoms	RNCP36296	Expert en architectures systèmes-réseaux et en sécurité informatique	9800	7901	4000	7901	NON CONFORME
CPNE des Télécoms	RNCP36610	Responsable du développement commercial	8717	7663	4000	7663	NON CONFORME
CPNE des Télécoms	RNCP36372	Project Management Officer	10100	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNE des Télécoms	RNCP36395	Responsable de développement commercial	8717	8330	4000	8400	NON CONFORME
CPNE des Télécoms	RNCP36469	Expert en ingénierie du développement et en architecture logicielle	9800	7901	4000	7901	NON CONFORME
CPNE des Télécoms	RNCP36607	Manager du développement commercial	10500	8775	4000	10278	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE des Télécoms	RNCP36348	Ingénieur diplômé de l'école polytechnique universitaire de l'université de Lille, spécialité génie industriel	10350	9760	4000	9760	NON CONFORME
CPNE des Télécoms	RNCP36294	Responsable d'activités commerciales	9931	7945	4000	9773	NON CONFORME
CPNE des Télécoms	RNCP36609	Responsable Marketing et Communication	9794	7663	4000	7663	NON CONFORME
CPNE des Télécoms	RNCP23275	Diplôme Programme Grande Ecole du Groupe ESC Clermont, conférant Grade de Master	12938	8696	4000	9195	NON CONFORME
CPNE des Télécoms	RNCP11554	Manager en systèmes d'information	10308	8794	4000	9816	NON CONFORME
CPNE des Télécoms	RNCP37271	Chargé d'affaires publiques ou de lobbying	9150	8696	4000	8736	NON CONFORME
CPNE des Télécoms	RNCP37280	Manager de la stratégie marketing digital	10500	8794	4000	9753	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-010

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

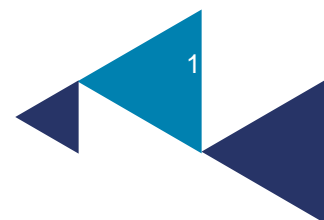
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche des casinos a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche des casinos, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE Casinos dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**FRANCE
compétences**

Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK

Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche des casinos

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE Casinos pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 2257

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE Casinos	RNCP37035	Agent de prévention et de sécurité	10058	7655	4000	9638	NON CONFORME
CPNE Casinos	RNCP36600	Technicien son	12511	11794	4000	11794	NON CONFORME
CPNE Casinos	RNCP36601	Technicien lumière	12511	11794	4000	11794	NON CONFORME
CPNE Casinos	RNCP37207	Assistant Designer Graphique Multimédia	9794	8594	4000	9397	NON CONFORME
CPNE Casinos	RNCP35969	Chef de projets évènementiels	9794	8000	4000	8867	NON CONFORME
CPNE Casinos	RNCP36507	Animateur qualité sécurité environnement	11115	8730	4000	11000	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE Casinos	RNCP36894	Agent de sureté cynophile en contact du public	10058	8379	4000	10057	NON CONFORME
CPNE Casinos	RNCP36163	Administrateur réseau NetOps	9480	7923	4000	8328	NON CONFORME
CPNE Casinos	RNCP36806	Sciences et Ingénierie -CyberSécurité Défensive	9480	7923	4000	9210	NON CONFORME
CPNE Casinos	RNCP36917	Maître-chien en sécurité privée	10058	7531	4000	9638	NON CONFORME
CPNE Casinos	RNCP36654	Dirigeant gestionnaire d'une entreprise de sécurité privée	9500	8461	4000	8472	NON CONFORME
CPNE Casinos	RNCP35167	Directeur d'hôtellerie internationale	18794	12500	4000	13936	NON CONFORME
CPNE Casinos	RNCP35392	Science des données	10069	8909	4000	10052	NON CONFORME
CPNE Casinos	RNCP37078	Chargé de projets oenotouristiques	10875	8520	4000	8520	NON CONFORME
CPNE Casinos	RNCP36517	Agent de sécurité en sûreté	10058	7655	4000	7803	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE Casinos	RNCP36099	Sciences de la vigne et du vin (fiche nationale)	14580	5890	4000	8696	NON CONFORME
CPNE Casinos	RNCP37173	Expert en sécurité des développements informatiques	9800	8696	4000	9601	NON CONFORME
CPNE Casinos	RNCP36576	Manager des activités du tourisme et des voyages	18794	12500	4000	13936	NON CONFORME
CPNE Casinos	RNCP36649	Attaché Commercial Vins et Spiritueux	9224	8000	4000	8502	NON CONFORME
CPNE Casinos	RNCP16961	Manager des entreprises de l'hôtellerie, du tourisme et de la restauration	18794	13936	4000	13936	NON CONFORME
CPNE Casinos	RNCP36515	Chef d'équipe en sécurité privée	9500	8818	4000	9397	NON CONFORME
CPNE Casinos	RNCP36531	Régisseur de spectacle et d'évènement, spécialisation lumière, plateau/scène, son ou vidéo	19543	11901	4000	11901	NON CONFORME
CPNE Casinos	RNCP36594	Technicien d'exploitation des équipements audiovisuels	12273	11901	4000	11901	NON CONFORME
CPNE Casinos	RNCP36518	Manager de la stratégie commerciale	10946	10038	4000	10284	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE Casinos	RNCP36991	Manager de la communication	9881	8722	4000	9576	NON CONFORME
CPNE Casinos	RNCP36297	Expert en transformation des systèmes d'information et du numérique	9800	7901	4000	7901	NON CONFORME
CPNE Casinos	RNCP36492	Manager du développement international	11239	9005	4000	10230	NON CONFORME
CPNE Casinos	RNCP36296	Expert en architectures systèmes-réseaux et en sécurité informatique	9800	7901	4000	7901	NON CONFORME
CPNE Casinos	RNCP36610	Responsable du développement commercial	8717	7663	4000	7663	NON CONFORME
CPNE Casinos	RNCP36609	Responsable Marketing et Communication	9794	7663	4000	7663	NON CONFORME
CPNE Casinos	RNCP11500	Technicien polyvalent son et lumière	12511	11794	4000	11794	NON CONFORME
CPNE Casinos	RNCP11554	Manager en systèmes d'information	10308	8794	4000	9816	NON CONFORME
CPNE Casinos	RNCP861	Vente prospection - négociation - suivi de clientèle	8645	8594	4000	8620	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-011

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

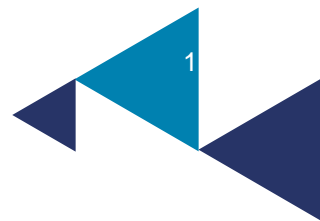
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche des espaces de loisirs, d'attractions et culturels a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche des espaces de loisirs, d'attractions et culturels, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC) dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023



**FRANCE
compétences**

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche des espaces de loisirs, d'attractions et culturels

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC) pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 1790

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP37035	Agent de prévention et de sécurité	10057	7655	4000	9638	NON CONFORME
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP36655	Chef opérateur / opératrice son	15000	11000	4000	12159	NON CONFORME
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP36600	Technicien son	16700	11794	4000	11794	NON CONFORME
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP36601	Technicien lumière	16700	11794	4000	11794	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP37213	Commercialisation éco-responsable	8645	8594	4000	8626	NON CONFORME
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP37209	Assistant communication digitale	8646	8594	4000	8645	NON CONFORME
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP35969	Chef de projets évènementiels	9794	8000	4000	8867	NON CONFORME
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP36677	Responsable en marketing, commercialisation et gestion	9010	8019	4000	8883	NON CONFORME
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP36678	Diplôme Supérieur en Management du Marketing Digital	9881	8794	4000	9802	NON CONFORME
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP14588	Consultant en communication visuelle et image de marque	9794	8143	4000	8967	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP36860	Technicien forestier	9020	8680	4000	8680	NON CONFORME
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP36806	Sciences et Ingénierie -CyberSécurité Défensive	9480	7923	4000	9210	NON CONFORME
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP36917	Maître-chien en sécurité privée	10057	7531	4000	9638	NON CONFORME
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP35167	Directeur d'hôtellerie internationale	18794	12500	4000	13936	NON CONFORME
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP35392	Science des données	10069	8909	4000	10052	NON CONFORME
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP37011	Manager du développement durable	10100	8648	4000	8851	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP36797	Danseur interprète : répertoire et création	26000	11398	4000	11398	NON CONFORME
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP36798	Ecriture et composition	26000	9500	4000	11398	NON CONFORME
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP36799	Interprète de la musique	15000	9500	4000	11398	NON CONFORME
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP36800	Musicien ingénieur du son	26000	9500	4000	12993	NON CONFORME
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP37078	Chargé de projets oenotouristiques	10875	8520	4000	8520	NON CONFORME
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP36158	Manager de projets en stratégies digitales et data marketing (MS)	10500	8813	4000	10055	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP36213	Manager de la communication et du marketing international	9881	8696	4000	9241	NON CONFORME
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP37187	Technicien des jardins et espaces paysagers	9021	5940	4000	5985	NON CONFORME
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP17835	Production audiovisuelle	15000	11793	4000	12993	NON CONFORME
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP34878	SUP'EST	9528	7923	4000	8900	NON CONFORME
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP36099	Sciences de la vigne et du vin (fiche nationale)	14580	5890	4000	8696	NON CONFORME
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP36438	Ouvrier du Paysage	7993	5940	4000	5940	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP36359	Moniteur d'équitation options attelage et équitation western	9096	8810	4000	8810	NON CONFORME
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP36636	Manager de la communication globale	9881	8696	4000	9721	NON CONFORME
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP36576	Manager des activités du tourisme et des voyages	18794	12500	4000	13936	NON CONFORME
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP36649	Attaché Commercial Vins et Spiritueux	9224	8000	4000	8502	NON CONFORME
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP16961	Manager des entreprises de l'hôtellerie, du tourisme et de la restauration	18794	13936	4000	13936	NON CONFORME
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP36433	Technicien d'équipement et d'exploitation en électricité	10444	7852	4000	9844	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP36383	Manager des ressources humaines	10068	8794	4000	10051	NON CONFORME
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP36531	Régisseur de spectacle et d'évènement, spécialisation lumière, plateau/scène, son ou vidéo	18400	11901	4000	11901	NON CONFORME
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP36594	Technicien d'exploitation des équipements audiovisuels	15000	11901	4000	11901	NON CONFORME
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP36941	Espace	15000	9762	4000	12983	NON CONFORME
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP36942	Evénement	15000	9578	4000	12983	NON CONFORME
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP36518	Manager de la stratégie commerciale	10945	10038	4000	10284	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP36991	Manager de la communication	9881	8722	4000	9576	NON CONFORME
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP36373	Manager développement et performance commerciale	10500	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP36492	Manager du développement international	11238	9005	4000	10230	NON CONFORME
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP36725	Manager marketing et communication	10500	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP36940	Animation	15000	11000	4000	12983	NON CONFORME
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP36944	Innovation sociale	15000	9436	4000	12983	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP36953	Spectacle	15000	10720	4000	12983	NON CONFORME
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP36951	Ornement	15000	11610	4000	12983	NON CONFORME
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP36945	Instrument	15000	12983	4000	12983	NON CONFORME
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP36610	Responsable du développement commercial	8717	7663	4000	7663	NON CONFORME
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP36952	Patrimoine	15000	11610	4000	12983	NON CONFORME
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP36395	Responsable de développement commercial	8717	8330	4000	8400	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP36493	Manager des entreprises et des organisations	11950	8794	4000	10230	NON CONFORME
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP36148	Consultant en management de projets	10100	8800	4000	9327	NON CONFORME
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP36607	Manager du développement commercial	10500	8775	4000	10278	NON CONFORME
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP36294	Responsable d'activités commerciales	9930	7945	4000	9773	NON CONFORME
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP36609	Responsable Marketing et Communication	9794	7663	4000	7663	NON CONFORME
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP36519	Manager de la stratégie marketing omnicanale	11261	8838	4000	10284	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP23275	Diplôme Programme Grande Ecole du Groupe ESC Clermont, conférant Grade de Master	12938	8696	4000	9195	NON CONFORME
CPNEF des Espaces de Loisirs, d'Attractions et Culturels (ELAC)	RNCP11500	Technicien polyvalent son et lumière	16700	11794	4000	11794	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-012

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

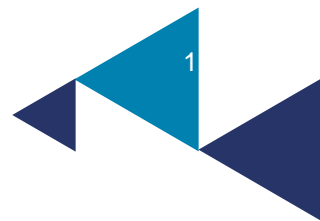
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche du golf a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche du golf, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEF du golf dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



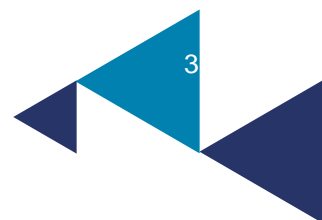
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche du golf

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEF du golf pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 2021

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF du golf	RNCP36935	Terre, Eau, Environnement (fiche nationale)	10070	9980	4000	9980	NON CONFORME
CPNEF du golf	RNCP37035	Agent de prévention et de sécurité	10057	7655	4000	9638	NON CONFORME
CPNEF du golf	RNCP36174	Diplôme d'Etat supérieur de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité « performance sportive » mention "sport adapté"	10626	10200	4000	10413	NON CONFORME
CPNEF du golf	RNCP35167	Directeur d'hôtellerie internationale	18794	12500	4000	13936	NON CONFORME
CPNEF du golf	RNCP11432	Ingénieur diplômé de l'Institut national supérieur des sciences agronomiques, de l'alimentation et de l'environnement, spécialité agronomie	12090	12000	4000	12000	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF du golf	RNCP37109	Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité « éducateur sportif » mention « golf »	9241	8828	4000	9035	NON CONFORME
CPNEF du golf	RNCP37187	Technicien des jardins et espaces paysagers	9021	5940	4000	5985	NON CONFORME
CPNEF du golf	RNCP36438	Ouvrier du Paysage	7993	5940	4000	5940	NON CONFORME
CPNEF du golf	RNCP36576	Manager des activités du tourisme et des voyages	18794	12500	4000	13936	NON CONFORME
CPNEF du golf	RNCP16961	Manager des entreprises de l'hôtellerie, du tourisme et de la restauration	18794	13936	4000	13936	NON CONFORME
CPNEF du golf	RNCP4911	Diplôme d'Etat supérieur de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport - spécialité "performance sportive" - Mentions : " 45 disciplines sportives" (cf. liste dans base légale)	10626	8467	4000	8467	NON CONFORME
CPNEF du golf	RNCP36610	Responsable du développement commercial	8717	7663	4000	7663	NON CONFORME
CPNEF du golf	RNCP36493	Manager des entreprises et des organisations	11950	8794	4000	10230	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-013

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

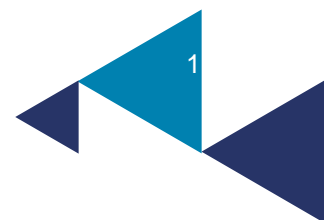
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche sport a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche sport, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEF Sport dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**FRANCE
compétences**

Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK

Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche sport

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEF Sport pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 2511

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF Sport	RNCP37190	Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité « éducateur sportif » mention « activités gymniques »	9241	8828	4000	8828	NON CONFORME
CPNEF Sport	RNCP37191	Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité « éducateur sportif » mention « activités physiques pour tous »	9241	8828	4000	8931	NON CONFORME
CPNEF Sport	RNCP36820	Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité "éducateur sportif" mention " judo-jujitsu "	9241	8828	4000	8828	NON CONFORME
CPNEF Sport	RNCP36821	Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité "éducateur sportif" mention " basket-ball"	9241	8828	4000	8828	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF Sport	RNCP36829	Diplôme d'État supérieur de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité "performance sportive " mention "judo-jujitsu"	10626	10200	4000	10200	NON CONFORME
CPNEF Sport	RNCP36824	Diplôme d'État de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité "perfectionnement sportif " mention " sports de glace"	10626	10200	4000	10200	NON CONFORME
CPNEF Sport	RNCP36826	Diplôme d'État de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité "perfectionnement sportif " mention "volley-ball"	10626	10200	4000	10200	NON CONFORME
CPNEF Sport	RNCP36827	Diplôme d'État supérieur de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité "performance sportive " mention " volley-ball"	10626	10200	4000	10200	NON CONFORME
CPNEF Sport	RNCP36832	Diplôme d'Etat supérieur de la jeunesse de l'éducation populaire et du sport, spécialité "performance sportive" mention" ski nautique wakeboard et disciplines associées"	10626	10200	4000	10520	NON CONFORME
CPNEF Sport	RNCP37224	Diplôme d'Etat de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité « perfectionnement sportif » mention « spéléologie »	10626	10200	4000	10200	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF Sport	RNCP37225	Diplôme d'État supérieur de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité « performance sportive » portant création de la mention « ski nautique, wakeboard et disciplines associées »	10626	10200	4000	10520	NON CONFORME
CPNEF Sport	RNCP36174	Diplôme d'Etat supérieur de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité « performance sportive » mention "sport adapté"	10626	10200	4000	10413	NON CONFORME
CPNEF Sport	RNCP36825	Diplôme d'État de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité "perfectionnement sportif " mention "judo-jujitsu"	10626	10200	4000	10200	NON CONFORME
CPNEF Sport	RNCP36830	Diplôme d'Etat de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité "perfectionnement sportif" mention "triathlon et disciplines enchaînées"	10626	10200	4000	10200	NON CONFORME
CPNEF Sport	RNCP36822	Diplôme d'État de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité "perfectionnement sportif " mention "basket-ball"	10626	10200	4000	10200	NON CONFORME
CPNEF Sport	RNCP36957	Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité « éducateur sportif » mention « aviron et disciplines associées »	9241	8828	4000	8828	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF Sport	RNCP36958	brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité « éducateur sportif » mention « tennis de table »	9241	8828	4000	8828	NON CONFORME
CPNEF Sport	RNCP36960	Diplôme d'Etat supérieur de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité "performance sportive" mention "rugby à xv"	10626	10200	4000	10200	NON CONFORME
CPNEF Sport	RNCP36973	Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité « éducateur sportif » mention « surf et disciplines associées »	9241	8828	4000	8828	NON CONFORME
CPNEF Sport	RNCP36974	Diplôme d'Etat de la jeunesse de l'éducation populaire et du sport spécialité "perfectionnement sportif" mention "char à voile"	10626	10200	4000	10200	NON CONFORME
CPNEF Sport	RNCP36956	Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité « éducateur sportif » mention « char à voile »	9241	8828	4000	8828	NON CONFORME
CPNEF Sport	RNCP36786	Diplôme d'Etat de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité « perfectionnement sportif » mention "sport automobile"	10626	10200	4000	10200	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF Sport	RNCP36828	Diplôme d'État supérieur de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité "performance sportive " mention "basket-ball"	10626	10200	4000	10200	NON CONFORME
CPNEF Sport	RNCP36959	Diplôme d'Etat supérieur de la jeunesse de l'éducation populaire et du sport spécialité "performance sportive" mention "char à voile"	10626	10200	4000	10200	NON CONFORME
CPNEF Sport	RNCP36248	spécialité « éducateur sportif » mention «Activités aquatiques et de la natation »	9241	8828	4000	9035	NON CONFORME
CPNEF Sport	RNCP36831	Diplôme d'Etat de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité «perfectionnement sportif» mention "rugby à XV"	10626	10200	4000	10200	NON CONFORME
CPNEF Sport	RNCP37106	Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sportspécialité « éducateur sportif » mention « activités de la forme »	9241	8828	4000	8931	NON CONFORME
CPNEF Sport	RNCP37107	Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité « éducateur sportif » mention « boxe »	9241	8828	4000	8828	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF Sport	RNCP37108	Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité « éducateur sportif » mention « sports de contact et disciplines associées »	9241	8828	4000	8828	NON CONFORME
CPNEF Sport	RNCP37109	Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité « éducateur sportif » mention « golf »	9241	8828	4000	9035	NON CONFORME
CPNEF Sport	RNCP37111	Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité « éducateur sportif » mention « sports de glace »	9241	8828	4000	8828	NON CONFORME
CPNEF Sport	RNCP37114	Diplôme d'Etat de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité "perfectionnement sportif" mention "haltérophilie, musculation et force athlétique"	10626	10200	4000	10200	NON CONFORME
CPNEF Sport	RNCP37113	Diplôme d'Etat de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité « perfectionnement sportif » mention « boxe »	10626	10200	4000	10200	NON CONFORME
CPNEF Sport	RNCP37112	Diplôme supérieur de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité « performance sportive » mention « boxe »	10626	10200	4000	10200	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF Sport	RNCP37187	Technicien des jardins et espaces paysagers	8100	5940	4000	5985	NON CONFORME
CPNEF Sport	RNCP36823	Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité "éducateur sportif" mention "volley-ball et disciplines associées"	9241	8828	4000	8828	NON CONFORME
CPNEF Sport	RNCP36252	Diplôme d'Etat de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité « perfectionnement sportif » mention « badminton »	10626	10200	4000	10200	NON CONFORME
CPNEF Sport	RNCP4911	Diplôme d'Etat supérieur de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport - spécialité "performance sportive" - Mentions : "45 disciplines sportives" (cf. liste dans base légale)	10626	8467	4000	8467	NON CONFORME
CPNEF Sport	RNCP36250	Diplôme d'Etat de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité « perfectionnement sportif » mention « hockey sur glace »	10626	10200	4000	10200	NON CONFORME
CPNEF Sport	RNCP36251	Diplôme d'Etat supérieur de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité « performance sportive » mention « badminton »	10626	10200	4000	10200	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-014

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

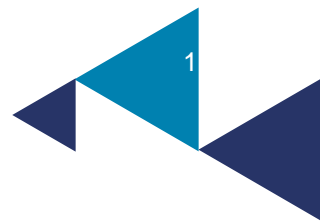
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche de l'audiovisuel a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche de l'audiovisuel, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEF de l'audiovisuel dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**FRANCE
compétences**

Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK

Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche de l'audiovisuel

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEF de l'audiovisuel pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 1922, 2412, 2642, 2717, 3097

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP24907	Diplôme d'état d'architecte	9978	8900	4000	9934	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36655	Chef opérateur / opératrice son	15000	11000	4000	12159	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36600	Technicien son	16700	11794	4000	11794	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36601	Technicien lumière	16700	11794	4000	11794	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP37209	Assistant communication digitale	8646	8594	4000	8645	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36752	Diplôme national supérieur d'expression plastique (DNSEP)	9000	7000	4000	8696	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP37214	Création d'activités et entrepreneuriat en petite et moyenne entreprise	9654	8594	4000	8620	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP37061	Manager financier international	9169	8696	4000	8775	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36679	Diplôme Supérieur en Finance Internationale	9168	8696	4000	9005	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP37237	Charpentier bois	10500	8219	4000	8219	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP37057	Manager des projets et programmes (MS)	9800	8696	4000	9005	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP37076	Décorateur conseil d'intérieur	9487	8502	4000	8730	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36741	Expert en contrôle de gestion, audit et gestion de système d'information (MS)	9800	8696	4000	9384	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36883	Podcaster documentariste sonore	13000	11000	4000	12159	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36163	Administrateur réseau NetOps	9480	7923	4000	8328	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36554	Diplôme d'études supérieures en management international des entreprises (DESMIE)	9528	7945	4000	9000	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36113	Droit international et droit européen (fiche nationale)	8988	8696	4000	8775	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36806	Sciences et Ingénierie -CyberSécurité Défensive	9480	7923	4000	9210	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36758	Economie et pilotage des entreprises (fiche nationale)	9000	8696	4000	8806	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36759	Finances publiques (fiche nationale)	8752	8000	4000	8569	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP30767	mention Humanités et Industries Créatives	9981	9881	4000	9881	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36061	Administrateur système DevOps	9480	7923	4000	8400	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36059	Créateur concepteur de mode	9167	8696	4000	8814	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36780	Designer concepteur de mode	9167	7923	4000	8400	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36088	Responsable paie	9869	7923	4000	8700	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP37011	Manager du développement durable	10100	8648	4000	8851	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP35213	Graphiste multimédia	9794	7967	4000	9397	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36797	Danseur interprète : répertoire et création	26000	11398	4000	11398	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36522	Comptable	8736	8502	4000	8730	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP37030	Créateur industriel	9498	9000	4000	9249	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36798	Ecriture et composition	26000	9500	4000	11398	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36799	Interprète de la musique	15000	9500	4000	11398	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36800	Musicien ingénieur du son	26000	9500	4000	12993	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP35003	Gestionnaire de paie	8736	7557	4000	7557	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36381	Concepteur réalisateur en communication	9794	8000	4000	9247	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36989	Coordonnateur en prévention des risques	9294	8502	4000	8730	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP35660	Chef de projet en ingénierie documentaire	12000	8696	4000	8696	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36577	Réalisateur de film d'animation	13000	12397	4000	12993	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP37084	Manager des systèmes intégrés QSE (MS)	9800	8696	4000	9250	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP34543	Décorateur-conseiller en design d'espace	9015	8502	4000	8673	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36175	Designer	9794	8696	4000	9430	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP17842	Gestion de patrimoines audiovisuels	15000	8266	4000	8271	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP37124	Sciences et Ingénierie - Communication Globale et Design Digital	9480	7923	4000	8940	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP32062	Conseiller(e) en formation (DU)	8452	7923	4000	8164	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP37130	Management et nouvelles technologies	8448	7923	4000	8328	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36215	Responsable de formation (DURF)	8452	7923	4000	8255	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36107	Métiers du bois (fiche nationale)	9000	5840	4000	6800	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36424	Ingénieur diplômé de CY Tech de CY Cergy Paris Université Spécialité Informatique	9800	8794	4000	9725	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP17835	Production audiovisuelle	15000	11793	4000	12993	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP37173	Expert en sécurité des développements informatiques	9800	8696	4000	9601	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36523	Assistant de gestion	8736	8502	4000	8730	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP5821	Assistant juridique	8780	8502	4000	8730	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP6069	Styliste Modéliste créateur de mode	8777	8502	4000	8730	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP34485	Journaliste reporter d'images plurimédia	13000	8468	4000	12159	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36307	Graphiste – Motion designer	15000	7967	4000	11000	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36636	Manager de la communication globale	9881	8696	4000	9721	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36645	Responsable de dispositifs de formation	8452	7923	4000	8222	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36322	Digital et business international	9010	7923	4000	8328	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36442	Décorateur d'espaces intérieurs	9120	8502	4000	8673	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36378	Responsable de la stratégie marketing et commerciale de mode	9000	7923	4000	8700	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36531	Régisseur de spectacle et d'évènement, spécialisation lumière, plateau/scène, son ou vidéo	18400	11901	4000	11901	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36594	Technicien d'exploitation des équipements audiovisuels	15000	11901	4000	11901	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36941	Espace	15000	9762	4000	12983	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36942	Evénement	15000	9578	4000	12983	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36949	Numérique	15000	8135	4000	9480	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36297	Expert en transformation des systèmes d'information et du numérique	9800	7901	4000	7901	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36940	Animation	15000	11000	4000	12983	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36943	Graphisme	15000	8134	4000	8433	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36944	Innovation sociale	15000	9436	4000	12983	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36946	Livre	15000	9720	4000	12983	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36948	Mode	15000	7923	4000	8910	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36953	Spectacle	15000	10720	4000	12983	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36296	Expert en architectures systèmes-réseaux et en sécurité informatique	9800	7901	4000	7901	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36947	Matériaux	15000	10439	4000	11500	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36951	Ornement	15000	11610	4000	12983	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36945	Instrument	15000	12983	4000	12983	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36992	Manager de la création et du design de marque	9881	9003	4000	9817	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36610	Responsable du développement commercial	8711	7663	4000	7663	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36952	Patrimoine	15000	11610	4000	12983	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36950	Objet	15000	9860	4000	12983	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP36294	Responsable d'activités commerciales	9930	7945	4000	9773	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP23275	Diplôme Programme Grande Ecole du Groupe ESC Clermont, conférant Grade de Master	10100	8696	4000	9195	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP11500	Technicien polyvalent son et lumière	16700	11794	4000	11794	NON CONFORME
CPNEF de l'audiovisuel	RNCP11554	Manager en systèmes d'information	11375	8794	4000	9816	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-015

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

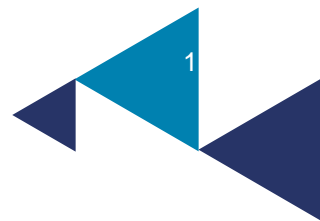
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche de l'exploitation cinématographique et de la distribution de films a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche de l'exploitation cinématographique et de la distribution de films, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEF de l'Exploitation cinématographique et de la Distribution de films dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



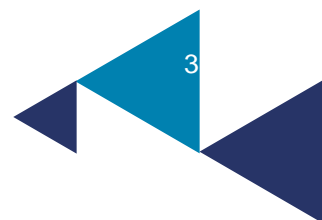
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche de l'exploitation cinématographique et de la distribution de films

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEF de l'Exploitation cinématographique et de la Distribution de films pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 716, 892, 1307

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF de l'Exploitation cinématographique et de la Distribution de films	RNCP36600	Technicien son	12163	11794	4000	11794	NON CONFORME
CPNEF de l'Exploitation cinématographique et de la Distribution de films	RNCP37091	Manager d'unité opérationnelle	9384	8696	4000	8851	NON CONFORME
CPNEF de l'Exploitation cinématographique et de la Distribution de films	RNCP37214	Création d'activités et entrepreneuriat en petite et moyenne entreprise	9506	8594	4000	8620	NON CONFORME
CPNEF de l'Exploitation cinématographique et de la Distribution de films	RNCP36450	Chargé de recrutement	8893	7979	4000	8700	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF de l'Exploitation cinématographique et de la Distribution de films	RNCP37092	Attaché commercial	8742	8502	4000	8739	NON CONFORME
CPNEF de l'Exploitation cinématographique et de la Distribution de films	RNCP37057	Manager des projets et programmes (MS)	9384	8696	4000	9005	NON CONFORME
CPNEF de l'Exploitation cinématographique et de la Distribution de films	RNCP37087	Manager d'unité opérationnelle	9384	8696	4000	8970	NON CONFORME
CPNEF de l'Exploitation cinématographique et de la Distribution de films	RNCP36864	Manager de la stratégie et de la transformation digitale (MS)	9752	8696	4000	9414	NON CONFORME
CPNEF de l'Exploitation cinématographique et de la Distribution de films	RNCP36554	Diplôme d'études supérieures en management international des entreprises (DESMIE)	9097	7945	4000	9000	NON CONFORME
CPNEF de l'Exploitation cinématographique et de la Distribution de films	RNCP36926	Concepteur développeur full stack	8591	7923	4000	8136	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF de l'Exploitation cinématographique et de la Distribution de films	RNCP36963	Sciences des systèmes communicants (fiche nationale)	8591	7923	4000	8225	NON CONFORME
CPNEF de l'Exploitation cinématographique et de la Distribution de films	RNCP36088	Responsable paie	8893	7923	4000	8700	NON CONFORME
CPNEF de l'Exploitation cinématographique et de la Distribution de films	RNCP36980	Manager de la chaine logistique et achats (MS)	9980	8696	4000	9103	NON CONFORME
CPNEF de l'Exploitation cinématographique et de la Distribution de films	RNCP35003	Gestionnaire de paie	8464	7557	4000	7557	NON CONFORME
CPNEF de l'Exploitation cinématographique et de la Distribution de films	RNCP36561	Diplôme de Responsable d'Unité d'Affaires	9097	7923	4000	8164	NON CONFORME
CPNEF de l'Exploitation cinématographique et de la Distribution de films	RNCP36563	Diplôme d'études supérieures en commerce et management opérationnel	8460	7923	4000	8400	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF de l'Exploitation cinématographique et de la Distribution de films	RNCP36361	Manager des ressources humaines (MS)	9417	8765	4000	9344	NON CONFORME
CPNEF de l'Exploitation cinématographique et de la Distribution de films	RNCP36461	Directeur d'unité opérationnelle	9384	8696	4000	8804	NON CONFORME
CPNEF de l'Exploitation cinématographique et de la Distribution de films	RNCP36418	Diplôme en Management et Gestion des Organisations	9384	8696	4000	9072	NON CONFORME
CPNEF de l'Exploitation cinématographique et de la Distribution de films	RNCP36322	Digital et business international	8460	7923	4000	8328	NON CONFORME
CPNEF de l'Exploitation cinématographique et de la Distribution de films	RNCP30417	Manager marketing data et commerce électronique (MS)	9276	8696	4000	8804	NON CONFORME
CPNEF de l'Exploitation cinématographique et de la Distribution de films	RNCP36637	Manager financier et contrôleur de gestion	9720	8775	4000	9476	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF de l'Exploitation cinématographique et de la Distribution de films	RNCP36373	Manager développement et performance commerciale	9610	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEF de l'Exploitation cinématographique et de la Distribution de films	RNCP36297	Expert en transformation des systèmes d'information et du numérique	9276	7901	4000	7901	NON CONFORME
CPNEF de l'Exploitation cinématographique et de la Distribution de films	RNCP36725	Manager marketing et communication	9610	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEF de l'Exploitation cinématographique et de la Distribution de films	RNCP36610	Responsable du développement commercial	8209	7663	4000	7663	NON CONFORME
CPNEF de l'Exploitation cinématographique et de la Distribution de films	RNCP36609	Responsable Marketing et Communication	8867	7663	4000	7663	NON CONFORME
CPNEF de l'Exploitation cinématographique et de la Distribution de films	RNCP23275	Diplôme Programme Grande Ecole du Groupe ESC Clermont, conférant Grade de Master	9384	8696	4000	9195	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF de l'Exploitation cinématographique et de la Distribution de films	RNCP759	Commerce	8059	5600	4000	5600	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-016

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

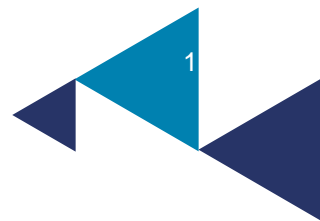
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche spectacle vivant a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche spectacle vivant, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEF Spectacle Vivant dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**FRANCE
compétences**

Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK

Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche spectacle vivant

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEF Spectacle Vivant pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 1285, 3090

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF Spectacle Vivant	RNCP36655	Chef opérateur / opératrice son	15000	11000	4000	12159	NON CONFORME
CPNEF Spectacle Vivant	RNCP36600	Technicien son	16700	11794	4000	11794	NON CONFORME
CPNEF Spectacle Vivant	RNCP36601	Technicien lumière	16700	11794	4000	11794	NON CONFORME
CPNEF Spectacle Vivant	RNCP36883	Podcaster documentariste sonore	13000	11000	4000	12159	NON CONFORME
CPNEF Spectacle Vivant	RNCP36797	Danseur interprète : répertoire et création	26000	11398	4000	11398	NON CONFORME
CPNEF Spectacle Vivant	RNCP36798	Ecriture et composition	26000	9500	4000	11398	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF Spectacle Vivant	RNCP36799	Interprète de la musique	15000	9500	4000	11398	NON CONFORME
CPNEF Spectacle Vivant	RNCP36800	Musicien ingénieur du son	26000	9500	4000	12993	NON CONFORME
CPNEF Spectacle Vivant	RNCP36577	Réalisateur de film d'animation	13000	12397	4000	12993	NON CONFORME
CPNEF Spectacle Vivant	RNCP17835	Production audiovisuelle	15000	11793	4000	12993	NON CONFORME
CPNEF Spectacle Vivant	RNCP36307	Graphiste – Motion designer	15000	7967	4000	11000	NON CONFORME
CPNEF Spectacle Vivant	RNCP36531	Régisseur de spectacle et d'évènement, spécialisation lumière, plateau/scène, son ou vidéo	18400	11901	4000	11901	NON CONFORME
CPNEF Spectacle Vivant	RNCP36594	Technicien d'exploitation des équipements audiovisuels	15000	11901	4000	11901	NON CONFORME
CPNEF Spectacle Vivant	RNCP36940	Animation	15000	11000	4000	12983	NON CONFORME
CPNEF Spectacle Vivant	RNCP36953	Spectacle	15000	10720	4000	12983	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF Spectacle Vivant	RNCP11500	Technicien polyvalent son et lumière	16700	11794	4000	11794	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-017

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

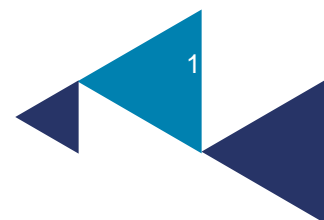
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche de la distribution directe a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche de la distribution directe, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE de la branche de la Distribution Directe dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**FRANCE
compétences**

Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK

Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche de la distribution directe

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE de la branche de la Distribution Directe pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 2372

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE de la branche de la Distribution Directe	RNCP36613	Formateur animateur	8518	7500	4000	8286	NON CONFORME
CPNE de la branche de la Distribution Directe	RNCP36646	Diplôme d'Université responsable en logistique et transports	8244	7923	4000	8134	NON CONFORME
CPNE de la branche de la Distribution Directe	RNCP37091	Manager d'unité opérationnelle	8863	8696	4000	8851	NON CONFORME
CPNE de la branche de la Distribution Directe	RNCP37011	Manager du développement durable	8863	8648	4000	8851	NON CONFORME
CPNE de la branche de la Distribution Directe	RNCP36980	Manager de la chaîne logistique et achats (MS)	9262	8696	4000	9103	NON CONFORME
CPNE de la branche de la Distribution Directe	RNCP35003	Gestionnaire de paie	8191	7557	4000	7557	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE de la branche de la Distribution Directe	RNCP36391	Manager des achats et la chaîne logistique - Supply chain (MS)	9262	8696	4000	9004	NON CONFORME
CPNE de la branche de la Distribution Directe	RNCP36461	Directeur d'unité opérationnelle	8863	8696	4000	8804	NON CONFORME
CPNE de la branche de la Distribution Directe	RNCP36081	Manager de la performance de la Supply-Chain (MS)	9498	8696	4000	9200	NON CONFORME
CPNE de la branche de la Distribution Directe	RNCP36373	Manager développement et performance commerciale	9080	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNE de la branche de la Distribution Directe	RNCP36725	Manager marketing et communication	9080	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNE de la branche de la Distribution Directe	RNCP36610	Responsable du développement commercial	7715	7663	4000	7663	NON CONFORME
CPNE de la branche de la Distribution Directe	RNCP36609	Responsable Marketing et Communication	8151	7663	4000	7663	NON CONFORME
CPNE de la branche de la Distribution Directe	RNCP759	Commerce	7508	5600	4000	5600	NON CONFORME
CPNE de la branche de la Distribution Directe	RNCP32227	Manager de la supply chain et Achats (MS)	9168	8696	4000	9005	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-018

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

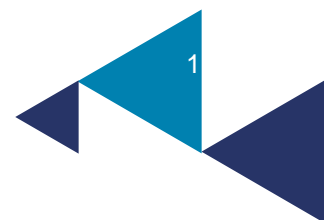
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche de la presse et des agences de presse a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche de la presse et des agences de presse, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEF de la presse et des agences de presse dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



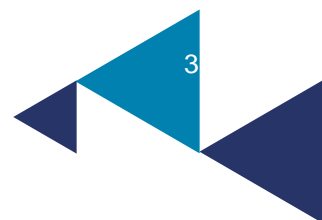
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche de la presse et des agences de presse

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEF de la presse et des agences de presse pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 214, 306, 394, 509, 1480, 2683, 3242, 3221, 3225, 3230

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF de la presse et des agences de presse	RNCP37207	Assistant Designer Graphique Multimédia	15000	8594	4000	9397	NON CONFORME
CPNEF de la presse et des agences de presse	RNCP36677	Responsable en marketing, commercialisation et gestion	9010	8019	4000	8883	NON CONFORME
CPNEF de la presse et des agences de presse	RNCP14588	Consultant en communication visuelle et image de marque	9794	8143	4000	8967	NON CONFORME
CPNEF de la presse et des agences de presse	RNCP35213	Graphiste multimédia	9794	7967	4000	9397	NON CONFORME
CPNEF de la presse et des agences de presse	RNCP36381	Concepteur réalisateur en communication	9794	8000	4000	9247	NON CONFORME
CPNEF de la presse et des agences de presse	RNCP36175	Designer	10854	8696	4000	9430	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF de la presse et des agences de presse	RNCP37124	Sciences et Ingénierie - Communication Globale et Design Digital	9480	7923	4000	8940	NON CONFORME
CPNEF de la presse et des agences de presse	RNCP36213	Manager de la communication et du marketing international	9881	8696	4000	9241	NON CONFORME
CPNEF de la presse et des agences de presse	RNCP36636	Manager de la communication globale	9881	8696	4000	9721	NON CONFORME
CPNEF de la presse et des agences de presse	RNCP36214	Manager marketing digital (MS)	10500	8813	4000	9901	NON CONFORME
CPNEF de la presse et des agences de presse	RNCP36518	Manager de la stratégie commerciale	10946	10038	4000	10284	NON CONFORME
CPNEF de la presse et des agences de presse	RNCP36991	Manager de la communication	9881	8722	4000	9576	NON CONFORME
CPNEF de la presse et des agences de presse	RNCP36492	Manager du développement international	11239	9005	4000	10230	NON CONFORME
CPNEF de la presse et des agences de presse	RNCP36725	Manager marketing et communication	10500	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEF de la presse et des agences de presse	RNCP36992	Manager de la création et du design de marque	9881	9003	4000	9817	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF de la presse et des agences de presse	RNCP36610	Responsable du développement commercial	8717	7663	4000	7663	NON CONFORME
CPNEF de la presse et des agences de presse	RNCP36609	Responsable Marketing et Communication	9794	7663	4000	7663	NON CONFORME
CPNEF de la presse et des agences de presse	RNCP36519	Manager de la stratégie marketing omnicanale	11262	8838	4000	10284	NON CONFORME
CPNEF de la presse et des agences de presse	RNCP23275	Diplôme Programme Grande Ecole du Groupe ESC Clermont, conférant Grade de Master	12938	8696	4000	9195	NON CONFORME
CPNEF de la presse et des agences de presse	RNCP37280	Manager de la stratégie marketing digital	10500	8794	4000	9753	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-019

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

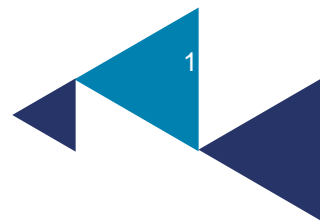
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche de la publicité a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche de la publicité, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEF de la Publicité dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023



**FRANCE
compétences**

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche de la publicité

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEF de la Publicité pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 86

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF de la Publicité	RNCP36655	Chef opérateur / opératrice son	15000	11000	4000	12159	NON CONFORME
CPNEF de la Publicité	RNCP36600	Technicien son	16700	11794	4000	11794	NON CONFORME
CPNEF de la Publicité	RNCP36601	Technicien lumière	16700	11794	4000	11794	NON CONFORME
CPNEF de la Publicité	RNCP37207	Assistant Designer Graphique Multimédia	15000	8594	4000	9397	NON CONFORME
CPNEF de la Publicité	RNCP37209	Assistant communication digitale	8646	8594	4000	8645	NON CONFORME
CPNEF de la Publicité	RNCP35969	Chef de projets évènementiels	9794	8000	4000	8867	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF de la Publicité	RNCP36677	Responsable en marketing, commercialisation et gestion	9010	8019	4000	8883	NON CONFORME
CPNEF de la Publicité	RNCP36678	Diplôme Supérieur en Management du Marketing Digital	9881	8794	4000	9802	NON CONFORME
CPNEF de la Publicité	RNCP14588	Consultant en communication visuelle et image de marque	9794	8143	4000	8967	NON CONFORME
CPNEF de la Publicité	RNCP36864	Manager de la stratégie et de la transformation digitale (MS)	10747	8696	4000	9414	NON CONFORME
CPNEF de la Publicité	RNCP36883	Podcaster documentariste sonore	13000	11000	4000	12159	NON CONFORME
CPNEF de la Publicité	RNCP30767	mention Humanités et Industries Créatives	9981	9881	4000	9881	NON CONFORME
CPNEF de la Publicité	RNCP37011	Manager du développement durable	10100	8648	4000	8851	NON CONFORME
CPNEF de la Publicité	RNCP35213	Graphiste multimédia	9794	7967	4000	9397	NON CONFORME
CPNEF de la Publicité	RNCP36381	Concepteur réalisateur en communication	9794	8000	4000	9247	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF de la Publicité	RNCP36577	Réalisateur de film d'animation	13000	12397	4000	12993	NON CONFORME
CPNEF de la Publicité	RNCP36175	Designer	10854	8696	4000	9430	NON CONFORME
CPNEF de la Publicité	RNCP37124	Sciences et Ingénierie - Communication Globale et Design Digital	9480	7923	4000	8940	NON CONFORME
CPNEF de la Publicité	RNCP36158	Manager de projets en stratégies digitales et data marketing (MS)	10500	8813	4000	10055	NON CONFORME
CPNEF de la Publicité	RNCP36213	Manager de la communication et du marketing international	9881	8696	4000	9241	NON CONFORME
CPNEF de la Publicité	RNCP36424	Ingénieur diplômé de CY Tech de CY Cergy Paris Université Spécialité Informatique	9800	8794	4000	9725	NON CONFORME
CPNEF de la Publicité	RNCP17835	Production audiovisuelle	15000	11793	4000	12993	NON CONFORME
CPNEF de la Publicité	RNCP37173	Expert en sécurité des développements informatiques	9800	8696	4000	9601	NON CONFORME
CPNEF de la Publicité	RNCP34485	Journaliste reporter d'images plurimédia	13000	8468	4000	12159	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF de la Publicité	RNCP36307	Graphiste – Motion designer	15000	7967	4000	11000	NON CONFORME
CPNEF de la Publicité	RNCP36636	Manager de la communication globale	9881	8696	4000	9721	NON CONFORME
CPNEF de la Publicité	RNCP36214	Manager marketing digital (MS)	10500	8813	4000	9901	NON CONFORME
CPNEF de la Publicité	RNCP36531	Régisseur de spectacle et d'évènement, spécialisation lumière, plateau/scène, son ou vidéo	19543	11901	4000	11901	NON CONFORME
CPNEF de la Publicité	RNCP36594	Technicien d'exploitation des équipements audiovisuels	15000	11901	4000	11901	NON CONFORME
CPNEF de la Publicité	RNCP36518	Manager de la stratégie commerciale	10946	10038	4000	10284	NON CONFORME
CPNEF de la Publicité	RNCP36991	Manager de la communication	9881	8722	4000	9576	NON CONFORME
CPNEF de la Publicité	RNCP36949	Numérique	15000	8135	4000	9480	NON CONFORME
CPNEF de la Publicité	RNCP36373	Manager développement et performance commerciale	10500	6652	4000	6652	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF de la Publicité	RNCP36297	Expert en transformation des systèmes d'information et du numérique	9800	7901	4000	7901	NON CONFORME
CPNEF de la Publicité	RNCP36492	Manager du développement international	11239	9005	4000	10230	NON CONFORME
CPNEF de la Publicité	RNCP36725	Manager marketing et communication	10500	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEF de la Publicité	RNCP36940	Animation	15000	11000	4000	12983	NON CONFORME
CPNEF de la Publicité	RNCP36943	Graphisme	15000	8134	4000	8433	NON CONFORME
CPNEF de la Publicité	RNCP36296	Expert en architectures systèmes-réseaux et en sécurité informatique	9800	7901	4000	7901	NON CONFORME
CPNEF de la Publicité	RNCP36992	Manager de la création et du design de marque	9881	9003	4000	9817	NON CONFORME
CPNEF de la Publicité	RNCP36610	Responsable du développement commercial	8717	7663	4000	7663	NON CONFORME
CPNEF de la Publicité	RNCP36395	Responsable de développement commercial	8717	8330	4000	8400	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF de la Publicité	RNCP36493	Manager des entreprises et des organisations	11950	8794	4000	10230	NON CONFORME
CPNEF de la Publicité	RNCP36148	Consultant en management de projets	10100	8800	4000	9327	NON CONFORME
CPNEF de la Publicité	RNCP36469	Expert en ingénierie du développement et en architecture logicielle	9800	7901	4000	7901	NON CONFORME
CPNEF de la Publicité	RNCP36607	Manager du développement commercial	10500	8775	4000	10278	NON CONFORME
CPNEF de la Publicité	RNCP36294	Responsable d'activités commerciales	9931	7945	4000	9773	NON CONFORME
CPNEF de la Publicité	RNCP36609	Responsable Marketing et Communication	9794	7663	4000	7663	NON CONFORME
CPNEF de la Publicité	RNCP36519	Manager de la stratégie marketing omnicanale	11262	8838	4000	10284	NON CONFORME
CPNEF de la Publicité	RNCP11500	Technicien polyvalent son et lumière	16700	11794	4000	11794	NON CONFORME
CPNEF de la Publicité	RNCP11554	Manager en systèmes d'information	11375	8794	4000	9816	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF de la Publicité	RNCP37280	Manager de la stratégie marketing digital	10500	8794	4000	9753	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-020

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

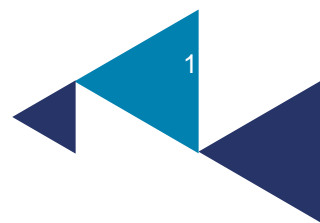
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche de l'hôtellerie de plein air a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche de l'hôtellerie de plein air, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEFP hôtellerie de plein air dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



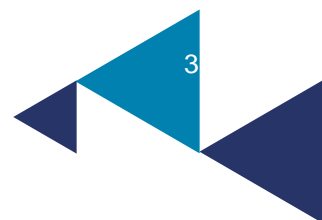
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche de l'hôtellerie de plein air

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEFP hôtellerie de plein air pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 1631

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP hôtellerie de plein air	RNCP37035	Agent de prévention et de sécurité	10058	7655	4000	9638	NON CONFORME
CPNEFP hôtellerie de plein air	RNCP37191	Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité « éducateur sportif » mention « activités physiques pour tous »	9241	8828	4000	8931	NON CONFORME
CPNEFP hôtellerie de plein air	RNCP36832	Diplôme d'Etat supérieur de la jeunesse de l'éducation populaire et du sport, spécialité "performance sportive" mention "ski nautique wakeboard et disciplines associées"	10626	10200	4000	10520	NON CONFORME
CPNEFP hôtellerie de plein air	RNCP37225	Diplôme d'État supérieur de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité « performance sportive » portant création de la mention « ski nautique, wakeboard et disciplines associées »	10626	10200	4000	10520	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP hôtellerie de plein air	RNCP35167	Directeur d'hôtellerie internationale	18794	12500	4000	13936	NON CONFORME
CPNEFP hôtellerie de plein air	RNCP37011	Manager du développement durable	10100	8648	4000	8851	NON CONFORME
CPNEFP hôtellerie de plein air	RNCP36248	spécialité « éducateur sportif » mention «Activités aquatiques et de la natation »	9241	8828	4000	9035	NON CONFORME
CPNEFP hôtellerie de plein air	RNCP37078	Chargé de projets oenotouristiques	10875	8520	4000	8520	NON CONFORME
CPNEFP hôtellerie de plein air	RNCP37106	Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sportspécialité « éducateur sportif » mention « activités de la forme »	9241	8828	4000	8931	NON CONFORME
CPNEFP hôtellerie de plein air	RNCP37187	Technicien des jardins et espaces paysagers	9021	5940	4000	5985	NON CONFORME
CPNEFP hôtellerie de plein air	RNCP36099	Sciences de la vigne et du vin (fiche nationale)	14580	5890	4000	8696	NON CONFORME
CPNEFP hôtellerie de plein air	RNCP36438	Ouvrier du Paysage	7993	5940	4000	5940	NON CONFORME
CPNEFP hôtellerie de plein air	RNCP36576	Manager des activités du tourisme et des voyages	18794	12500	4000	13936	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP hôtellerie de plein air	RNCP36649	Attaché Commercial Vins et Spiritueux	9224	8000	4000	8502	NON CONFORME
CPNEFP hôtellerie de plein air	RNCP16961	Manager des entreprises de l'hôtellerie, du tourisme et de la restauration	18794	13936	4000	13936	NON CONFORME
CPNEFP hôtellerie de plein air	RNCP4911	Diplôme d'Etat supérieur de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport - spécialité "performance sportive" - Mentions : " 45 disciplines sportives" (cf. liste dans base légale)	10626	8467	4000	8467	NON CONFORME
CPNEFP hôtellerie de plein air	RNCP36610	Responsable du développement commercial	8717	7663	4000	7663	NON CONFORME
CPNEFP hôtellerie de plein air	RNCP36493	Manager des entreprises et des organisations	11950	8794	4000	10230	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-021

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

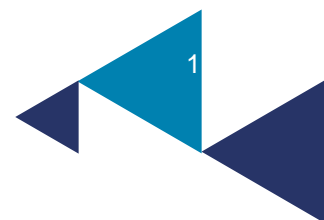
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche des organismes de tourisme a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche des organismes de tourisme, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEF des organismes de tourisme dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023



**FRANCE
compétences**

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche des organismes de tourisme

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEF des organismes de tourisme pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 1909

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF des organismes de tourisme	RNCP37078	Chargé de projets oenotouristiques	10875	8520	4000	8520	NON CONFORME
CPNEF des organismes de tourisme	RNCP36158	Manager de projets en stratégies digitales et data marketing (MS)	10500	8813	4000	10055	NON CONFORME
CPNEF des organismes de tourisme	RNCP36576	Manager des activités du tourisme et des voyages	18794	12500	4000	13936	NON CONFORME
CPNEF des organismes de tourisme	RNCP16961	Manager des entreprises de l'hôtellerie, du tourisme et de la restauration	18794	13936	4000	13936	NON CONFORME
CPNEF des organismes de tourisme	RNCP36395	Responsable de développement commercial	8717	8330	4000	8400	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-022

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

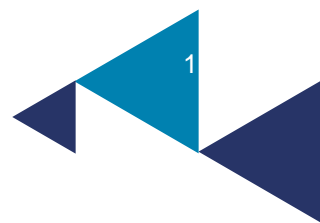
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche du travail mécanique du bois, scieries, négoce et importation des bois a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche du travail mécanique du bois, scieries, négoce et importation des bois, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPN de la branche du Travail mécanique du bois, scieries, négoce et importation des bois dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023



**FRANCE
compétences**

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche du travail mécanique du bois, scieries, négoce et importation des bois

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPN de la branche du Travail mécanique du bois, scieries, négoce et importation des bois pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 158

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPN de la branche du Travail mécanique du bois, scieries, négoce et importation des bois	RNCP36507	Animateur qualité sécurité environnement	11242	8730	4000	11000	NON CONFORME
CPN de la branche du Travail mécanique du bois, scieries, négoce et importation des bois	RNCP36794	Ingénieur diplômé du Conservatoire national des arts et métiers, spécialité mécanique	10626	9970	4000	9970	NON CONFORME
CPN de la branche du Travail mécanique du bois, scieries, négoce et importation des bois	RNCP36107	Métiers du bois (fiche nationale)	10574	5840	4000	6800	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPN de la branche du Travail mécanique du bois, scieries, négoce et importation des bois	RNCP36315	Ingénieur diplômé du Conservatoire national des arts et métiers, spécialité génie industriel	10879	9580	4000	9580	NON CONFORME
CPN de la branche du Travail mécanique du bois, scieries, négoce et importation des bois	RNCP36372	Project Management Officer	10075	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPN de la branche du Travail mécanique du bois, scieries, négoce et importation des bois	RNCP36395	Responsable de développement commercial	8587	8330	4000	8400	NON CONFORME
CPN de la branche du Travail mécanique du bois, scieries, négoce et importation des bois	RNCP36148	Consultant en management de projets	10075	8800	4000	9327	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-023

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

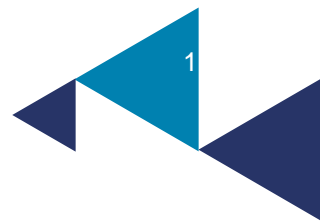
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche du personnel au sol des entreprises de transport aérien a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche du personnel au sol des entreprises de transport aérien, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE Transport aérien : personnel au sol dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**FRANCE
compétences**

Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche du personnel au sol des entreprises de transport aérien

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE Transport aérien : personnel au sol pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 275

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE Transport aérien : personnel au sol	RNCP36647	Manager en gestion globale des risques	13123	8935	4000	9349	NON CONFORME
CPNE Transport aérien : personnel au sol	RNCP36633	Manager qualité hygiène sécurité environnement	15412	8932	4000	10060	NON CONFORME
CPNE Transport aérien : personnel au sol	RNCP36674	Ingénieur diplômé du Conservatoire national des arts et métiers, spécialité informatique et systèmes d'information	13084	9450	4000	10700	NON CONFORME
CPNE Transport aérien : personnel au sol	RNCP36505	Chargé de développement des ressources humaines	12164	8700	4000	9969	NON CONFORME
CPNE Transport aérien : personnel au sol	RNCP36756	Administration et échanges internationaux (fiche nationale)	12164	7923	4000	8225	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE Transport aérien : personnel au sol	RNCP36762	Génie Urbain (fiche nationale)	14049	9400	4000	9975	NON CONFORME
CPNE Transport aérien : personnel au sol	RNCP36851	Manager qualité sécurité environnement	15412	9000	4000	10060	NON CONFORME
CPNE Transport aérien : personnel au sol	RNCP37011	Manager du développement durable	14273	8648	4000	8851	NON CONFORME
CPNE Transport aérien : personnel au sol	RNCP36795	Travaux mécanisés de génie écologique	10501	5360	4000	6177	NON CONFORME
CPNE Transport aérien : personnel au sol	RNCP37029	Diplôme d'ingénieur diplômé du Conservatoire national des arts et métiers spécialité génie électrique	15412	10888	4000	12853	NON CONFORME
CPNE Transport aérien : personnel au sol	RNCP36811	Ingénieur diplômé du Conservatoire national des arts et métiers spécialité énergétique	15540	10115	4000	10115	NON CONFORME
CPNE Transport aérien : personnel au sol	RNCP36261	Ingénieur diplômé du Conservatoire National des Arts et Métiers, spécialité Informatique	13084	9000	4000	9800	NON CONFORME
CPNE Transport aérien : personnel au sol	RNCP37117	Ingénieur diplômé de l'école polytechnique universitaire de l'université Côte d'Azur, spécialité informatique	13084	9000	4000	10000	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE Transport aérien : personnel au sol	RNCP36353	Sciences et Ingénierie - Environnement et développement durable	13603	7800	4000	7956	NON CONFORME
CPNE Transport aérien : personnel au sol	RNCP36072	Expert en Cybersécurité (MS)	13084	9000	4000	9800	NON CONFORME
CPNE Transport aérien : personnel au sol	RNCP36211	Expert en gestion d'actifs mobiliers et immobiliers (MS)	14273	9005	4000	10500	NON CONFORME
CPNE Transport aérien : personnel au sol	RNCP36413	Ingénieur diplômé de l'Institut Polytechnique UniLaSalle, spécialité agroalimentaire et santé	15540	8830	4000	11000	NON CONFORME
CPNE Transport aérien : personnel au sol	RNCP36115	Ingénieur diplômé de l'Ecole nationale supérieure Mines-Télécom Atlantique Bretagne Pays de la Loire de l'Institut Mines-Télécom, spécialité Informatique	13084	8813	4000	9800	NON CONFORME
CPNE Transport aérien : personnel au sol	RNCP36567	Diplôme Programme Grande Ecole	14273	9800	4000	11956	NON CONFORME
CPNE Transport aérien : personnel au sol	RNCP36315	Ingénieur diplômé du Conservatoire national des arts et métiers, spécialité génie industriel	15412	9580	4000	9580	NON CONFORME
CPNE Transport aérien : personnel au sol	RNCP36556	Ingénieur diplômé de CY Tech de CY Cergy Paris Université Spécialité mathématiques appliquées	15459	9329	4000	10302	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE Transport aérien : personnel au sol	RNCP36279	Manager de la responsabilité sociétale des entreprises et du développement durable	14273	8813	4000	9271	NON CONFORME
CPNE Transport aérien : personnel au sol	RNCP36293	Responsable de projet marketing communication	12111	8400	4000	9794	NON CONFORME
CPNE Transport aérien : personnel au sol	RNCP36518	Manager de la stratégie commerciale	14273	10038	4000	10284	NON CONFORME
CPNE Transport aérien : personnel au sol	RNCP36492	Manager du développement international	14273	9005	4000	10230	NON CONFORME
CPNE Transport aérien : personnel au sol	RNCP36992	Manager de la création et du design de marque	13084	9003	4000	9817	NON CONFORME
CPNE Transport aérien : personnel au sol	RNCP36372	Project Management Officer	14273	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNE Transport aérien : personnel au sol	RNCP36395	Responsable de développement commercial	12164	8330	4000	8400	NON CONFORME
CPNE Transport aérien : personnel au sol	RNCP36148	Consultant en management de projets	14273	8800	4000	9327	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-024

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

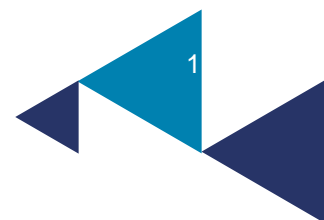
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche du travail temporaire a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche du travail temporaire, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE Travail Temporaire dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



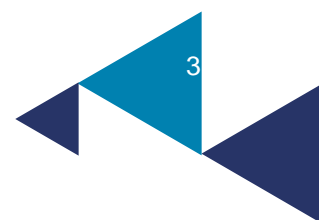
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche du travail temporaire

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE Travail Temporaire pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 1413, 2378

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE Travail Temporaire	RNCP37035	Agent de prévention et de sécurité	10691	7655	4000	9638	NON CONFORME
CPNE Travail Temporaire	RNCP37216	Fabrication en industrie agroalimentaire	11203	10890	4000	10890	NON CONFORME
CPNE Travail Temporaire	RNCP35969	Chef de projets événementiels	11398	8000	4000	8867	NON CONFORME
CPNE Travail Temporaire	RNCP36450	Chargé de recrutement	11449	7979	4000	8700	NON CONFORME
CPNE Travail Temporaire	RNCP37092	Attaché commercial	10337	8502	4000	8739	NON CONFORME
CPNE Travail Temporaire	RNCP36496	Collaborateur paie	10337	8502	4000	8550	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE Travail Temporaire	RNCP36930	Technicien d'installation et de maintenance de pompe à chaleur	11203	9250	4000	11152	NON CONFORME
CPNE Travail Temporaire	RNCP36505	Chargé de développement des ressources humaines	11449	8700	4000	9969	NON CONFORME
CPNE Travail Temporaire	RNCP36242	Technicien froid embarqué routier	11203	9400	4000	11000	NON CONFORME
CPNE Travail Temporaire	RNCP36144	Conseiller de clientèle en assurances et produits financiers	11449	7923	4000	8262	NON CONFORME
CPNE Travail Temporaire	RNCP35003	Gestionnaire de paie	10337	7557	4000	7557	NON CONFORME
CPNE Travail Temporaire	RNCP36261	Ingénieur diplômé du Conservatoire National des Arts et Métiers, spécialité Informatique	12314	9000	4000	9800	NON CONFORME
CPNE Travail Temporaire	RNCP36632	Secrétaire médical et médico-social	10927	6830	4000	8054	NON CONFORME
CPNE Travail Temporaire	RNCP36517	Agent de sécurité en sûreté	10691	7655	4000	7803	NON CONFORME
CPNE Travail Temporaire	RNCP37137	Chef de projet data et intelligence artificielle	12314	8813	4000	9800	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE Travail Temporaire	RNCP36072	Expert en Cybersécurité (MS)	12314	9000	4000	9800	NON CONFORME
CPNE Travail Temporaire	RNCP36370	Administrateur systèmes, réseaux et sécurité	11398	8255	4000	9480	NON CONFORME
CPNE Travail Temporaire	RNCP36219	Secrétaire médical	10927	6830	4000	8054	NON CONFORME
CPNE Travail Temporaire	RNCP36455	Gardien d'immeubles	10691	8000	4000	8000	NON CONFORME
CPNE Travail Temporaire	RNCP34878	SUP'EST	11449	7923	4000	8900	NON CONFORME
CPNE Travail Temporaire	RNCP36567	Diplôme Programme Grande Ecole	13433	9800	4000	11956	NON CONFORME
CPNE Travail Temporaire	RNCP36309	Technicien de maintenance des ascenseurs	12805	8607	4000	8905	NON CONFORME
CPNE Travail Temporaire	RNCP36515	Chef d'équipe en sécurité privée	13537	8818	4000	9397	NON CONFORME
CPNE Travail Temporaire	RNCP36135	Concepteur développeur de solutions informatiques	11398	7967	4000	9480	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE Travail Temporaire	RNCP36137	Expert en Architecture Informatique	12314	8698	4000	9800	NON CONFORME
CPNE Travail Temporaire	RNCP36383	Manager des ressources humaines	13433	8794	4000	10051	NON CONFORME
CPNE Travail Temporaire	RNCP36406	Responsable d'unité de transport et de logistique	10337	8502	4000	8719	NON CONFORME
CPNE Travail Temporaire	RNCP36608	Manager du marketing et de la communication	12314	8909	4000	9881	NON CONFORME
CPNE Travail Temporaire	RNCP36293	Responsable de projet marketing communication	11398	8400	4000	9794	NON CONFORME
CPNE Travail Temporaire	RNCP36518	Manager de la stratégie commerciale	13433	10038	4000	10284	NON CONFORME
CPNE Travail Temporaire	RNCP36296	Expert en architectures systèmes-réseaux et en sécurité informatique	12314	7901	4000	7901	NON CONFORME
CPNE Travail Temporaire	RNCP36992	Manager de la création et du design de marque	12314	9003	4000	9817	NON CONFORME
CPNE Travail Temporaire	RNCP36610	Responsable du développement commercial	11449	7663	4000	7663	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE Travail Temporaire	RNCP36401	Chef de projet multimédia	11398	8151	4000	9794	NON CONFORME
CPNE Travail Temporaire	RNCP36395	Responsable de développement commercial	11449	8330	4000	8400	NON CONFORME
CPNE Travail Temporaire	RNCP36148	Consultant en management de projets	13433	8800	4000	9327	NON CONFORME
CPNE Travail Temporaire	RNCP36607	Manager du développement commercial	13433	8775	4000	10278	NON CONFORME
CPNE Travail Temporaire	RNCP36428	Pilote de ligne de production	18072	16209	4000	16209	NON CONFORME
CPNE Travail Temporaire	RNCP36591	Chargé de clientèle particuliers et professionnels en banque et assurance	11449	7967	4000	8264	NON CONFORME
CPNE Travail Temporaire	RNCP5440	DE : Diplôme d'Etat d'auxiliaire de vie sociale (DEAVS)	8494	6116	4000	8000	NON CONFORME
CPNE Travail Temporaire	RNCP25467	Diplôme d'État d'accompagnant éducatif et social	8494	7597	4000	7775	NON CONFORME
CPNE Travail Temporaire	RNCP37286	Conseiller multi-canal de clientèle particuliers en banque assurance	11449	7923	4000	8148	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-025

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

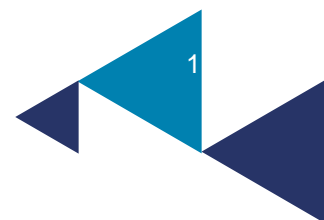
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche de l'industrie hôtelière a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche de l'industrie hôtelière, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE de l'industrie hôtelière dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



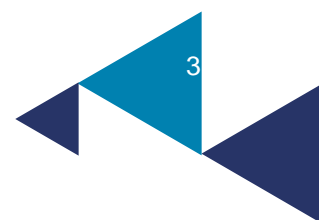
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche de l'industrie hôtelière

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE de l'industrie hôtelière pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 1979

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE de l'industrie hôtelière	RNCP34356	Manager en hôtellerie internationale	12500	12200	4000	12200	NON CONFORME
CPNE de l'industrie hôtelière	RNCP36267	Manager dans l'Hôtellerie Restauration	12500	12200	4000	12200	NON CONFORME
CPNE de l'industrie hôtelière	RNCP36767	Accueil d'excellence en tourisme (fiche nationale)	11291	10875	4000	10875	NON CONFORME
CPNE de l'industrie hôtelière	RNCP36518	Manager de la stratégie commerciale	12500	10038	4000	10284	NON CONFORME
CPNE de l'industrie hôtelière	RNCP36492	Manager du développement international	12500	9005	4000	10230	NON CONFORME
CPNE de l'industrie hôtelière	RNCP36992	Manager de la création et du design de marque	12314	9003	4000	9817	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE de l'industrie hôtelière	RNCP36372	Project Management Officer	12500	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNE de l'industrie hôtelière	RNCP36395	Responsable de développement commercial	11449	8330	4000	8400	NON CONFORME
CPNE de l'industrie hôtelière	RNCP36294	Responsable d'activités commerciales	11449	7945	4000	9773	NON CONFORME
CPNE de l'industrie hôtelière	RNCP36609	Responsable Marketing et Communication	11398	7663	4000	7663	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-026

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

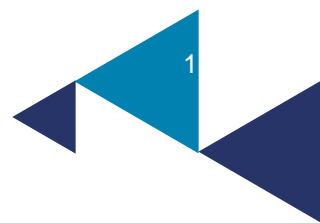
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche des organismes de formation a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche des organismes de formation, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEF de la Branche des organismes de formation dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**FRANCE
compétences**

Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche des organismes de formation

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEF de la Branche des organismes de formation pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 1516

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF de la Branche des organismes de formation	RNCP36505	Chargé de développement des ressources humaines	12164	8700	4000	9969	NON CONFORME
CPNEF de la Branche des organismes de formation	RNCP36491	Secrétaire médical	11610	7200	4000	7953	NON CONFORME
CPNEF de la Branche des organismes de formation	RNCP37005	Manager commerce retail	12164	7923	4000	8164	NON CONFORME
CPNEF de la Branche des organismes de formation	RNCP36521	Assistant de direction	11998	8502	4000	8730	NON CONFORME
CPNEF de la Branche des organismes de formation	RNCP36997	Technicien conseil des infrastructures et des équipements connectés	13606	8594	4000	9722	NON CONFORME
CPNEF de la Branche des organismes de formation	RNCP36522	Comptable	10983	8502	4000	8730	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF de la Branche des organismes de formation	RNCP36726	Responsable du développement commercial	12164	8134	4000	9010	NON CONFORME
CPNEF de la Branche des organismes de formation	RNCP36261	Ingénieur diplômé du Conservatoire National des Arts et Métiers, spécialité Informatique	13084	9000	4000	9800	NON CONFORME
CPNEF de la Branche des organismes de formation	RNCP36413	Ingénieur diplômé de l'Institut Polytechnique UniLaSalle, spécialité agroalimentaire et santé	15540	8830	4000	11000	NON CONFORME
CPNEF de la Branche des organismes de formation	RNCP36253	Ingénieur diplômé de l'Ecole polytechnique universitaire de Lille de l'Université de Lille, spécialité Informatique et Mathématiques appliquées	15459	9094	4000	10135	NON CONFORME
CPNEF de la Branche des organismes de formation	RNCP36567	Diplôme Programme Grande Ecole	14273	9800	4000	11956	NON CONFORME
CPNEF de la Branche des organismes de formation	RNCP36649	Attaché Commercial Vins et Spiritueux	10983	8000	4000	8502	NON CONFORME
CPNEF de la Branche des organismes de formation	RNCP36383	Manager des ressources humaines	14273	8794	4000	10051	NON CONFORME
CPNEF de la Branche des organismes de formation	RNCP20703	Titre d'Ingénieur diplômé de l'Institut supérieur d'informatique, de modélisation et de leurs applications de l'Université Clermont Auvergne	13084	8736	4000	9800	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF de la Branche des organismes de formation	RNCP36340	Technicien en facture instrumentale options : Accordéon, Guitare, Instruments à vent, piano	13606	10125	4000	11080	NON CONFORME
CPNEF de la Branche des organismes de formation	RNCP36608	Manager du marketing et de la communication	13084	8909	4000	9881	NON CONFORME
CPNEF de la Branche des organismes de formation	RNCP36293	Responsable de projet marketing communication	12111	8400	4000	9794	NON CONFORME
CPNEF de la Branche des organismes de formation	RNCP36518	Manager de la stratégie commerciale	14273	10038	4000	10284	NON CONFORME
CPNEF de la Branche des organismes de formation	RNCP36492	Manager du développement international	14273	9005	4000	10230	NON CONFORME
CPNEF de la Branche des organismes de formation	RNCP36953	Spectacle	17747	10720	4000	12983	NON CONFORME
CPNEF de la Branche des organismes de formation	RNCP36992	Manager de la création et du design de marque	13084	9003	4000	9817	NON CONFORME
CPNEF de la Branche des organismes de formation	RNCP36372	Project Management Officer	14273	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEF de la Branche des organismes de formation	RNCP36401	Chef de projet multimédia	12111	8151	4000	9794	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF de la Branche des organismes de formation	RNCP36395	Responsable de développement commercial	12164	8330	4000	8400	NON CONFORME
CPNEF de la Branche des organismes de formation	RNCP36148	Consultant en management de projets	14273	8800	4000	9327	NON CONFORME
CPNEF de la Branche des organismes de formation	RNCP36428	Pilote de ligne de production	19201	16209	4000	16209	NON CONFORME
CPNEF de la Branche des organismes de formation	RNCP36294	Responsable d'activités commerciales	12164	7945	4000	9773	NON CONFORME
CPNEF de la Branche des organismes de formation	RNCP36609	Responsable Marketing et Communication	12111	7663	4000	7663	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-027

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche de la restauration rapide a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche de la restauration rapide, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEFP de la Restauration rapide dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



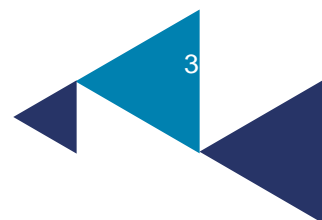
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche de la restauration rapide

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEFP de la Restauration rapide pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 1501

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP de la Restauration rapide	RNCP37005	Manager commerce retail	9302	7923	4000	8164	NON CONFORME
CPNEFP de la Restauration rapide	RNCP36521	Assistant de direction	9175	8502	4000	8730	NON CONFORME
CPNEFP de la Restauration rapide	RNCP36726	Responsable du développement commercial	9302	8134	4000	9010	NON CONFORME
CPNEFP de la Restauration rapide	RNCP36413	Ingénieur diplômé de l'Institut Polytechnique UniLaSalle, spécialité agroalimentaire et santé	11884	8830	4000	11000	NON CONFORME
CPNEFP de la Restauration rapide	RNCP36218	Manager des organisations et processus logistiques	10915	8775	4000	9405	NON CONFORME
CPNEFP de la Restauration rapide	RNCP36608	Manager du marketing et de la communication	10005	8909	4000	9881	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP de la Restauration rapide	RNCP36518	Manager de la stratégie commerciale	10915	10038	4000	10284	NON CONFORME
CPNEFP de la Restauration rapide	RNCP36492	Manager du développement international	10915	9005	4000	10230	NON CONFORME
CPNEFP de la Restauration rapide	RNCP36992	Manager de la création et du design de marque	10005	9003	4000	9817	NON CONFORME
CPNEFP de la Restauration rapide	RNCP36610	Responsable du développement commercial	9302	7663	4000	7663	NON CONFORME
CPNEFP de la Restauration rapide	RNCP36372	Project Management Officer	10915	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEFP de la Restauration rapide	RNCP36395	Responsable de développement commercial	9302	8330	4000	8400	NON CONFORME
CPNEFP de la Restauration rapide	RNCP36148	Consultant en management de projets	10915	8800	4000	9327	NON CONFORME
CPNEFP de la Restauration rapide	RNCP36609	Responsable Marketing et Communication	9261	7663	4000	7663	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-028

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

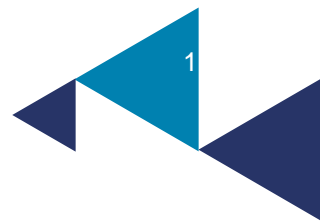
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche des entreprises de propreté et services associés a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche des entreprises de propreté et services associés, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEFP Propreté dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**FRANCE
compétences**

Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche des entreprises de propreté et services associés

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEFP Propreté pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 3043

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP Propreté	RNCP36518	Manager de la stratégie commerciale	11567	10038	4000	10284	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-029

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

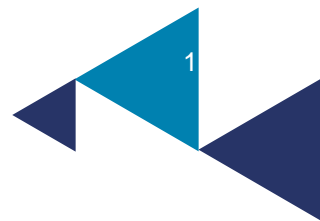
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche de la blanchisserie, laverie, location de linge, nettoyage à sec, pressing et teinturerie a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche de la blanchisserie, laverie, location de linge, nettoyage à sec, pressing et teinturerie, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEFP de la blanchisserie, laverie, location de linge, nettoyage à sec, pressing et teinturerie dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



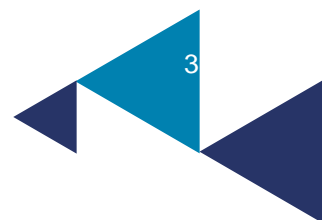
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche de la blanchisserie, laverie, location de linge, nettoyage à sec, pressing et teinturerie

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEFP de la blanchisserie, laverie, location de linge, nettoyage à sec, pressing et teinturerie pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 2002

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP de la blanchisserie, laverie, location de linge, nettoyage à sec, pressing et teinturerie	RNCP37203	Agent d'accueil des publics de l'éducation artistique et culturelle	16387	9096	4000	9097	NON CONFORME
CPNEFP de la blanchisserie, laverie, location de linge, nettoyage à sec, pressing et teinturerie	RNCP37205	Assistance à la conception numérique et à la réalisation d'objets 3D	16387	8747	4000	10812	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP de la blanchisserie, laverie, location de linge, nettoyage à sec, pressing et teinturerie	RNCP37207	Assistant Designer Graphique Multimédia	16387	8594	4000	9397	NON CONFORME
CPNEFP de la blanchisserie, laverie, location de linge, nettoyage à sec, pressing et teinturerie	RNCP37210	Assistant designer web	16387	8594	4000	15000	NON CONFORME
CPNEFP de la blanchisserie, laverie, location de linge, nettoyage à sec, pressing et teinturerie	RNCP37217	Impression 3D : opérateur de fabrication additive	11295	8500	4000	10898	NON CONFORME
CPNEFP de la blanchisserie, laverie, location de linge, nettoyage à sec, pressing et teinturerie	RNCP37219	Monteur-Installateur d'œuvres d'art	16387	10597	4000	15895	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP de la blanchisserie, laverie, location de linge, nettoyage à sec, pressing et teinturerie	RNCP37226	Diplôme national d'art	10439	9085	4000	9085	NON CONFORME
CPNEFP de la blanchisserie, laverie, location de linge, nettoyage à sec, pressing et teinturerie	RNCP19182	Manager de domaines viticoles (MS)	9176	8560	4000	8696	NON CONFORME
CPNEFP de la blanchisserie, laverie, location de linge, nettoyage à sec, pressing et teinturerie	RNCP17849	Ingénieur diplômé de l'École supérieure d'ingénieurs des travaux de la construction de Metz	8264	6800	4000	6800	NON CONFORME
CPNEFP de la blanchisserie, laverie, location de linge, nettoyage à sec, pressing et teinturerie	RNCP36961	Systèmes d'information numérique et électronique (fiche nationale)	9368	8615	4000	9234	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP de la blanchisserie, laverie, location de linge, nettoyage à sec, pressing et teinturerie	RNCP36059	Créateur concepteur de mode	12820	8696	4000	8814	NON CONFORME
CPNEFP de la blanchisserie, laverie, location de linge, nettoyage à sec, pressing et teinturerie	RNCP36780	Designer concepteur de mode	9349	7923	4000	8400	NON CONFORME
CPNEFP de la blanchisserie, laverie, location de linge, nettoyage à sec, pressing et teinturerie	RNCP36151	Directeur de collection	12820	8696	4000	8696	NON CONFORME
CPNEFP de la blanchisserie, laverie, location de linge, nettoyage à sec, pressing et teinturerie	RNCP36541	Diplôme d'ingénieur de l'ECAM Rennes – Louis de Broglie spécialité Systèmes Numériques	9066	8788	4000	9051	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP de la blanchisserie, laverie, location de linge, nettoyage à sec, pressing et teinturerie	RNCP36641	Dessinateur illustrateur	10439	7967	4000	9794	NON CONFORME
CPNEFP de la blanchisserie, laverie, location de linge, nettoyage à sec, pressing et teinturerie	RNCP36167	Ingénieur diplômé de l'école d'ingénieurs en sciences industrielles et numérique de l'université de Reims, spécialité matériaux et génie des procédés	9141	8855	4000	9071	NON CONFORME
CPNEFP de la blanchisserie, laverie, location de linge, nettoyage à sec, pressing et teinturerie	RNCP36856	Manager de la performance énergétique (MS)	9141	8696	4000	9095	NON CONFORME
CPNEFP de la blanchisserie, laverie, location de linge, nettoyage à sec, pressing et teinturerie	RNCP37102	Technicien en détection et géoréférencement de réseaux	12104	10585	4000	11821	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP de la blanchisserie, laverie, location de linge, nettoyage à sec, pressing et teinturerie	RNCP17506	Ingénieur diplômé de l'Ecole d'Ingénieurs de l'Université de Caen spécialité agroalimentaire	9141	8919	4000	8919	NON CONFORME
CPNEFP de la blanchisserie, laverie, location de linge, nettoyage à sec, pressing et teinturerie	RNCP36353	Sciences et Ingénierie - Environnement et développement durable	8002	7800	4000	7956	NON CONFORME
CPNEFP de la blanchisserie, laverie, location de linge, nettoyage à sec, pressing et teinturerie	RNCP36111	Directeur de la Création	12820	8655	4000	8696	NON CONFORME
CPNEFP de la blanchisserie, laverie, location de linge, nettoyage à sec, pressing et teinturerie	RNCP36047	Manager du marketing et du développement de produits de Mode	12820	8696	4000	8696	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP de la blanchisserie, laverie, location de linge, nettoyage à sec, pressing et teinturerie	RNCP36107	Métiers du bois (fiche nationale)	8811	5840	4000	6800	NON CONFORME
CPNEFP de la blanchisserie, laverie, location de linge, nettoyage à sec, pressing et teinturerie	RNCP36546	Ingénieur diplômé de l'Institut Polytechnique UniLaSalle, spécialité Agronomie et Agro-Industries	9141	8935	4000	9090	NON CONFORME
CPNEFP de la blanchisserie, laverie, location de linge, nettoyage à sec, pressing et teinturerie	RNCP37187	Technicien des jardins et espaces paysagers	6177	5940	4000	5985	NON CONFORME
CPNEFP de la blanchisserie, laverie, location de linge, nettoyage à sec, pressing et teinturerie	RNCP36099	Sciences de la vigne et du vin (fiche nationale)	9176	5890	4000	8696	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP de la blanchisserie, laverie, location de linge, nettoyage à sec, pressing et teinturerie	RNCP36471	Styliste designer mode	9349	7923	4000	8042	NON CONFORME
CPNEFP de la blanchisserie, laverie, location de linge, nettoyage à sec, pressing et teinturerie	RNCP36425	Artisanat et métiers d'art options « verrerie scientifique et technique » et « métiers de l'enseigne et de la signalétique »	8918	8620	4000	8844	NON CONFORME
CPNEFP de la blanchisserie, laverie, location de linge, nettoyage à sec, pressing et teinturerie	RNCP36345	Diplôme d'ingénieur de l'école d'ingénieurs en sciences industrielles et numérique de l'université de Reims spécialité mécanique et génie industriel	9141	9070	4000	9070	NON CONFORME
CPNEFP de la blanchisserie, laverie, location de linge, nettoyage à sec, pressing et teinturerie	RNCP36470	Architecte - Manager en ingénierie système (MS)	9066	9000	4000	9050	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP de la blanchisserie, laverie, location de linge, nettoyage à sec, pressing et teinturerie	RNCP36378	Responsable de la stratégie marketing et commerciale de mode	9349	7923	4000	8700	NON CONFORME
CPNEFP de la blanchisserie, laverie, location de linge, nettoyage à sec, pressing et teinturerie	RNCP36949	Numérique	10439	8135	4000	9480	NON CONFORME
CPNEFP de la blanchisserie, laverie, location de linge, nettoyage à sec, pressing et teinturerie	RNCP36373	Manager développement et performance commerciale	8396	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEFP de la blanchisserie, laverie, location de linge, nettoyage à sec, pressing et teinturerie	RNCP36725	Manager marketing et communication	7697	6652	4000	6652	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP de la blanchisserie, laverie, location de linge, nettoyage à sec, pressing et teinturerie	RNCP36943	Graphisme	10439	8134	4000	8433	NON CONFORME
CPNEFP de la blanchisserie, laverie, location de linge, nettoyage à sec, pressing et teinturerie	RNCP36948	Mode	10439	7923	4000	8910	NON CONFORME
CPNEFP de la blanchisserie, laverie, location de linge, nettoyage à sec, pressing et teinturerie	RNCP36372	Project Management Officer	8396	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEFP de la blanchisserie, laverie, location de linge, nettoyage à sec, pressing et teinturerie	RNCP36723	Consultant en stratégie d'entreprise	8396	6652	4000	6652	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP de la blanchisserie, laverie, location de linge, nettoyage à sec, pressing et teinturerie	RNCP759	Commerce	5661	5600	4000	5600	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-030

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

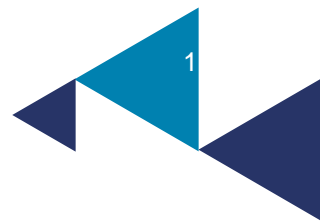
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche des entreprises des activités du déchet et de la propreté urbaine a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche des entreprises des activités du déchet et de la propreté urbaine, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE Entreprises des activités du déchet et de la propreté urbaine dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



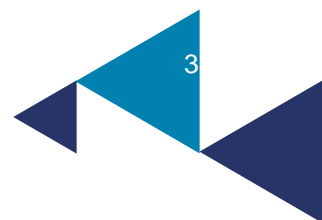
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche des entreprises des activités du déchet et de la propreté urbaine

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE Entreprises des activités du déchet et de la propreté urbaine pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 2149

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE Entreprises des activités du déchet et de la propreté urbaine	RNCP36935	Terre, Eau, Environnement (fiche nationale)	15383	9980	4000	9980	NON CONFORME
CPNE Entreprises des activités du déchet et de la propreté urbaine	RNCP11362	Ingénieur diplômé de l'Institut national supérieur des sciences agronomiques, de l'alimentation et de l'environnement, spécialité agroalimentaire	17369	12000	4000	12000	NON CONFORME
CPNE Entreprises des activités du déchet et de la propreté urbaine	RNCP36647	Manager en gestion globale des risques	14667	8935	4000	9349	NON CONFORME
CPNE Entreprises des activités du déchet et de la propreté urbaine	RNCP36633	Manager qualité hygiène sécurité environnement	17225	8932	4000	10060	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE Entreprises des activités du déchet et de la propreté urbaine	RNCP37208	Assistant administratif commercial et comptable	10757	8594	4000	8601	NON CONFORME
CPNE Entreprises des activités du déchet et de la propreté urbaine	RNCP37213	Commercialisation éco-responsable	10757	8594	4000	8626	NON CONFORME
CPNE Entreprises des activités du déchet et de la propreté urbaine	RNCP37220	Opérateur en biotechnologies Chimie verte	16945	10500	4000	11786	NON CONFORME
CPNE Entreprises des activités du déchet et de la propreté urbaine	RNCP36677	Responsable en marketing, commercialisation et gestion	13596	8019	4000	8883	NON CONFORME
CPNE Entreprises des activités du déchet et de la propreté urbaine	RNCP37092	Attaché commercial	12276	8502	4000	8739	NON CONFORME
CPNE Entreprises des activités du déchet et de la propreté urbaine	RNCP36507	Animateur qualité sécurité environnement	17800	8730	4000	11000	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE Entreprises des activités du déchet et de la propreté urbaine	RNCP36366	Diagnosticur produits, équipements, matériaux et déchets	16778	9107	4000	11695	NON CONFORME
CPNE Entreprises des activités du déchet et de la propreté urbaine	RNCP36505	Chargé de développement des ressources humaines	13596	8700	4000	9969	NON CONFORME
CPNE Entreprises des activités du déchet et de la propreté urbaine	RNCP36761	Droit de l'environnement (fiche nationale)	16282	8696	4000	8775	NON CONFORME
CPNE Entreprises des activités du déchet et de la propreté urbaine	RNCP36851	Manager qualité sécurité environnement	17225	9000	4000	10060	NON CONFORME
CPNE Entreprises des activités du déchet et de la propreté urbaine	RNCP36170	Agent de refabrication et de recyclage de batteries d'accumulateurs	10190	9099	4000	9099	NON CONFORME
CPNE Entreprises des activités du déchet et de la propreté urbaine	RNCP36521	Assistant de direction	13410	8502	4000	8730	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE Entreprises des activités du déchet et de la propreté urbaine	RNCP11432	Ingénieur diplômé de l'Institut national supérieur des sciences agronomiques, de l'alimentation et de l'environnement, spécialité agronomie	17434	12000	4000	12000	NON CONFORME
CPNE Entreprises des activités du déchet et de la propreté urbaine	RNCP36726	Responsable du développement commercial	13596	8134	4000	9010	NON CONFORME
CPNE Entreprises des activités du déchet et de la propreté urbaine	RNCP34630	Chargé de Développement Commercial Franco-Allemand	13596	7923	4000	8134	NON CONFORME
CPNE Entreprises des activités du déchet et de la propreté urbaine	RNCP36353	Sciences et Ingénierie - Environnement et développement durable	15203	7800	4000	7956	NON CONFORME
CPNE Entreprises des activités du déchet et de la propreté urbaine	RNCP36229	Manager d'affaires dans l'énergie et la transition énergétique (MS)	15952	9005	4000	9850	NON CONFORME
CPNE Entreprises des activités du déchet et de la propreté urbaine	RNCP36546	Ingénieur diplômé de l'Institut Polytechnique UniLaSalle, spécialité Agronomie et Agro-Industries	17369	8935	4000	9090	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE Entreprises des activités du déchet et de la propreté urbaine	RNCP36414	Ingénieur diplômé de l'Institut Polytechnique UniLaSalle, spécialité Géosciences et Environnement	14667	9384	4000	11500	NON CONFORME
CPNE Entreprises des activités du déchet et de la propreté urbaine	RNCP36081	Manager de la performance de la Supply-Chain (MS)	17225	8696	4000	9200	NON CONFORME
CPNE Entreprises des activités du déchet et de la propreté urbaine	RNCP36566	Sciences et Ingénierie - spécialité géologie et environnement	15203	7923	4000	8002	NON CONFORME
CPNE Entreprises des activités du déchet et de la propreté urbaine	RNCP36432	Ingénieur diplômé de l'Institut Polytechnique UniLaSalle, spécialité génie de l'environnement	14667	9384	4000	12000	NON CONFORME
CPNE Entreprises des activités du déchet et de la propreté urbaine	RNCP36434	Secrétaire comptable	12976	8594	4000	8601	NON CONFORME
CPNE Entreprises des activités du déchet et de la propreté urbaine	RNCP36440	Technicien d'assistance en informatique	12976	8594	4000	8759	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE Entreprises des activités du déchet et de la propreté urbaine	RNCP36567	Diplôme Programme Grande Ecole	15952	9800	4000	11956	NON CONFORME
CPNE Entreprises des activités du déchet et de la propreté urbaine	RNCP36060	Ingénieur diplômé de l'Institut polytechnique de Grenoble, Ecole nationale supérieure de l'énergie, de l'eau et de l'environnement, spécialité énergie électrique et énergétique	16825	9384	4000	11000	NON CONFORME
CPNE Entreprises des activités du déchet et de la propreté urbaine	RNCP36383	Manager des ressources humaines	15952	8794	4000	10051	NON CONFORME
CPNE Entreprises des activités du déchet et de la propreté urbaine	RNCP36439	Agent de propreté et d'hygiène	12696	9729	4000	9729	NON CONFORME
CPNE Entreprises des activités du déchet et de la propreté urbaine	RNCP36608	Manager du marketing et de la communication	14623	8909	4000	9881	NON CONFORME
CPNE Entreprises des activités du déchet et de la propreté urbaine	RNCP36518	Manager de la stratégie commerciale	15952	10038	4000	10284	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE Entreprises des activités du déchet et de la propreté urbaine	RNCP36373	Manager développement et performance commerciale	15952	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNE Entreprises des activités du déchet et de la propreté urbaine	RNCP36492	Manager du développement international	15952	9005	4000	10230	NON CONFORME
CPNE Entreprises des activités du déchet et de la propreté urbaine	RNCP36610	Responsable du développement commercial	13596	7663	4000	7663	NON CONFORME
CPNE Entreprises des activités du déchet et de la propreté urbaine	RNCP36372	Project Management Officer	15952	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNE Entreprises des activités du déchet et de la propreté urbaine	RNCP36395	Responsable de développement commercial	13596	8330	4000	8400	NON CONFORME
CPNE Entreprises des activités du déchet et de la propreté urbaine	RNCP36148	Consultant en management de projets	15952	8800	4000	9327	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE Entreprises des activités du déchet et de la propreté urbaine	RNCP36607	Manager du développement commercial	15952	8775	4000	10278	NON CONFORME
CPNE Entreprises des activités du déchet et de la propreté urbaine	RNCP36294	Responsable d'activités commerciales	13596	7945	4000	9773	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-031

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

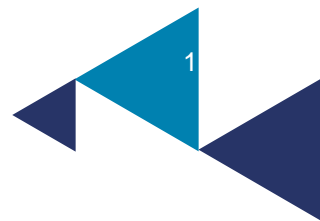
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche des commerces de gros a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche des commerces de gros, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEFP des commerces de gros dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**FRANCE
compétences**

Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche des commerces de gros

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEFP des commerces de gros pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 573, 635

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP des commerces de gros	RNCP11362	Ingénieur diplômé de l'Institut national supérieur des sciences agronomiques, de l'alimentation et de l'environnement, spécialité agroalimentaire	17369	12000	4000	12000	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36105	Master intégré franco-allemand en management (fiche nationale)	15952	8396	4000	9005	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36646	Diplôme d'Université responsable en logistique et transports	13596	7923	4000	8134	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36647	Manager en gestion globale des risques	14667	8935	4000	9349	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36633	Manager qualité hygiène sécurité environnement	17225	8932	4000	10060	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36817	Ingénieur diplômé de l'Ecole polytechnique universitaire de l'Université Côte d'Azur, spécialité électronique et informatique industrielle	16825	9000	4000	11250	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP des commerces de gros	RNCP37091	Manager d'unité opérationnelle	15952	8696	4000	8851	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP37208	Assistant administratif commercial et comptable	10757	8594	4000	8601	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP37205	Assistance à la conception numérique et à la réalisation d'objets 3D	31136	8747	4000	10812	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP37207	Assistant Designer Graphique Multimédia	31136	8594	4000	9397	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP37213	Commercialisation éco-responsable	10757	8594	4000	8626	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP37209	Assistant communication digitale	10757	8594	4000	8645	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP37210	Assistant designer web	31136	8594	4000	15000	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP37211	Assistant en Développement Numérique	12976	8594	4000	8759	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36235	Ingénieur diplômé de l'institut national des sciences appliquées hauts-de-france, spécialité : informatique	14623	8794	4000	9800	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP des commerces de gros	RNCP37212	Assistant intégrateur web	12976	8594	4000	8759	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36354	Titre d'ingénieur diplômé de l'École Polytechnique Universitaire de l'Université Lyon 1, spécialité Informatique	17278	9000	4000	9800	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP37215	Développement et exploitation de parcs informatiques	12976	8594	4000	8759	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP37218	Installateur de systèmes de production photovoltaïque	13304	9200	4000	10206	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP35089	Créateur de produits technologiques et durables (MS)	17225	10698	4000	15376	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP37061	Manager financier international	15952	8696	4000	8775	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36677	Responsable en marketing, commercialisation et gestion	13596	8019	4000	8883	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36678	Diplôme Supérieur en Management du Marketing Digital	14623	8794	4000	9802	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36680	Diplôme Supérieur en logistique et gestion de la chaîne d'approvisionnement	15952	8696	4000	8899	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36681	Sciences et ingénierie - agriculture, numérique et technologies embarquées	16360	8830	4000	8830	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36450	Chargé de recrutement	13596	7979	4000	8700	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP37092	Attaché commercial	12276	8502	4000	8739	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36837	Bureautique et multimédia (fiche nationale)	13410	8502	4000	8502	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP37249	Conduire les Transitions	15383	7923	4000	8115	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP37076	Décorateur conseil d'intérieur	13909	8502	4000	8730	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36496	Collaborateur paie	12276	8502	4000	8550	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36741	Expert en contrôle de gestion, audit et gestion de système d'information (MS)	15952	8696	4000	9384	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP14588	Consultant en communication visuelle et image de marque	13536	8143	4000	8967	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36848	Migrations (fiche nationale)	16282	10617	4000	12909	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36570	Ingénieur diplômé du Conservatoire national des arts et métiers spécialité matériaux, emballage et conditionnement	17369	11290	4000	11290	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36812	ingénieur diplômé de l'Ecole polytechnique universitaire d'Aix-Marseille Université, spécialité Systèmes numériques	16825	8834	4000	9309	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36674	Ingénieur diplômé du Conservatoire national des arts et métiers, spécialité informatique et systèmes d'information	14623	9450	4000	10700	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36132	Expert en conception numérique, animation 3D et effets spéciaux	14623	8696	4000	9881	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36192	Sciences et Ingénierie - Stratégie Digitale et Innovation	13536	7923	4000	8400	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36507	Animateur qualité sécurité environnement	17800	8730	4000	11000	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP37087	Manager d'unité opérationnelle	15952	8696	4000	8970	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36864	Manager de la stratégie et de la transformation digitale (MS)	15952	8696	4000	9414	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP19182	Manager de domaines viticoles (MS)	17434	8560	4000	8696	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36366	Diagnosticheur produits, équipements, matériaux et déchets	16778	9107	4000	11695	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36930	Technicien d'installation et de maintenance de pompe à chaleur	13304	9250	4000	11152	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36925	Secrétaire juridique	12976	8594	4000	8594	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36173	Ingénieur diplômé de l'institut national des sciences appliquées hauts-de-france, spécialité : génie mécanique	17225	9760	4000	9760	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36903	UX Designer	13536	7945	4000	9794	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36852	Community manager	13536	8222	4000	9794	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36934	Energie solaire (fiche nationale)	17278	9094	4000	9642	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36554	Diplôme d'études supérieures en management international des entreprises (DESMIE)	13596	7945	4000	9000	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36122	Expert en Cybersécurité	14623	9000	4000	9800	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36118	Ingénieur diplômé ECAM LaSalle, spécialité Systèmes Numériques et Génie Industriel	17225	9570	4000	9570	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP17849	Ingénieur diplômé de l'École supérieure d'ingénieurs des travaux de la construction de Metz	15702	6800	4000	6800	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36732	Manager de l'information numérique	14623	8696	4000	8804	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36806	Sciences et Ingénierie -CyberSécurité Défensive	13536	7923	4000	9210	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36716	Technicien informatique en installation, maintenance et support	13410	8508	4000	8615	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36739	Expert en ingénierie des données	17278	9050	4000	9800	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36924	Expert en cybersécurité et sécurité informatique	14623	8909	4000	9800	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36760	Communication publique et politique (fiche nationale)	14623	9075	4000	10009	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36756	Administration et échanges internationaux (fiche nationale)	13596	7923	4000	8225	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36758	Economie et pilotage des entreprises (fiche nationale)	16282	8696	4000	8806	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36761	Droit de l'environnement (fiche nationale)	16282	8696	4000	8775	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36961	Systèmes d'information numérique et électronique (fiche nationale)	17800	8615	4000	9234	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36963	Sciences des systèmes communicants (fiche nationale)	15383	7923	4000	8225	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36972	Sciences et Ingénierie - Responsable en ingénierie informatique et cybersécurité	13536	8328	4000	9480	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP35873	Designer graphique print et digital	13536	8134	4000	9794	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36689	Ingénieur diplômé de l'école supérieure d'ingénieur de Paris-Est (ESIPE) de l'université Paris Est Créteil Val-de-Marne, Spécialité Systèmes d'information	14623	9650	4000	9800	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP35392	Science des données	17278	8909	4000	10052	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36999	Manager du développement stratégique d'innovations technologiques responsables (MS)	17225	8696	4000	9325	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36781	Géoénergies (fiche nationale)	17278	9047	4000	9312	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36088	Responsable paie	13596	7923	4000	8700	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36103	Ingénieur diplômé de l'école nationale d'ingénieurs de Saint-Étienne de l'école centrale de Lyon, spécialité génie mécanique	17225	12080	4000	12080	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP37011	Manager du développement durable	15952	8648	4000	8851	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP35213	Graphiste multimédia	13536	7967	4000	9397	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36197	Expert en ingénierie informatique (systèmes et réseaux ou services et solutions logicielles)	14623	8775	4000	9800	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36521	Assistant de direction	13410	8502	4000	8730	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36980	Manager de la chaîne logistique et achats (MS)	15952	8696	4000	9103	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36997	Technicien conseil des infrastructures et des équipements connectés	15206	8594	4000	9722	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36316	Sciences et ingénierie - Assistant ingénieur Efficacité Energétique	16360	8000	4000	8610	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36522	Comptable	12276	8502	4000	8730	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36795	Travaux mécanisés de génie écologique	11736	5360	4000	6177	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP11432	Ingénieur diplômé de l'Institut national supérieur des sciences agronomiques, de l'alimentation et de l'environnement, spécialité agronomie	17434	12000	4000	12000	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP37025	Sciences de la transition écologique et sociétale	15383	7923	4000	8125	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP des commerces de gros	RNCP37026	Nutrition et sciences des aliments (fiche nationale)	17278	12930	4000	12930	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP37029	Diplôme d'ingénieur diplômé du Conservatoire national des arts et métiers spécialité génie électrique	17225	10888	4000	12853	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36369	Manager des stratégies digitales (MS)	15952	8907	4000	10500	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36726	Responsable du développement commercial	13596	8134	4000	9010	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36193	Sciences et Ingénierie - Concepteur Developpeur Programmation Globale	13536	7923	4000	8134	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36541	Diplôme d'ingénieur de l'ECAM Rennes – Louis de Broglie spécialité Systèmes Numériques	17225	8788	4000	9051	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36794	Ingénieur diplômé du Conservatoire national des arts et métiers, spécialité mécanique	16825	9970	4000	9970	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36811	Ingénieur diplômé du Conservatoire national des arts et métiers spécialité énergétique	17369	10115	4000	10115	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36343	Titre ingénieur de l'Institut Supérieur d'Études Logistiques de l'Université du Havre spécialité Génie Industriel	17225	9760	4000	9760	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP15817	Lead infographiste 2D - 3D	13536	7945	4000	9794	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36344	Ingénieur diplômé de l'Institut Supérieur d'Études Logistiques de l'Université du Havre Spécialité Mécanique et Production	17225	9070	4000	9070	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36844	Ingénieur diplômé de l'école polytechnique universitaire de l'université d'Orléans, spécialité Systèmes d'information pour le bâtiment	17369	9141	4000	11000	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36582	Chef de projet expert en intelligence artificielle	14623	8736	4000	9800	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36398	Expert Big Data Engineer (MS)	14623	8813	4000	9800	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP35003	Gestionnaire de paie	12276	7557	4000	7557	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP35288	Concepteur développeur en science des données	13536	8195	4000	9480	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36448	Délégué à la protection des données (DPO)	14623	8736	4000	9800	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36381	Concepteur réalisateur en communication	13536	8000	4000	9247	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36989	Coordonnateur en prévention des risques	16076	8502	4000	8730	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36261	Ingénieur diplômé du Conservatoire National des Arts et Métiers, spécialité Informatique	14623	9000	4000	9800	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36588	Juriste d'entreprise	16282	8696	4000	8764	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36987	Manager de projets digitaux en UX Design	12741	8696	4000	9881	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36167	Ingénieur diplômé de l'école d'ingénieurs en sciences industrielles et numérique de l'université de Reims, spécialité matériaux et génie des procédés	17369	8855	4000	9071	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36856	Manager de la performance énergétique (MS)	17369	8696	4000	9095	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36067	Chef de projet géomatique	14623	10000	4000	11000	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP37084	Manager des systèmes intégrés QSE (MS)	17225	8696	4000	9250	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP37102	Technicien en détection et géoréférencement de réseaux	22997	10585	4000	11821	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP37101	Opérateur en détection de réseaux	16945	9359	4000	13909	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36365	Technicien de culture végétale	12651	7860	4000	7860	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36129	Chef de projet en intelligence artificielle	14623	8696	4000	9800	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP34630	Chargé de Développement Commercial Franco-Allemand	13596	7923	4000	8134	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP37117	Ingénieur diplômé de l'école polytechnique universitaire de l'université Côte d'Azur, spécialité informatique	14623	9000	4000	10000	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP32106	Délégué(e) à la protection des données (Data Protection Officer) (MS)	14623	8987	4000	9800	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP des commerces de gros	RNCP17506	Ingénieur diplômé de l'Ecole d'Ingénieurs de l'Université de Caen spécialité agroalimentaire	17369	8919	4000	8919	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36353	Sciences et Ingénierie - Environnement et développement durable	15203	7800	4000	7956	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36175	Designer	17225	8696	4000	9430	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP31936	Community manager	13536	8222	4000	9794	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP37124	Sciences et Ingénierie - Communication Globale et Design Digital	13536	7923	4000	8940	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36046	Délégué à la protection des données (DPO)	14623	8752	4000	8775	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36465	Expert en création numérique interactive	14623	8894	4000	9800	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP37130	Management et nouvelles technologies	15606	7923	4000	8328	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP37137	Chef de projet data et intelligence artificielle	14623	8813	4000	9800	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36229	Manager d'affaires dans l'énergie et la transition énergétique (MS)	15952	9005	4000	9850	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36072	Expert en Cybersécurité (MS)	14623	9000	4000	9800	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36370	Administrateur systèmes, réseaux et sécurité	13536	8255	4000	9480	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP35379	Informatique, Mathématiques	15383	8000	4000	8255	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP37172	Data Engineer	14623	8813	4000	9800	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36158	Manager de projets en stratégies digitales et data marketing (MS)	14623	8813	4000	10055	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36162	ingénieur diplômé de l'Institut national des sciences appliquées de Lyon, spécialité génie électrique	16825	11880	4000	11880	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36921	Expert en ingénierie des données	14623	8894	4000	9800	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36546	Ingénieur diplômé de l'Institut Polytechnique UniLaSalle, spécialité Agronomie et Agro-Industries	17369	8935	4000	9090	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36562	Diplôme d'études supérieures en commerce et en entrepreneuriat	13596	7923	4000	8298	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36561	Diplôme de Responsable d'Unité d'Affaires	13596	7923	4000	8164	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36563	Diplôme d'études supérieures en commerce et management opérationnel	13596	7923	4000	8400	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP37139	Responsable de la création et de la production graphique et visuelle	13536	8143	4000	9794	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP34905	Expert en stratégie d'innovation durable par le design (MS)	17225	8794	4000	10068	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36213	Manager de la communication et du marketing international	14623	8696	4000	9241	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36414	Ingénieur diplômé de l'Institut Polytechnique UniLaSalle, spécialité Géosciences et Environnement	14667	9384	4000	11500	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36413	Ingénieur diplômé de l'Institut Polytechnique UniLaSalle, spécialité agroalimentaire et santé	17369	8830	4000	11000	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36391	Manager des achats et la chaîne logistique - Supply chain (MS)	15952	8696	4000	9004	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36361	Manager des ressources humaines (MS)	15952	8765	4000	9344	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36115	Ingénieur diplômé de l'Ecole nationale supérieure Mines-Télécom Atlantique Bretagne Pays de la Loire de l'Institut Mines-Télécom, spécialité Informatique	14623	8813	4000	9800	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36253	Ingénieur diplômé de l'Ecole polytechnique universitaire de Lille de l'Université de Lille, spécialité Informatique et Mathématiques appliquées	17278	9094	4000	10135	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP4203	Ingénieur diplômé de Ingénieur diplômé de l'École polytechnique universitaire de l'université Lyon-I, spécialité génie industriel	17225	9760	4000	9760	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP17006	Ingénieur diplômé de l'École polytechnique de l'Université de Nantes, spécialité Informatique	14623	8907	4000	9800	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36081	Manager de la performance de la Supply-Chain (MS)	17225	8696	4000	9200	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36571	Ingénieur diplômé de l'Ecole polytechnique universitaire de Lille de l'Université de Lille, spécialité géomatique et génie urbain	14667	8736	4000	9129	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36424	Ingénieur diplômé de CY Tech de CY Cergy Paris Université Spécialité Informatique	14623	8794	4000	9725	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36432	Ingénieur diplômé de l'Institut Polytechnique UniLaSalle, spécialité génie de l'environnement	14667	9384	4000	12000	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36434	Secrétaire comptable	12976	8594	4000	8601	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP37173	Expert en sécurité des développements informatiques	14623	8696	4000	9601	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36440	Technicien d'assistance en informatique	12976	8594	4000	8759	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36523	Assistant de gestion	12276	8502	4000	8730	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP5821	Assistant juridique	16076	8502	4000	8730	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36418	Diplôme en Management et Gestion des Organisations	15952	8696	4000	9072	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36569	Ingénieur diplômé du Conservatoire national des arts et métiers, spécialité systèmes électroniques	16825	10415	4000	11500	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36567	Diplôme Programme Grande Ecole	15952	9800	4000	11956	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36586	Expert en cybersécurité industrielle	14623	9384	4000	11000	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36221	Conseiller de vente pièces de rechange et accessoires	15206	9477	4000	13568	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36581	Développeur en Intelligence Artificielle et Data Science	14399	7945	4000	8255	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36636	Manager de la communication globale	14623	8696	4000	9721	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36289	UX designer	13536	8051	4000	9794	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36315	Ingénieur diplômé du Conservatoire national des arts et métiers, spécialité génie industriel	17225	9580	4000	9580	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36322	Digital et business international	13596	7923	4000	8328	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36345	Diplôme d'ingénieur de l'école d'ingénieurs en sciences industrielles et numérique de l'université de Reims spécialité mécanique et génie industriel	17369	9070	4000	9070	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36470	Architecte - Manager en ingénierie système (MS)	17225	9000	4000	9050	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36394	Responsable technique d'une PME de la construction	13909	8983	4000	12302	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP17000	Ingénieur diplômé de l'École polytechnique de l'Université de Nantes, spécialité Génie Electrique	17225	9850	4000	11125	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36214	Manager marketing digital (MS)	15952	8813	4000	9901	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36060	Ingénieur diplômé de l'Institut polytechnique de Grenoble, Ecole nationale supérieure de l'énergie, de l'eau et de l'environnement, spécialité énergie électrique et énergétique	16825	9384	4000	11000	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36135	Concepteur développeur de solutions informatiques	13536	7967	4000	9480	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36137	Expert en Architecture Informatique	14623	8698	4000	9800	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36383	Manager des ressources humaines	15952	8794	4000	10051	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP des commerces de gros	RNCP20703	Titre d'Ingénieur diplômé de l'Institut supérieur d'informatique, de modélisation et de leurs applications de l'Université Clermont Auvergne	14623	8736	4000	9800	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36279	Manager de la responsabilité sociétale des entreprises et du développement durable	15952	8813	4000	9271	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36436	Monteur dépanneur frigoriste	10460	9256	4000	9256	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP31966	Chargé de développement stratégique	13596	7923	4000	8255	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36637	Manager financier et contrôleur de gestion	15952	8775	4000	9476	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36608	Manager du marketing et de la communication	14623	8909	4000	9881	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36293	Responsable de projet marketing communication	13536	8400	4000	9794	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36518	Manager de la stratégie commerciale	15952	10038	4000	10284	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36991	Manager de la communication	14623	8722	4000	9576	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36949	Numérique	19834	8135	4000	9480	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36373	Manager développement et performance commerciale	15952	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36297	Expert en transformation des systèmes d'information et du numérique	14623	7901	4000	7901	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36486	Manager supply chain-performance achat & responsabilité sociétale	15952	8696	4000	9327	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36492	Manager du développement international	15952	9005	4000	10230	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36725	Manager marketing et communication	14623	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36296	Expert en architectures systèmes-réseaux et en sécurité informatique	14623	7901	4000	7901	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36610	Responsable du développement commercial	13596	7663	4000	7663	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36372	Project Management Officer	15952	6652	4000	6652	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36401	Chef de projet multimédia	13536	8151	4000	9794	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36395	Responsable de développement commercial	13596	8330	4000	8400	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36493	Manager des entreprises et des organisations	15952	8794	4000	10230	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36607	Manager du développement commercial	15952	8775	4000	10278	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36348	Ingénieur diplômé de l'école polytechnique universitaire de l'université de Lille, spécialité génie industriel	17225	9760	4000	9760	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36294	Responsable d'activités commerciales	13596	7945	4000	9773	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP36519	Manager de la stratégie marketing omnicanale	15952	8838	4000	10284	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP25520	Manager en ingénierie de la communication numérique interactive	14623	8736	4000	9881	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP11554	Manager en systèmes d'information	14623	8794	4000	9816	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP des commerces de gros	RNCP14695	Gestion-Administration	12976	8594	4000	8594	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP759	Commerce	10757	5600	4000	5600	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP861	Vente prospection - négociation - suivi de clientèle	10757	8594	4000	8620	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP37280	Manager de la stratégie marketing digital	15952	8794	4000	9753	NON CONFORME
CPNEFP des commerces de gros	RNCP32227	Manager de la supply chain et Achats (MS)	15952	8696	4000	9005	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-032

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

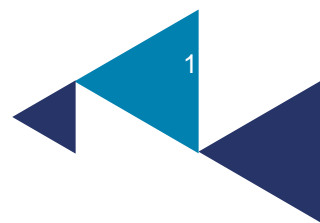
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche des sociétés concessionnaires ou exploitantes d'autoroutes ou d'ouvrages routiers a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche des sociétés concessionnaires ou exploitantes d'autoroutes ou d'ouvrages routiers, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE autoroutes dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**FRANCE
compétences**

Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche des sociétés concessionnaires ou exploitantes d'autoroutes ou d'ouvrages routiers

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE autoroutes pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 2583

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE autoroutes	RNCP36633	Manager qualité hygiène sécurité environnement	17225	8932	4000	10060	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP37091	Manager d'unité opérationnelle	15952	8696	4000	8851	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP37209	Assistant communication digitale	10757	8594	4000	8645	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP37211	Assistant en Développement Numérique	12976	8594	4000	8759	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36235	Ingénieur diplômé de l'institut national des sciences appliquées hauts-de-france, spécialité : informatique	14623	8794	4000	9800	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE autoroutes	RNCP37212	Assistant intégrateur web	12976	8594	4000	8759	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP37215	Développement et exploitation de parcs informatiques	12976	8594	4000	8759	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36677	Responsable en marketing, commercialisation et gestion	13596	8019	4000	8883	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP37092	Attaché commercial	12276	8502	4000	8739	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP37057	Manager des projets et programmes (MS)	15952	8696	4000	9005	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36741	Expert en contrôle de gestion, audit et gestion de système d'information (MS)	15952	8696	4000	9384	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36674	Ingénieur diplômé du Conservatoire national des arts et métiers, spécialité informatique et systèmes d'information	14623	9450	4000	10700	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36192	Sciences et Ingénierie - Stratégie Digitale et Innovation	13536	7923	4000	8400	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP37087	Manager d'unité opérationnelle	15952	8696	4000	8970	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE autoroutes	RNCP36864	Manager de la stratégie et de la transformation digitale (MS)	15952	8696	4000	9414	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36887	Mécanicien automobile	10190	6000	4000	9099	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36163	Administrateur réseau NetOps	13536	7923	4000	8328	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36122	Expert en Cybersécurité	14623	9000	4000	9800	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36926	Concepteur développeur full stack	13536	7923	4000	8136	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36806	Sciences et Ingénierie -CyberSécurité Défensive	13536	7923	4000	9210	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36716	Technicien informatique en installation, maintenance et support	13410	8508	4000	8615	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36924	Expert en cybersécurité et sécurité informatique	14623	8909	4000	9800	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE autoroutes	RNCP36754	Ingénieur diplômé de l'école supérieure d'ingénieurs de Paris-Est (ESIPE) Créteil de l'université Paris Est Créteil Val-de-Marne, spécialité informatique et santé	14623	9000	4000	12000	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36540	Sciences et Ingénierie - Informatique (Intelligence Artificielle dans le domaine de la Santé)	13536	10740	4000	12000	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36851	Manager qualité sécurité environnement	17225	9000	4000	10060	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36061	Administrateur système DevOps	13536	7923	4000	8400	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36972	Sciences et Ingénierie - Responsable en ingénierie informatique et cybersécurité	13536	8328	4000	9480	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36689	Ingénieur diplômé de l'école supérieure d'ingénieur de Paris-Est (ESIPE) de l'université Paris Est Créteil Val-de-Marne, Spécialité Systèmes d'information	14623	9650	4000	9800	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP37011	Manager du développement durable	15952	8648	4000	8851	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36197	Expert en ingénierie informatique (systèmes et réseaux ou services et solutions logicielles)	14623	8775	4000	9800	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE autoroutes	RNCP36369	Manager des stratégies digitales (MS)	15952	8907	4000	10500	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36726	Responsable du développement commercial	13596	8134	4000	9010	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36193	Sciences et Ingénierie - Concepteur Developpeur Programmation Globale	13536	7923	4000	8134	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36545	Ingénieur diplômé de l'IG2I de Centrale Lille Institut	14623	9835	4000	10875	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36582	Chef de projet expert en intelligence artificielle	14623	8736	4000	9800	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36398	Expert Big Data Engineer (MS)	14623	8813	4000	9800	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP35288	Concepteur développeur en science des données	13536	8195	4000	9480	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36448	Délégué à la protection des données (DPO)	14623	8736	4000	9800	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36261	Ingénieur diplômé du Conservatoire National des Arts et Métiers, spécialité Informatique	14623	9000	4000	9800	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE autoroutes	RNCP34682	Technicien d'Intervention Télécom	15206	11163	4000	13568	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36067	Chef de projet géomatique	14623	10000	4000	11000	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP37048	Architecte internet des objets (IoT)	14623	9800	4000	9800	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP37084	Manager des systèmes intégrés QSE (MS)	17225	8696	4000	9250	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36129	Chef de projet en intelligence artificielle	14623	8696	4000	9800	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP37117	Ingénieur diplômé de l'école polytechnique universitaire de l'université Côte d'Azur, spécialité informatique	14623	9000	4000	10000	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP32106	Délégué(e) à la protection des données (Data Protection Officer) (MS)	14623	8987	4000	9800	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36046	Délégué à la protection des données (DPO)	14623	8752	4000	8775	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36465	Expert en création numérique interactive	14623	8894	4000	9800	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE autoroutes	RNCP37137	Chef de projet data et intelligence artificielle	14623	8813	4000	9800	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36229	Manager d'affaires dans l'énergie et la transition énergétique (MS)	15952	9005	4000	9850	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36072	Expert en Cybersécurité (MS)	14623	9000	4000	9800	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36370	Administrateur systèmes, réseaux et sécurité	13536	8255	4000	9480	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP37172	Data Engineer	14623	8813	4000	9800	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36921	Expert en ingénierie des données	14623	8894	4000	9800	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36563	Diplôme d'études supérieures en commerce et management opérationnel	13596	7923	4000	8400	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP37178	Architecte des systèmes d'information dans les processus industriels	14623	8520	4000	9750	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36461	Directeur d'unité opérationnelle	15952	8696	4000	8804	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE autoroutes	RNCP17006	Ingénieur diplômé de l'École polytechnique de l'Université de Nantes, spécialité Informatique	14623	8907	4000	9800	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36424	Ingénieur diplômé de CY Tech de CY Cergy Paris Université Spécialité Informatique	14623	8794	4000	9725	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP37173	Expert en sécurité des développements informatiques	14623	8696	4000	9601	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36440	Technicien d'assistance en informatique	12976	8594	4000	8759	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36567	Diplôme Programme Grande Ecole	15952	9800	4000	11956	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36586	Expert en cybersécurité industrielle	14623	9384	4000	11000	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP30417	Manager marketing data et commerce électronique (MS)	14623	8696	4000	8804	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36214	Manager marketing digital (MS)	15952	8813	4000	9901	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36135	Concepteur développeur de solutions informatiques	13536	7967	4000	9480	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE autoroutes	RNCP36137	Expert en Architecture Informatique	14623	8698	4000	9800	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36383	Manager des ressources humaines	15952	8794	4000	10051	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP20703	Titre d'Ingénieur diplômé de l'Institut supérieur d'informatique, de modélisation et de leurs applications de l'Université Clermont Auvergne	14623	8736	4000	9800	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36279	Manager de la responsabilité sociétale des entreprises et du développement durable	15952	8813	4000	9271	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP31966	Chargé de développement stratégique	13596	7923	4000	8255	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36293	Responsable de projet marketing communication	13536	8400	4000	9794	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36518	Manager de la stratégie commerciale	15952	10038	4000	10284	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36373	Manager développement et performance commerciale	15952	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36297	Expert en transformation des systèmes d'information et du numérique	14623	7901	4000	7901	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE autoroutes	RNCP36296	Expert en architectures systèmes-réseaux et en sécurité informatique	14623	7901	4000	7901	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36992	Manager de la création et du design de marque	14623	9003	4000	9817	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36610	Responsable du développement commercial	13596	7663	4000	7663	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36372	Project Management Officer	15952	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36395	Responsable de développement commercial	13596	8330	4000	8400	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36493	Manager des entreprises et des organisations	15952	8794	4000	10230	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36469	Expert en ingénierie du développement et en architecture logicielle	14623	7901	4000	7901	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36607	Manager du développement commercial	15952	8775	4000	10278	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36294	Responsable d'activités commerciales	13596	7945	4000	9773	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE autoroutes	RNCP36609	Responsable Marketing et Communication	13536	7663	4000	7663	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP36519	Manager de la stratégie marketing omnicanale	15952	8838	4000	10284	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP32108	Chef de projet dans le domaine de l'eau, et des services et politiques publiques associés (MS)	14667	10347	4000	12909	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP11554	Manager en systèmes d'information	14623	8794	4000	9816	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP759	Commerce	10757	5600	4000	5600	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP861	Vente prospection - négociation - suivi de clientèle	10757	8594	4000	8620	NON CONFORME
CPNE autoroutes	RNCP37280	Manager de la stratégie marketing digital	15952	8794	4000	9753	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-033

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

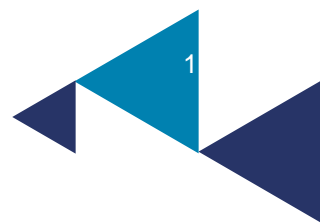
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche Enseignement privé indépendant a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche Enseignement privé indépendant, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEFP de l'enseignement privé indépendant dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



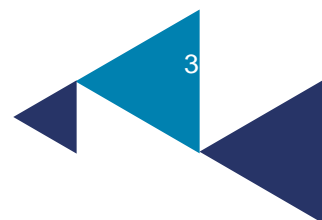
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche Enseignement privé indépendant

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEFP de l'enseignement privé indépendant pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 73, 285, 2691

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP de l'enseignement privé indépendant	RNCP36521	Assistant de direction	9175	8502	4000	8730	NON CONFORME
CPNEFP de l'enseignement privé indépendant	RNCP36726	Responsable du développement commercial	9302	8134	4000	9010	NON CONFORME
CPNEFP de l'enseignement privé indépendant	RNCP36562	Diplôme d'études supérieures en commerce et en entrepreneuriat	9302	7923	4000	8298	NON CONFORME
CPNEFP de l'enseignement privé indépendant	RNCP34878	SUP'EST	9302	7923	4000	8900	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP de l'enseignement privé indépendant	RNCP36137	Expert en Architecture Informatique	10005	8698	4000	9800	NON CONFORME
CPNEFP de l'enseignement privé indépendant	RNCP36383	Manager des ressources humaines	10915	8794	4000	10051	NON CONFORME
CPNEFP de l'enseignement privé indépendant	RNCP36608	Manager du marketing et de la communication	10005	8909	4000	9881	NON CONFORME
CPNEFP de l'enseignement privé indépendant	RNCP36518	Manager de la stratégie commerciale	10915	10038	4000	10284	NON CONFORME
CPNEFP de l'enseignement privé indépendant	RNCP36992	Manager de la création et du design de marque	10005	9003	4000	9817	NON CONFORME
CPNEFP de l'enseignement privé indépendant	RNCP36610	Responsable du développement commercial	9302	7663	4000	7663	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP de l'enseignement privé indépendant	RNCP36372	Project Management Officer	10915	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEFP de l'enseignement privé indépendant	RNCP36395	Responsable de développement commercial	9302	8330	4000	8400	NON CONFORME
CPNEFP de l'enseignement privé indépendant	RNCP36148	Consultant en management de projets	10915	8800	4000	9327	NON CONFORME
CPNEFP de l'enseignement privé indépendant	RNCP36609	Responsable Marketing et Communication	9261	7663	4000	7663	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-034

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

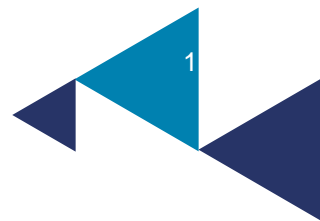
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche de la restauration collective a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche de la restauration collective, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEFP de la restauration collective dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



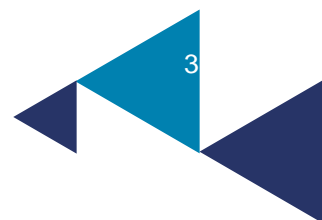
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche de la restauration collective

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEFP de la restauration collective pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 1266

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP de la restauration collective	RNCP11362	Ingénieur diplômé de l'Institut national supérieur des sciences agronomiques, de l'alimentation et de l'environnement, spécialité agroalimentaire	12341	12000	4000	12000	NON CONFORME
CPNEFP de la restauration collective	RNCP36496	Collaborateur paie	8722	8502	4000	8550	NON CONFORME
CPNEFP de la restauration collective	RNCP36344	Ingénieur diplômé de l'Institut Supérieur d'Etudes Logistiques de l'Université du Havre Spécialité Mécanique et Production	12239	9070	4000	9070	NON CONFORME
CPNEFP de la restauration collective	RNCP36546	Ingénieur diplômé de l'Institut Polytechnique UniLaSalle, spécialité Agronomie et Agro-Industries	12341	8935	4000	9090	NON CONFORME
CPNEFP de la restauration collective	RNCP36413	Ingénieur diplômé de l'Institut Polytechnique UniLaSalle, spécialité agroalimentaire et santé	12341	8830	4000	11000	NON CONFORME
CPNEFP de la restauration collective	RNCP36608	Manager du marketing et de la communication	10390	8909	4000	9881	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP de la restauration collective	RNCP36518	Manager de la stratégie commerciale	11334	10038	4000	10284	NON CONFORME
CPNEFP de la restauration collective	RNCP36492	Manager du développement international	11334	9005	4000	10230	NON CONFORME
CPNEFP de la restauration collective	RNCP36372	Project Management Officer	11334	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEFP de la restauration collective	RNCP36395	Responsable de développement commercial	9660	8330	4000	8400	NON CONFORME
CPNEFP de la restauration collective	RNCP36148	Consultant en management de projets	11334	8800	4000	9327	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-035

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

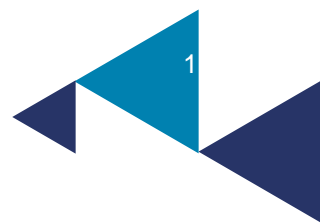
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche des entreprises des services d'eau et d'assainissement a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche des entreprises des services d'eau et d'assainissement, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE Services de l'eau dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**FRANCE
compétences**

Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche des entreprises des services d'eau et d'assainissement

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE Services de l'eau pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 2147

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE Services de l'eau	RNCP36505	Chargé de développement des ressources humaines	13596	8700	4000	9969	NON CONFORME
CPNE Services de l'eau	RNCP36726	Responsable du développement commercial	13596	8134	4000	9010	NON CONFORME
CPNE Services de l'eau	RNCP36370	Administrateur systèmes, réseaux et sécurité	13536	8255	4000	9480	NON CONFORME
CPNE Services de l'eau	RNCP36432	Ingénieur diplômé de l'Institut Polytechnique UniLaSalle, spécialité génie de l'environnement	14667	9384	4000	12000	NON CONFORME
CPNE Services de l'eau	RNCP36408	Chargé de gestion technique des bâtiments tertiaires et industriels	13909	8502	4000	8823	NON CONFORME
CPNE Services de l'eau	RNCP34485	Journaliste reporter d'images plurimédia	13536	8468	4000	12159	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE Services de l'eau	RNCP36567	Diplôme Programme Grande Ecole	15952	9800	4000	11956	NON CONFORME
CPNE Services de l'eau	RNCP36383	Manager des ressources humaines	15952	8794	4000	10051	NON CONFORME
CPNE Services de l'eau	RNCP36218	Manager des organisations et processus logistiques	15952	8775	4000	9405	NON CONFORME
CPNE Services de l'eau	RNCP36637	Manager financier et contrôleur de gestion	15952	8775	4000	9476	NON CONFORME
CPNE Services de l'eau	RNCP36608	Manager du marketing et de la communication	14623	8909	4000	9881	NON CONFORME
CPNE Services de l'eau	RNCP36518	Manager de la stratégie commerciale	15952	10038	4000	10284	NON CONFORME
CPNE Services de l'eau	RNCP36492	Manager du développement international	15952	9005	4000	10230	NON CONFORME
CPNE Services de l'eau	RNCP36992	Manager de la création et du design de marque	14623	9003	4000	9817	NON CONFORME
CPNE Services de l'eau	RNCP36372	Project Management Officer	15952	6652	4000	6652	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE Services de l'eau	RNCP36401	Chef de projet multimédia	13536	8151	4000	9794	NON CONFORME
CPNE Services de l'eau	RNCP36395	Responsable de développement commercial	13596	8330	4000	8400	NON CONFORME
CPNE Services de l'eau	RNCP36148	Consultant en management de projets	15952	8800	4000	9327	NON CONFORME
CPNE Services de l'eau	RNCP36609	Responsable Marketing et Communication	13536	7663	4000	7663	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-036

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

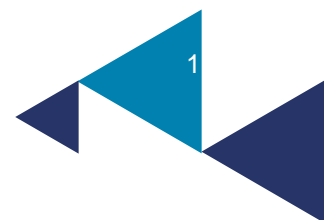
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche des sociétés financières a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche des sociétés financières, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CNPE des sociétés financières dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023



**FRANCE
compétences**

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche des sociétés financières

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CNPE des sociétés financières pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 478

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CNPE des sociétés financières	RNCP36647	Manager en gestion globale des risques	10500	8935	4000	9349	NON CONFORME
CNPE des sociétés financières	RNCP31195	Expert en gestion d'actifs	9800	8696	4000	9226	NON CONFORME
CNPE des sociétés financières	RNCP36061	Administrateur système DevOps	9500	7923	4000	8400	NON CONFORME
CNPE des sociétés financières	RNCP36701	Administrateur de projets culturels	10000	9008	4000	9881	NON CONFORME
CNPE des sociétés financières	RNCP36588	Juriste d'entreprise	8800	8696	4000	8764	NON CONFORME
CNPE des sociétés financières	RNCP36072	Expert en Cybersécurité (MS)	10500	9000	4000	9800	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CNPE des sociétés financières	RNCP36464	Souscripteur en assurance et réassurance	10500	8794	4000	10225	NON CONFORME
CNPE des sociétés financières	RNCP36610	Responsable du développement commercial	8180	7663	4000	7663	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-037

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

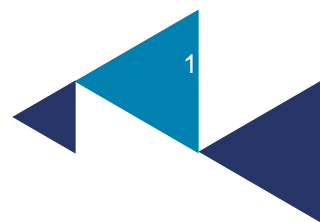
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche des sociétés d'assistance a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche des sociétés d'assistance, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CNPEFP des sociétés d'assistance dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



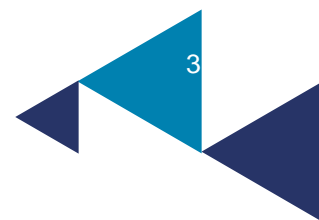
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche des sociétés d'assistance

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CNPEFP des sociétés d'assistance pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 1801

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CNPEFP des sociétés d'assistance	RNCP31195	Expert en gestion d'actifs	9300	8696	4000	9226	NON CONFORME
CNPEFP des sociétés d'assistance	RNCP36144	Conseiller de clientèle en assurances et produits financiers	8264	7923	4000	8262	NON CONFORME
CNPEFP des sociétés d'assistance	RNCP32106	Délégué(e) à la protection des données (Data Protection Officer) (MS)	10300	8987	4000	9800	NON CONFORME
CNPEFP des sociétés d'assistance	RNCP36464	Souscripteur en assurance et réassurance	10500	8794	4000	10225	NON CONFORME
CNPEFP des sociétés d'assistance	RNCP36610	Responsable du développement commercial	8180	7663	4000	7663	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-038

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

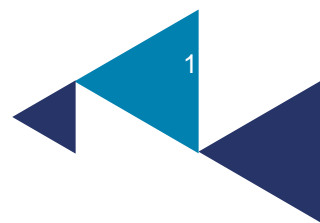
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche de la banque a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche de la banque, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE Banque dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**FRANCE
compétences**

Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK

Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche de la banque

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE Banque pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 2120

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE Banque	RNCP36679	Diplôme Supérieur en Finance Internationale	10300	8696	4000	9005	NON CONFORME
CPNE Banque	RNCP31195	Expert en gestion d'actifs	9800	8696	4000	9226	NON CONFORME
CPNE Banque	RNCP36588	Juriste d'entreprise	8800	8696	4000	8764	NON CONFORME
CPNE Banque	RNCP36664	Manager de l'innovation et du développement entrepreneurial (MS)	9000	8696	4000	8953	NON CONFORME
CPNE Banque	RNCP36372	Project Management Officer	9000	6652	4000	6652	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-039

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

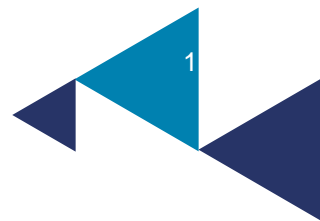
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche Caisse d'épargne a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche Caisse d'épargne, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE Branche Caisse d'Epargne dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



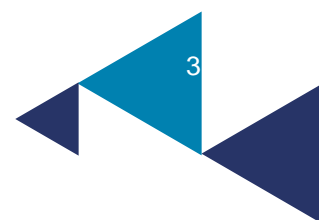
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche Caisse d'épargne

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE Branche Caisse d'Epargne pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 5005

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE Branche Caisse d'Epargne	RNCP36144	Conseiller de clientèle en assurances et produits financiers	9000	7923	4000	8262	NON CONFORME
CPNE Branche Caisse d'Epargne	RNCP36211	Expert en gestion d'actifs mobiliers et immobiliers (MS)	10800	9005	4000	10500	NON CONFORME
CPNE Branche Caisse d'Epargne	RNCP34878	SUP'EST	9000	7923	4000	8900	NON CONFORME
CPNE Branche Caisse d'Epargne	RNCP36498	Expert conseil en gestion de patrimoine	9500	9200	4000	9430	NON CONFORME
CPNE Branche Caisse d'Epargne	RNCP36074	Expert conseil en gestion de patrimoine	9500	9200	4000	9430	NON CONFORME
CPNE Branche Caisse d'Epargne	RNCP36591	Chargé de clientèle particuliers et professionnels en banque et assurance	9500	7967	4000	8264	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-040

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

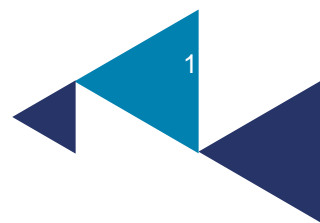
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche du crédit mutuel a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche du crédit mutuel, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEFP du Crédit Mutuel dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



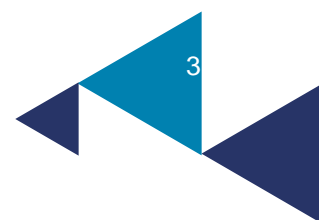
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche du crédit mutuel

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEFP du Crédit Mutuel pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 1468

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP du Crédit Mutuel	RNCP36679	Diplôme Supérieur en Finance Internationale	10300	8696	4000	9005	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-041

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

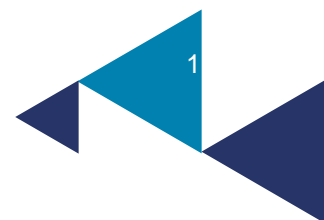
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche des agents généraux d'assurance a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche des agents généraux d'assurance, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE des agents généraux d'assurance dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



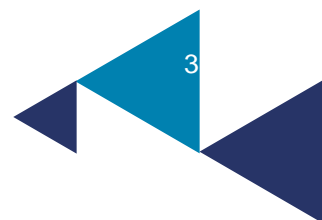
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche des agents généraux d'assurance

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE des agents généraux d'assurance pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 2335

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE des agents généraux d'assurance	RNCP36144	Conseiller de clientèle en assurances et produits financiers	8285	7923	4000	8262	NON CONFORME
CPNE des agents généraux d'assurance	RNCP36464	Souscripteur en assurance et réassurance	10500	8794	4000	10225	NON CONFORME
CPNE des agents généraux d'assurance	RNCP36610	Responsable du développement commercial	8285	7663	4000	7663	NON CONFORME
CPNE des agents généraux d'assurance	RNCP36591	Chargé de clientèle particuliers et professionnels en banque et assurance	8285	7967	4000	8264	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-042

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

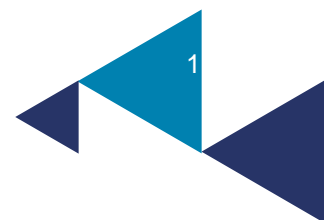
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche des sociétés d'assurances a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche des sociétés d'assurances, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNFPE des sociétés d'assurances dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



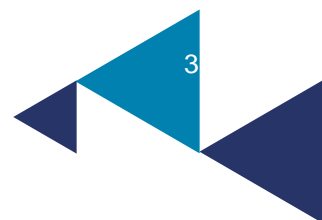
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche des sociétés d'assurances

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNFPE des sociétés d'assurances pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 438, 653, 1672, 1679, 2357

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNFPE des sociétés d'assurances	RNCP36235	Ingénieur diplômé de l'institut national des sciences appliquées hauts-de-france, spécialité : informatique	10300	8794	4000	9800	NON CONFORME
CPNFPE des sociétés d'assurances	RNCP31195	Expert en gestion d'actifs	9300	8696	4000	9226	NON CONFORME
CPNFPE des sociétés d'assurances	RNCP36732	Manager de l'information numérique	10300	8696	4000	8804	NON CONFORME
CPNFPE des sociétés d'assurances	RNCP36144	Conseiller de clientèle en assurances et produits financiers	8264	7923	4000	8262	NON CONFORME
CPNFPE des sociétés d'assurances	RNCP32106	Délégué(e) à la protection des données (Data Protection Officer) (MS)	10300	8987	4000	9800	NON CONFORME
CPNFPE des sociétés d'assurances	RNCP36046	Délégué à la protection des données (DPO)	10300	8752	4000	8775	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNFPE des sociétés d'assurances	RNCP36464	Souscripteur en assurance et réassurance	10500	8794	4000	10225	NON CONFORME
CPNFPE des sociétés d'assurances	RNCP36610	Responsable du développement commercial	8180	7663	4000	7663	NON CONFORME
CPNFPE des sociétés d'assurances	RNCP36372	Project Management Officer	9120	6652	4000	6652	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-043

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

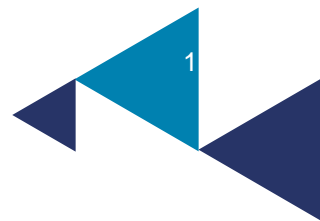
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023



**FRANCE
compétences**

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 1486

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP11362	Ingénieur diplômé de l'Institut national supérieur des sciences agronomiques, de l'alimentation et de l'environnement, spécialité agroalimentaire	12073	12000	4000	12000	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP24907	Diplôme d'état d'architecte	10000	8900	4000	9934	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36235	Ingénieur diplômé de l'institut national des sciences appliquées hauts-de-france, spécialité : informatique	12000	8794	4000	9800	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36354	Titre d'ingénieur diplômé de l'École Polytechnique Universitaire de l'Université Lyon 1, spécialité Informatique	12000	9000	4000	9800	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36538	Ingénieur de l'école nationale supérieure des sciences appliquées et de technologie, spécialité photonique et électronique	12000	8928	4000	10500	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36681	Sciences et ingénierie - agriculture, numérique et technologies embarquées	10000	8830	4000	8830	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP14588	Consultant en communication visuelle et image de marque	9000	8143	4000	8967	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP15342	Ingénieur diplômé de Télécom Saint-Étienne de l'université de Saint-Étienne	12000	9094	4000	10400	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36812	ingénieur diplômé de l'Ecole polytechnique universitaire d'Aix-Marseille Université, spécialité Systèmes numériques	12000	8834	4000	9309	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36674	Ingénieur diplômé du Conservatoire national des arts et métiers, spécialité informatique et systèmes d'information	12000	9450	4000	10700	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36132	Expert en conception numérique, animation 3D et effets spéciaux	12000	8696	4000	9881	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36903	UX Designer	11000	7945	4000	9794	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36505	Chargé de développement des ressources humaines	10100	8700	4000	9969	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36852	Community manager	11000	8222	4000	9794	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36672	Ingénieur diplômé de l'Ecole d'ingénieurs Denis-Diderot de l'Université Paris Cité, spécialité génie biologique	12000	11900	4000	11900	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36122	Expert en Cybersécurité	12000	9000	4000	9800	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP17849	Ingénieur diplômé de l'École supérieure d'ingénieurs des travaux de la construction de Metz	12000	6800	4000	6800	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36732	Manager de l'information numérique	9000	8696	4000	8804	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36716	Technicien informatique en installation, maintenance et support	10000	8508	4000	8615	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36739	Expert en ingénierie des données	12000	9050	4000	9800	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36761	Droit de l'environnement (fiche nationale)	12000	8696	4000	8775	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36762	Génie Urbain (fiche nationale)	10000	9400	4000	9975	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36961	Systèmes d'information numérique et électronique (fiche nationale)	10000	8615	4000	9234	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36061	Administrateur système DevOps	12000	7923	4000	8400	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP35873	Designer graphique print et digital	11000	8134	4000	9794	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36689	Ingénieur diplômé de l'école supérieure d'ingénieur de Paris-Est (ESIPE) de l'université Paris Est Créteil Val-de-Marne, Spécialité Systèmes d'information	12000	9650	4000	9800	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36197	Expert en ingénierie informatique (systèmes et réseaux ou services et solutions logicielles)	12000	8775	4000	9800	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36316	Sciences et ingénierie - Assistant ingénieur Efficacité Energétique	12000	8000	4000	8610	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36369	Manager des stratégies digitales (MS)	12000	8907	4000	10500	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36541	Diplôme d'ingénieur de l'ECAM Rennes – Louis de Broglie spécialité Systèmes Numériques	12000	8788	4000	9051	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36794	Ingénieur diplômé du Conservatoire national des arts et métiers, spécialité mécanique	12000	9970	4000	9970	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36093	Ingénieur diplômé de l'école nationale supérieure de techniques avancées Bretagne, spécialité systèmes embarqués	12000	9000	4000	10155	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36343	Titre ingénieur de l'Institut Supérieur d'Études Logistiques de l'Université du Havre spécialité Génie Industriel	11000	9760	4000	9760	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP9989	Ingénieur diplômé de Télécom ParisTech de l'Institut Mines-Télécom	12000	9000	4000	9740	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36545	Ingénieur diplômé de l'IG2I de Centrale Lille Institut	12000	9835	4000	10875	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36398	Expert Big Data Engineer (MS)	12000	8813	4000	9800	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36261	Ingénieur diplômé du Conservatoire National des Arts et Métiers, spécialité Informatique	12000	9000	4000	9800	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36987	Manager de projets digitaux en UX Design	11000	8696	4000	9881	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36167	Ingénieur diplômé de l'école d'ingénieurs en sciences industrielles et numérique de l'université de Reims, spécialité matériaux et génie des procédés	11000	8855	4000	9071	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36856	Manager de la performance énergétique (MS)	12000	8696	4000	9095	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP37117	Ingénieur diplômé de l'école polytechnique universitaire de l'université Côte d'Azur, spécialité informatique	12000	9000	4000	10000	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP32106	Délégué(e) à la protection des données (Data Protection Officer) (MS)	12000	8987	4000	9800	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36046	Délégué à la protection des données (DPO)	12000	8752	4000	8775	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36072	Expert en Cybersécurité (MS)	12000	9000	4000	9800	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36370	Administrateur systèmes, réseaux et sécurité	12000	8255	4000	9480	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36107	Métiers du bois (fiche nationale)	8000	5840	4000	6800	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36546	Ingénieur diplômé de l'Institut Polytechnique UniLaSalle, spécialité Agronomie et Agro-Industries	10000	8935	4000	9090	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36562	Diplôme d'études supérieures en commerce et en entrepreneuriat	9000	7923	4000	8298	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36414	Ingénieur diplômé de l'Institut Polytechnique UniLaSalle, spécialité Géosciences et Environnement	12000	9384	4000	11500	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36115	Ingénieur diplômé de l'Ecole nationale supérieure Mines-Télécom Atlantique Bretagne Pays de la Loire de l'Institut Mines-Télécom, spécialité Informatique	12000	8813	4000	9800	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36253	Ingénieur diplômé de l'Ecole polytechnique universitaire de Lille de l'Université de Lille, spécialité Informatique et Mathématiques appliquées	10200	9094	4000	10135	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP17006	Ingénieur diplômé de l'École polytechnique de l'Université de Nantes, spécialité Informatique	12000	8907	4000	9800	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36571	Ingénieur diplômé de l'Ecole polytechnique universitaire de Lille de l'Université de Lille, spécialité géomatique et génie urbain	12000	8736	4000	9129	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36424	Ingénieur diplômé de CY Tech de CY Cergy Paris Université Spécialité Informatique	12000	8794	4000	9725	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36314	Ingénieur diplômé de l'Ecole des Ingénieurs de la Ville de Paris (EIVP), spécialité Génie Urbain	12000	9000	4000	9800	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP34878	SUP'EST	9000	7923	4000	8900	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36569	Ingénieur diplômé du Conservatoire national des arts et métiers, spécialité systèmes électroniques	12000	10415	4000	11500	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36567	Diplôme Programme Grande Ecole	12090	9800	4000	11956	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36586	Expert en cybersécurité industrielle	12000	9384	4000	11000	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36289	UX designer	11000	8051	4000	9794	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36664	Manager de l'innovation et du développement entrepreneurial (MS)	9000	8696	4000	8953	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36315	Ingénieur diplômé du Conservatoire national des arts et métiers, spécialité génie industriel	10000	9580	4000	9580	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP17000	Ingénieur diplômé de l'École polytechnique de l'Université de Nantes, spécialité Génie Electrique	12000	9850	4000	11125	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP26697	Ingénieur diplômé de l'Institut national des sciences appliquées de Strasbourg, spécialité génie civil	12000	9000	4000	9850	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36535	Ingénieur diplômé de l'ENSIL-ENSCI de l'Université de Limoges, Spécialité Électronique et Télécommunications	10000	8855	4000	9800	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36214	Manager marketing digital (MS)	10000	8813	4000	9901	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36135	Concepteur développeur de solutions informatiques	12000	7967	4000	9480	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36120	Manager en services et industries de santé (MS)	12000	9271	4000	11000	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36137	Expert en Architecture Informatique	12000	8698	4000	9800	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36172	Ingénieur diplômé de l'école d'ingénieurs en sciences industrielles et numérique de l'université de Reims, spécialité génie électrique et robotique	12000	11385	4000	11385	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36218	Manager des organisations et processus logistiques	10000	8775	4000	9405	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP20703	Titre d'Ingénieur diplômé de l'Institut supérieur d'informatique, de modélisation et de leurs applications de l'Université Clermont Auvergne	12000	8736	4000	9800	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36089	Expert analyste en relations internationales, intelligence stratégique et diplomatique	10000	8349	4000	9750	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36306	Manager des institutions et des affaires publiques	9000	8148	4000	8975	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36279	Manager de la responsabilité sociétale des entreprises et du développement durable	9500	8813	4000	9271	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36373	Manager développement et performance commerciale	10000	6652	4000	6652	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36297	Expert en transformation des systèmes d'information et du numérique	7925	7901	4000	7901	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36725	Manager marketing et communication	9300	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36296	Expert en architectures systèmes-réseaux et en sécurité informatique	7925	7901	4000	7901	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36610	Responsable du développement commercial	8300	7663	4000	7663	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36372	Project Management Officer	10000	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36469	Expert en ingénierie du développement et en architecture logicielle	7925	7901	4000	7901	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP36609	Responsable Marketing et Communication	8300	7663	4000	7663	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP25520	Manager en ingénierie de la communication numérique interactive	10000	8736	4000	9881	NON CONFORME
CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil	RNCP11554	Manager en systèmes d'information	12000	8794	4000	9816	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-044

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

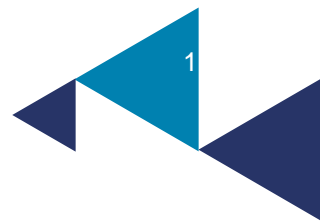
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche de la profession d'économiste de la construction a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche de la profession d'économiste de la construction, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE-fp de la profession d'économiste de la construction dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



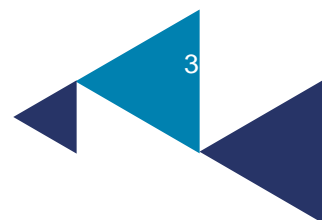
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche de la profession d'économiste de la construction

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE-fp de la profession d'économiste de la construction pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 3213

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE-fp de la profession d'économiste de la construction	RNCP36674	Ingénieur diplômé du Conservatoire national des arts et métiers, spécialité informatique et systèmes d'information	12000	9450	4000	10700	NON CONFORME
CPNE-fp de la profession d'économiste de la construction	RNCP36571	Ingénieur diplômé de l'Ecole polytechnique universitaire de Lille de l'Université de Lille, spécialité géomatique et génie urbain	9500	8736	4000	9129	NON CONFORME
CPNE-fp de la profession d'économiste de la construction	RNCP36218	Manager des organisations et processus logistiques	9500	8775	4000	9405	NON CONFORME
CPNE-fp de la profession d'économiste de la construction	RNCP36519	Manager de la stratégie marketing omnicanale	11200	8838	4000	10284	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-045

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

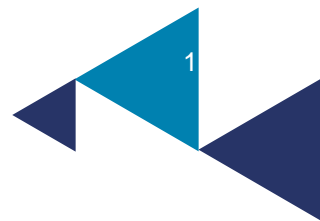
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche courtage d'assurances et/ou de réassurances a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche courtage d'assurances et/ou de réassurances, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEFP de la branche professionnelle des Entreprises du courtage d'assurances et/ou réassurances dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023



**FRANCE
compétences**

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche courtage d'assurances et/ou de réassurances

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEFP de la branche professionnelle des Entreprises du courtage d'assurances et/ou réassurances pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 2247

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP de la branche professionnelle des Entreprises du courtage d'assurances et/ou réassurances	RNCP36647	Manager en gestion globale des risques	9400	8935	4000	9349	NON CONFORME
CPNEFP de la branche professionnelle des Entreprises du courtage d'assurances et/ou réassurances	RNCP36505	Chargé de développement des ressources humaines	10100	8700	4000	9969	NON CONFORME
CPNEFP de la branche professionnelle des Entreprises du courtage d'assurances et/ou réassurances	RNCP36588	Juriste d'entreprise	9000	8696	4000	8764	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP de la branche professionnelle des Entreprises du courtage d'assurances et/ou réassurances	RNCP36464	Souscripteur en assurance et réassurance	10500	8794	4000	10225	NON CONFORME
CPNEFP de la branche professionnelle des Entreprises du courtage d'assurances et/ou réassurances	RNCP36293	Responsable de projet marketing communication	9800	8400	4000	9794	NON CONFORME
CPNEFP de la branche professionnelle des Entreprises du courtage d'assurances et/ou réassurances	RNCP36518	Manager de la stratégie commerciale	11000	10038	4000	10284	NON CONFORME
CPNEFP de la branche professionnelle des Entreprises du courtage d'assurances et/ou réassurances	RNCP36610	Responsable du développement commercial	8300	7663	4000	7663	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP de la branche professionnelle des Entreprises du courtage d'assurances et/ou réassurances	RNCP36609	Responsable Marketing et Communication	8300	7663	4000	7663	NON CONFORME
CPNEFP de la branche professionnelle des Entreprises du courtage d'assurances et/ou réassurances	RNCP36519	Manager de la stratégie marketing omnicanale	11000	8838	4000	10284	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-046

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

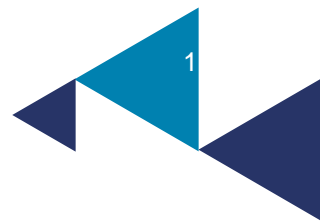
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche des métiers du géomètre a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche des métiers du géomètre, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE des métiers du géomètre dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023



**FRANCE
compétences**

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche des métiers du géomètre

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE des métiers du géomètre pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 2543

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE des métiers du géomètre	RNCP36674	Ingénieur diplômé du Conservatoire national des arts et métiers, spécialité informatique et systèmes d'information	12000	9450	4000	10700	NON CONFORME
CPNE des métiers du géomètre	RNCP36571	Ingénieur diplômé de l'Ecole polytechnique universitaire de Lille de l'Université de Lille, spécialité géomatique et génie urbain	9500	8736	4000	9129	NON CONFORME
CPNE des métiers du géomètre	RNCP36218	Manager des organisations et processus logistiques	9500	8775	4000	9405	NON CONFORME
CPNE des métiers du géomètre	RNCP36519	Manager de la stratégie marketing omnicanale	11200	8838	4000	10284	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-047

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

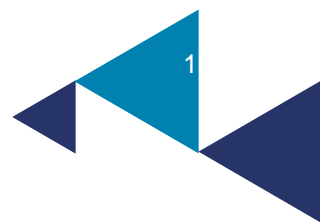
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche des activités de marchés financiers a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche des activités de marchés financiers, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la Commission Paritaire Activités de Marchés Financiers dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



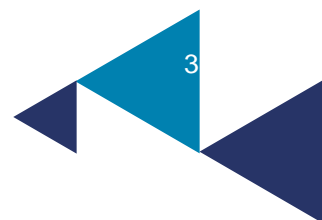
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche des activités de marchés financiers

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la Commission Paritaire Activités de Marchés Financiers pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 2931

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
Commission Paritaire Activités de Marchés Financiers	RNCP36647	Manager en gestion globale des risques	10000	8935	4000	9349	NON CONFORME
Commission Paritaire Activités de Marchés Financiers	RNCP36679	Diplôme Supérieur en Finance Internationale	9511	8696	4000	9005	NON CONFORME
Commission Paritaire Activités de Marchés Financiers	RNCP36424	Ingénieur diplômé de CY Tech de CY Cergy Paris Université Spécialité Informatique	10000	8794	4000	9725	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-048

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

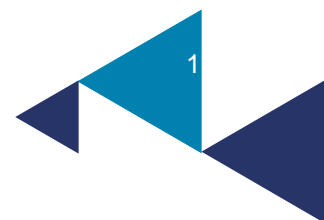
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche des vins et spiritueux a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche des vins et spiritueux, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE des Vins et Spiritueux dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023



**FRANCE
compétences**

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche des vins et spiritueux

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE des Vins et Spiritueux pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 493, 1384

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE des Vins et Spiritueux	RNCP37221	Pilote de lignes de production automatisées	20210	19500	4000	19500	NON CONFORME
CPNE des Vins et Spiritueux	RNCP17506	Ingénieur diplômé de l'Ecole d'Ingénieurs de l'Université de Caen spécialité agroalimentaire	8935	8919	4000	8919	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-049

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

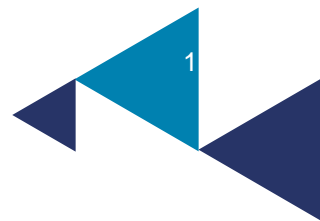
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche des entreprises du négoce et de l'industrie des produits du sol, engrais et produits connexes a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche des entreprises du négoce et de l'industrie des produits du sol, engrais et produits connexes, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE du négoce et de l'industrie des produits du sol, engrais et produits connexes dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



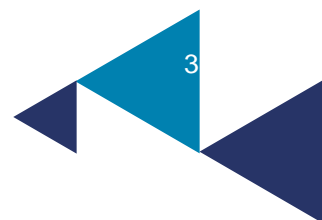
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche des entreprises du négoce et de l'industrie des produits du sol, engrais et produits connexes

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE du négoce et de l'industrie des produits du sol, engrais et produits connexes pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 1077

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE du négoce et de l'industrie des produits du sol, engrais et produits connexes	RNCP37221	Pilote de lignes de production automatisées	20210	19500	4000	19500	NON CONFORME
CPNE du négoce et de l'industrie des produits du sol, engrais et produits connexes	RNCP17506	Ingénieur diplômé de l'Ecole d'Ingénieurs de l'Université de Caen spécialité agroalimentaire	8935	8919	4000	8919	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-050

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

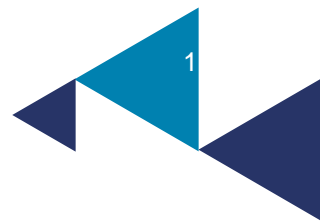
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche des entreprises équestres a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche des entreprises équestres, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE des entreprises équestres dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023



**FRANCE
compétences**

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche des entreprises équestres

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE des entreprises équestres pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 7012, 7013, 7014

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE des entreprises équestres	RNCP4911	Diplôme d'Etat supérieur de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport - spécialité "performance sportive" - Mentions : " 45 disciplines sportives" (cf. liste dans base légale)	10060	8467	4000	8467	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-051

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

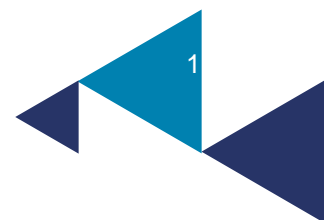
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche des industries alimentaires diverses a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche des industries alimentaires diverses, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE industries alimentaires diverses dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



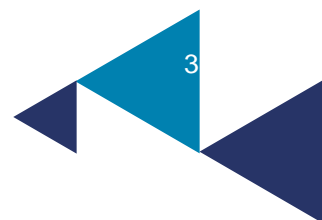
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche des industries alimentaires diverses

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE industries alimentaires diverses pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 3109

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE industries alimentaires diverses	RNCP37221	Pilote de lignes de production automatisées	20210	19500	4000	19500	NON CONFORME
CPNE industries alimentaires diverses	RNCP17506	Ingénieur diplômé de l'Ecole d'Ingénieurs de l'Université de Caen spécialité agroalimentaire	8935	8919	4000	8919	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-052

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

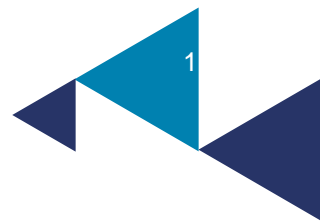
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche des activités de production d'eaux embouteillées, boissons rafraîchissantes sans alcool et bières a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche des activités de production d'eaux embouteillées, boissons rafraîchissantes sans alcool et bières, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEF des activités de production d'eaux embouteillées, boissons rafraîchissantes sans alcool et bières dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**FRANCE
compétences**

Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK

Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche des activités de production d'eaux embouteillées, boissons rafraîchissantes sans alcool et bières

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEF des activités de production d'eaux embouteillées, boissons rafraîchissantes sans alcool et bières pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 1513

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF des activités de production d'eaux embouteillées, boissons rafraîchissantes sans alcool et bières	RNCP37221	Pilote de lignes de production automatisées	20210	19500	4000	19500	NON CONFORME
CPNEF des activités de production d'eaux embouteillées, boissons rafraîchissantes sans alcool et bières	RNCP17506	Ingénieur diplômé de l'Ecole d'Ingénieurs de l'Université de Caen spécialité agroalimentaire	8935	8919	4000	8919	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-053

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

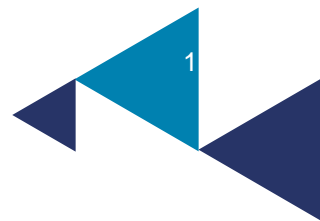
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche des industries de produits alimentaires élaborés a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche des industries de produits alimentaires élaborés, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEFP de la branche des industries de produits alimentaires élaborés dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**FRANCE
compétences**

Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK

Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche des industries de produits alimentaires élaborés

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEFP de la branche des industries de produits alimentaires élaborés pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 1396

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP de la branche des industries de produits alimentaires élaborés	RNCP37221	Pilote de lignes de production automatisées	20210	19500	4000	19500	NON CONFORME
CPNEFP de la branche des industries de produits alimentaires élaborés	RNCP17506	Ingénieur diplômé de l'Ecole d'Ingénieurs de l'Université de Caen spécialité agroalimentaire	8935	8919	4000	8919	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-054

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

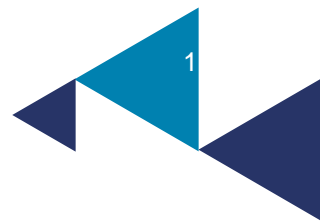
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche de la mutualité sociale agricole a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche de la mutualité sociale agricole, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEFP de la Mutualité Sociale Agricole dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023



**FRANCE
compétences**

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche de la mutualité sociale agricole

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEFP de la Mutualité Sociale Agricole pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 7502

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP de la Mutualité Sociale Agricole	RNCP36732	Manager de l'information numérique	9000	8696	4000	8804	NON CONFORME
CPNEFP de la Mutualité Sociale Agricole	RNCP36782	Intervention sociale (fiche nationale)	8400	7760	4000	7936	NON CONFORME
CPNEFP de la Mutualité Sociale Agricole	RNCP35003	Gestionnaire de paie	8400	7557	4000	7557	NON CONFORME
CPNEFP de la Mutualité Sociale Agricole	RNCP36046	Délégué à la protection des données (DPO)	9000	8752	4000	8775	NON CONFORME
CPNEFP de la Mutualité Sociale Agricole	RNCP36215	Responsable de formation (DURF)	8700	7923	4000	8255	NON CONFORME
CPNEFP de la Mutualité Sociale Agricole	RNCP36645	Responsable de dispositifs de formation	8700	7923	4000	8222	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-055

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

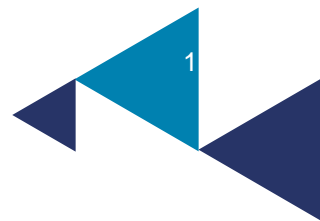
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche de la transformation laitière a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche de la transformation laitière, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEFP Transformation Laitière dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023



**FRANCE
compétences**

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche de la transformation laitière

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEFP Transformation Laitière pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 112, 7004

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP Transformation Laitière	RNCP37221	Pilote de lignes de production automatisées	20210	19500	4000	19500	NON CONFORME
CPNEFP Transformation Laitière	RNCP17506	Ingénieur diplômé de l'Ecole d'Ingénieurs de l'Université de Caen spécialité agroalimentaire	8935	8919	4000	8919	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-056

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

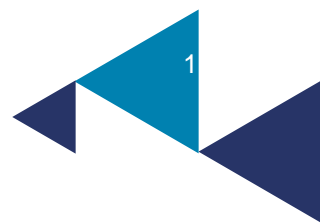
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche des entreprises d'expédition et d'exportation de fruits et légumes a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche des entreprises d'expédition et d'exportation de fruits et légumes, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEFP des entreprises d'expédition et d'exportation de fruits et légumes dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



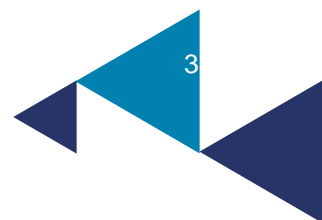
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche des entreprises d'expédition et d'exportation de fruits et légumes

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEFP des entreprises d'expédition et d'exportation de fruits et légumes pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 1405

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP des entreprises d'expédition et d'exportation de fruits et légumes	RNCP37221	Pilote de lignes de production automatisées	20210	19500	4000	19500	NON CONFORME
CPNEFP des entreprises d'expédition et d'exportation de fruits et légumes	RNCP17506	Ingénieur diplômé de l'Ecole d'Ingénieurs de l'Université de Caen spécialité agroalimentaire	8935	8919	4000	8919	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-057

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

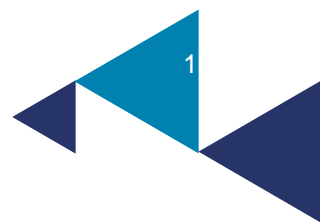
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche de l'industrie de la salaison charcuterie en gros et conserves de viandes a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche de l'industrie de la salaison charcuterie en gros et conserves de viandes, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEFP des industries charcutières dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023



**FRANCE
compétences**

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche de l'industrie de la salaison charcuterie en gros et conserves de viandes

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEFP des industries charcutières pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 1586

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP des industries charcutières	RNCP37221	Pilote de lignes de production automatisées	20210	19500	4000	19500	NON CONFORME
CPNEFP des industries charcutières	RNCP17506	Ingénieur diplômé de l'Ecole d'Ingénieurs de l'Université de Caen spécialité agroalimentaire	8935	8919	4000	8919	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-058

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

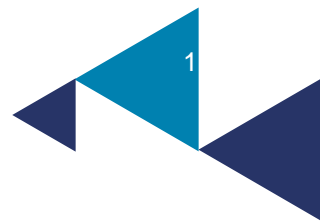
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche des structures associatives de pêche de loisir et de protection du milieu aquatique a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche des structures associatives de pêche de loisir et de protection du milieu aquatique, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEFP de la branche pêche de loisir et de la protection du milieu aquatique dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023



**FRANCE
compétences**

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche des structures associatives de pêche de loisir et de protection du milieu aquatique

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEFP de la branche pêche de loisir et de la protection du milieu aquatique pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 3203

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP de la branche pêche de loisir et de la protection du milieu aquatique	RNCP37110	Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité « éducateur sportif » mention « pêche de loisirs »	9920	8828	4000	9411	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-059

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

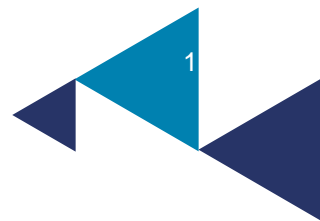
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche ICGV entreprises de la viande a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche ICGV entreprises de la viande, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEFP ICGV entreprises de la viande dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



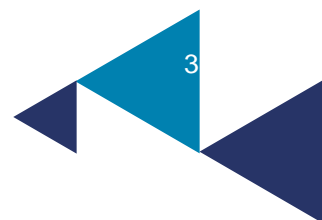
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche ICGV entreprises de la viande

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEFP ICGV entreprises de la viande pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 1534

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP ICGV entreprises de la viande	RNCP37221	Pilote de lignes de production automatisées	20210	19500	4000	19500	NON CONFORME
CPNEFP ICGV entreprises de la viande	RNCP17506	Ingénieur diplômé de l'Ecole d'Ingénieurs de l'Université de Caen spécialité agroalimentaire	8935	8919	4000	8919	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-060

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

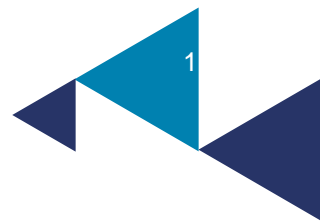
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche pâtes alimentaires sèches et couscous non préparé a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche pâtes alimentaires sèches et couscous non préparé, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEFP pâtes alimentaires sèches et couscous non préparé dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



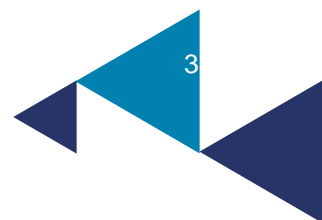
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche pâtes alimentaires sèches et couscous non préparé

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEFP pâtes alimentaires sèches et couscous non préparé pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 1987

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP pâtes alimentaires sèches et couscous non préparé	RNCP37221	Pilote de lignes de production automatisées	20210	19500	4000	19500	NON CONFORME
CPNEFP pâtes alimentaires sèches et couscous non préparé	RNCP17506	Ingénieur diplômé de l'Ecole d'Ingénieurs de l'Université de Caen spécialité agroalimentaire	8935	8919	4000	8919	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-061

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

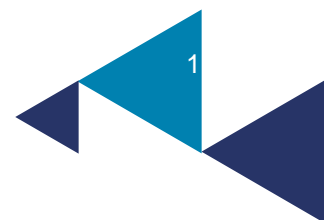
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche de la coopération agricole a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche de la coopération agricole, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNIEFP dans la coopération agricole dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**FRANCE
compétences**

Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK

Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche de la coopération agricole

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNIEFP dans la coopération agricole pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 7001, 7002, 7003, 7005, 7006, 7007, 7021, 7023, 8435

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNIEFP dans la coopération agricole	RNCP37221	Pilote de lignes de production automatisées	20210	19500	4000	19500	NON CONFORME
CPNIEFP dans la coopération agricole	RNCP17506	Ingénieur diplômé de l'Ecole d'Ingénieurs de l'Université de Caen spécialité agroalimentaire	8935	8919	4000	8919	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-062

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

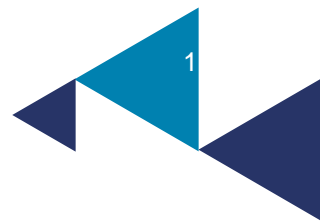
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche boulangerie-pâtisserie industrielles a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche boulangerie-pâtisserie industrielles, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE Boulangerie-pâtisserie industrielles dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



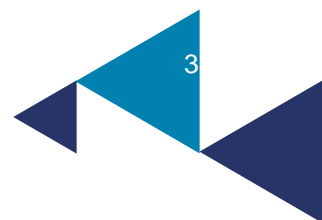
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche boulangerie-pâtisserie industrielles

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE Boulangerie-pâtisserie industrielles pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 1747

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE Boulangerie-pâtisserie industrielles	RNCP37221	Pilote de lignes de production automatisées	20210	19500	4000	19500	NON CONFORME
CPNE Boulangerie-pâtisserie industrielles	RNCP17506	Ingénieur diplômé de l'Ecole d'Ingénieurs de l'Université de Caen spécialité agroalimentaire	8935	8919	4000	8919	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-063

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

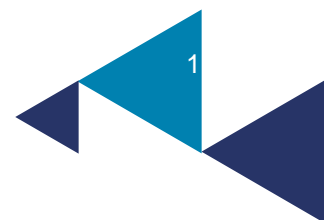
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche des industries de la transformation des volailles (ITV) a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche des industries de la transformation des volailles (ITV), telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE Branche ITV dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



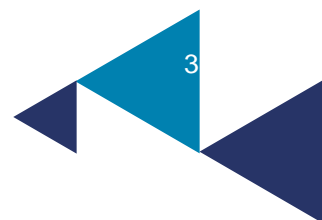
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche des industries de la transformation des volailles (ITV)

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE Branche ITV pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 1938

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE Branche ITV	RNCP37221	Pilote de lignes de production automatisées	20210	19500	4000	19500	NON CONFORME
CPNE Branche ITV	RNCP17506	Ingénieur diplômé de l'Ecole d'Ingénieurs de l'Université de Caen spécialité agroalimentaire	8935	8919	4000	8919	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-064

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

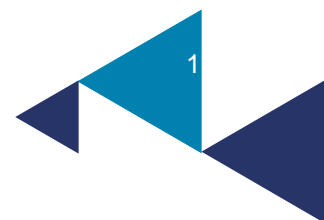
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche des métiers de la transformation des grains a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche des métiers de la transformation des grains, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE des Métiers de la Transformation des Grains dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



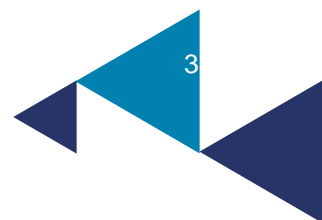
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche des métiers de la transformation des grains

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE des Métiers de la Transformation des Grains pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 1930

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE des Métiers de la Transformation des Grains	RNCP37221	Pilote de lignes de production automatisées	20210	19500	4000	19500	NON CONFORME
CPNE des Métiers de la Transformation des Grains	RNCP17506	Ingénieur diplômé de l'Ecole d'Ingénieurs de l'Université de Caen spécialité agroalimentaire	8935	8919	4000	8919	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-065

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

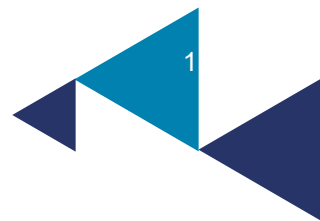
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche des sucreries sucreries-distilleries et raffineries de sucre a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche des sucreries sucreries-distilleries et raffineries de sucre, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la COPANIEF - Fabricant de sucres dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023



**FRANCE
compétences**

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche des sucreries sucreries-distilleries et raffineries de sucre

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la COPANIEF - Fabricant de sucres pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 2728

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
COPANIEF - Fabricant de sucres	RNCP37221	Pilote de lignes de production automatisées	20210	19500	4000	19500	NON CONFORME
COPANIEF - Fabricant de sucres	RNCP17506	Ingénieur diplômé de l'Ecole d'Ingénieurs de l'Université de Caen spécialité agroalimentaire	8935	8919	4000	8919	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-066

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

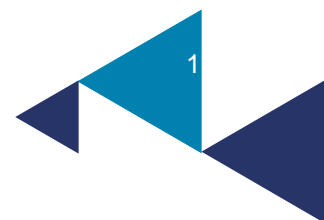
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche des caisses régionales de crédit agricole a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche des caisses régionales de crédit agricole, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEFP de la Branche des Caisses régionales de Crédit Agricole et autres organismes dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**FRANCE
compétences**

Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK

Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche des caisses régionales de crédit agricole

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEFP de la Branche des Caisses régionales de Crédit Agricole et autres organismes pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 7501

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP de la Branche des Caisses régionales de Crédit Agricole et autres organismes	RNCP36354	Titre d'ingénieur diplômé de l'École Polytechnique Universitaire de l'Université Lyon 1, spécialité Informatique	10200	9000	4000	9800	NON CONFORME
CPNEFP de la Branche des Caisses régionales de Crédit Agricole et autres organismes	RNCP34584	Manager en gestion de patrimoine financier (MS)	9071	8000	4000	8396	NON CONFORME
CPNEFP de la Branche des Caisses régionales de Crédit Agricole et autres organismes	RNCP36812	ingénieur diplômé de l'Ecole polytechnique universitaire d'Aix-Marseille Université, spécialité Systèmes numériques	11300	8834	4000	9309	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP de la Branche des Caisses régionales de Crédit Agricole et autres organismes	RNCP36674	Ingénieur diplômé du Conservatoire national des arts et métiers, spécialité informatique et systèmes d'information	11300	9450	4000	10700	NON CONFORME
CPNEFP de la Branche des Caisses régionales de Crédit Agricole et autres organismes	RNCP36852	Community manager	11306	8222	4000	9794	NON CONFORME
CPNEFP de la Branche des Caisses régionales de Crédit Agricole et autres organismes	RNCP31195	Expert en gestion d'actifs	10000	8696	4000	9226	NON CONFORME
CPNEFP de la Branche des Caisses régionales de Crédit Agricole et autres organismes	RNCP36924	Expert en cybersécurité et sécurité informatique	10100	8909	4000	9800	NON CONFORME
CPNEFP de la Branche des Caisses régionales de Crédit Agricole et autres organismes	RNCP36088	Responsable paie	9024	7923	4000	8700	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP de la Branche des Caisses régionales de Crédit Agricole et autres organismes	RNCP36197	Expert en ingénierie informatique (systèmes et réseaux ou services et solutions logicielles)	10100	8775	4000	9800	NON CONFORME
CPNEFP de la Branche des Caisses régionales de Crédit Agricole et autres organismes	RNCP36398	Expert Big Data Engineer (MS)	10100	8813	4000	9800	NON CONFORME
CPNEFP de la Branche des Caisses régionales de Crédit Agricole et autres organismes	RNCP37117	Ingénieur diplômé de l'école polytechnique universitaire de l'université Côte d'Azur, spécialité informatique	10200	9000	4000	10000	NON CONFORME
CPNEFP de la Branche des Caisses régionales de Crédit Agricole et autres organismes	RNCP17506	Ingénieur diplômé de l'Ecole d'Ingénieurs de l'Université de Caen spécialité agroalimentaire	8935	8919	4000	8919	NON CONFORME
CPNEFP de la Branche des Caisses régionales de Crédit Agricole et autres organismes	RNCP31936	Community manager	11306	8222	4000	9794	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP de la Branche des Caisses régionales de Crédit Agricole et autres organismes	RNCP36563	Diplôme d'études supérieures en commerce et management opérationnel	9400	7923	4000	8400	NON CONFORME
CPNEFP de la Branche des Caisses régionales de Crédit Agricole et autres organismes	RNCP36361	Manager des ressources humaines (MS)	9932	8765	4000	9344	NON CONFORME
CPNEFP de la Branche des Caisses régionales de Crédit Agricole et autres organismes	RNCP36115	Ingénieur diplômé de l'Ecole nationale supérieure Mines-Télécom Atlantique Bretagne Pays de la Loire de l'Institut Mines-Télécom, spécialité Informatique	11300	8813	4000	9800	NON CONFORME
CPNEFP de la Branche des Caisses régionales de Crédit Agricole et autres organismes	RNCP17006	Ingénieur diplômé de l'École polytechnique de l'Université de Nantes, spécialité Informatique	10200	8907	4000	9800	NON CONFORME
CPNEFP de la Branche des Caisses régionales de Crédit Agricole et autres organismes	RNCP36279	Manager de la responsabilité sociétale des entreprises et du développement durable	9500	8813	4000	9271	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP de la Branche des Caisses régionales de Crédit Agricole et autres organismes	RNCP36373	Manager développement et performance commerciale	8461	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEFP de la Branche des Caisses régionales de Crédit Agricole et autres organismes	RNCP36725	Manager marketing et communication	9200	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEFP de la Branche des Caisses régionales de Crédit Agricole et autres organismes	RNCP36296	Expert en architectures systèmes-réseaux et en sécurité informatique	8600	7901	4000	7901	NON CONFORME
CPNEFP de la Branche des Caisses régionales de Crédit Agricole et autres organismes	RNCP36610	Responsable du développement commercial	8330	7663	4000	7663	NON CONFORME
CPNEFP de la Branche des Caisses régionales de Crédit Agricole et autres organismes	RNCP23275	Diplôme Programme Grande Ecole du Groupe ESC Clermont, conférant Grade de Master	11149	8696	4000	9195	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP de la Branche des Caisses régionales de Crédit Agricole et autres organismes	RNCP25520	Manager en ingénierie de la communication numérique interactive	10900	8736	4000	9881	NON CONFORME
CPNEFP de la Branche des Caisses régionales de Crédit Agricole et autres organismes	RNCP37280	Manager de la stratégie marketing digital	9900	8794	4000	9753	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-067

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche de l'agriculture a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche de l'agriculture, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE de l'agriculture dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



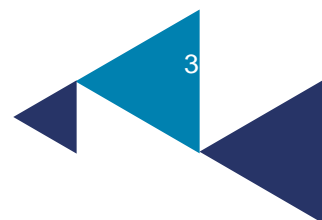
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche de l'agriculture

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE de l'agriculture pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 7018, 7024, 7025, 8117, 8214, 8233, 8252, 8262, 8313, 8422, 8434, 8525, 8532, 8542, 8723, 8733, 8825, 8826, 8832, 8912, 9011, 9021, 9031, 9071, 9081, 9091, 9121, 9151, 9161, 9171, 9181, 9231, 9241, 9261, 9281, 9321, 9331, 9361, 9371, 9383, 9401, 9412, 9461, 9471, 9601, 9631, 9641, 9651, 9691, 9712, 9761, 9791, 9802, 9821, 9871 et secteur des propriétés forestières

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE de l'agriculture	RNCP36681	Sciences et ingénierie - agriculture, numérique et technologies embarquées	9500	8830	4000	8830	NON CONFORME
CPNE de l'agriculture	RNCP19182	Manager de domaines viticoles (MS)	12841	8560	4000	8696	NON CONFORME
CPNE de l'agriculture	RNCP36353	Sciences et Ingénierie - Environnement et développement durable	9800	7800	4000	7956	NON CONFORME
CPNE de l'agriculture	RNCP36546	Ingénieur diplômé de l'Institut Polytechnique UniLaSalle, spécialité Agronomie et Agro-Industries	12500	8935	4000	9090	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-068

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

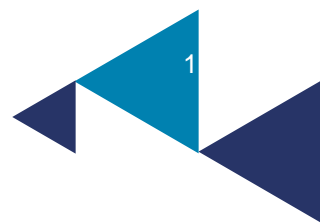
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche de l'industrie des panneaux à base de bois a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche de l'industrie des panneaux à base de bois, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE Panneaux à Base de Bois dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023



**FRANCE
compétences**

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche de l'industrie des panneaux à base de bois

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE Panneaux à Base de Bois pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 2089

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE Panneaux à Base de Bois	RNCP36107	Métiers du bois (fiche nationale)	8000	5840	4000	6800	NON CONFORME
CPNE Panneaux à Base de Bois	RNCP36255	Assistant technique en instruments de musique options : Accordéon, Guitare, Instruments à vent, Piano	12000	7828	4000	8000	NON CONFORME
CPNE Panneaux à Base de Bois	RNCP36340	Technicien en facture instrumentale options : Accordéon, Guitare, Instruments à vent, piano	12000	10125	4000	11080	NON CONFORME
CPNE Panneaux à Base de Bois	RNCP36486	Manager supply chain-performance achat & responsabilité sociétale	10000	8696	4000	9327	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-069

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

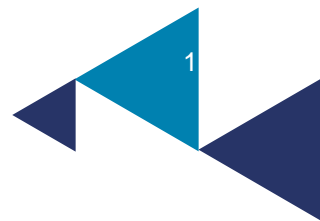
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche de la plasturgie et des composites a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche de la plasturgie et des composites, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CNPE de la Plasturgie et des Composites dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023



**FRANCE
compétences**

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche de la plasturgie et des composites

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CNPE de la Plasturgie et des Composites pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 292

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CNPE de la Plasturgie et des Composites	RNCP36570	Ingénieur diplômé du Conservatoire national des arts et métiers spécialité matériaux, emballage et conditionnement	11520	11290	4000	11290	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-070

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

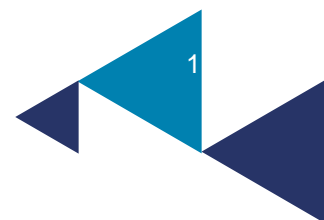
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche de la fabrication de l'ameublement a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche de la fabrication de l'ameublement, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE fabrication de l'ameublement dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



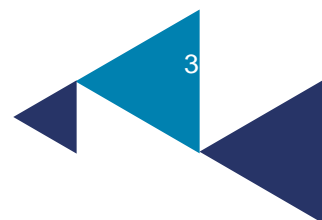
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche de la fabrication de l'ameublement

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE fabrication de l'ameublement pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 1411

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE fabrication de l'ameublement	RNCP36107	Métiers du bois (fiche nationale)	8000	5840	4000	6800	NON CONFORME
CPNE fabrication de l'ameublement	RNCP36255	Assistant technique en instruments de musique options : Accordéon, Guitare, Instruments à vent, Piano	12000	7828	4000	8000	NON CONFORME
CPNE fabrication de l'ameublement	RNCP36340	Technicien en facture instrumentale options : Accordéon, Guitare, Instruments à vent, piano	12000	10125	4000	11080	NON CONFORME
CPNE fabrication de l'ameublement	RNCP36486	Manager supply chain-performance achat & responsabilité sociétale	10000	8696	4000	9327	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-071

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

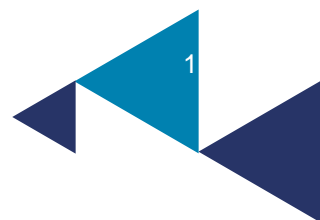
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche de la métallurgie a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche de la métallurgie, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEFP de la métallurgie dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023



**FRANCE
compétences**

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche de la métallurgie

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEFP de la métallurgie pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 54, 650, 714, 822, 827, 828, 829, 836, 860, 863, 878, 887, 898, 899, 911, 914, 920, 923, 930, 934, 937, 943, 948, 965, 979, 984, 1007, 1059, 1159, 1164, 1274, 1315, 1353, 1365, 1369, 1387, 1472, 1525, 1560, 1564, 1572, 1576, 1577, 1578, 1592, 1604, 1626, 1627, 1628, 1634, 1635, 1732, 1813, 1867, 1885, 1902, 1912, 1960, 1966, 1967, 2003, 2126, 2221, 2266, 2294, 2344, 2489, 2542, 2579, 2615, 2630, 2700, 2755, 2980, 2992, 3053, 3209, 3231

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP de la métallurgie	RNCP37205	Assistance à la conception numérique et à la réalisation d'objets 3D	11500	8747	4000	10812	NON CONFORME
CPNEFP de la métallurgie	RNCP37217	Impression 3D : opérateur de fabrication additive	11500	8500	4000	10898	NON CONFORME
CPNEFP de la métallurgie	RNCP37218	Installateur de systèmes de production photovoltaïque	11000	9200	4000	10206	NON CONFORME
CPNEFP de la métallurgie	RNCP36171	Agent d'assemblage et de maintenance de batteries d'accumulateurs	11000	9099	4000	9099	NON CONFORME
CPNEFP de la métallurgie	RNCP17849	Ingénieur diplômé de l'École supérieure d'ingénieurs des travaux de la construction de Metz	7000	6800	4000	6800	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP de la métallurgie	RNCP36961	Systèmes d'information numérique et électronique (fiche nationale)	11000	8615	4000	9234	NON CONFORME
CPNEFP de la métallurgie	RNCP36170	Agent de refabrication et de recyclage de batteries d'accumulateurs	11000	9099	4000	9099	NON CONFORME
CPNEFP de la métallurgie	RNCP36997	Technicien conseil des infrastructures et des équipements connectés	11000	8594	4000	9722	NON CONFORME
CPNEFP de la métallurgie	RNCP37187	Technicien des jardins et espaces paysagers	6000	5940	4000	5985	NON CONFORME
CPNEFP de la métallurgie	RNCP36438	Ouvrier du Paysage	6000	5940	4000	5940	NON CONFORME
CPNEFP de la métallurgie	RNCP36408	Chargé de gestion technique des bâtiments tertiaires et industriels	11000	8502	4000	8823	NON CONFORME
CPNEFP de la métallurgie	RNCP36425	Artisanat et métiers d'art options « verrerie scientifique et technique » et « métiers de l'enseigne et de la signalétique »	11000	8620	4000	8844	NON CONFORME
CPNEFP de la métallurgie	RNCP36309	Technicien de maintenance des ascenseurs	11000	8607	4000	8905	NON CONFORME
CPNEFP de la métallurgie	RNCP36433	Technicien d'équipement et d'exploitation en électricité	11000	7852	4000	9844	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP de la métallurgie	RNCP36436	Monteur dépanneur frigoriste	11000	9256	4000	9256	NON CONFORME
CPNEFP de la métallurgie	RNCP36441	Electricien d'équipement du bâtiment	11000	9099	4000	9099	NON CONFORME
CPNEFP de la métallurgie	RNCP36373	Manager développement et performance commerciale	7000	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEFP de la métallurgie	RNCP36297	Expert en transformation des systèmes d'information et du numérique	8500	7901	4000	7901	NON CONFORME
CPNEFP de la métallurgie	RNCP36725	Manager marketing et communication	7000	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEFP de la métallurgie	RNCP36296	Expert en architectures systèmes-réseaux et en sécurité informatique	8500	7901	4000	7901	NON CONFORME
CPNEFP de la métallurgie	RNCP36372	Project Management Officer	7000	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEFP de la métallurgie	RNCP36723	Consultant en stratégie d'entreprise	7000	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEFP de la métallurgie	RNCP36469	Expert en ingénierie du développement et en architecture logicielle	8500	7901	4000	7901	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP de la métallurgie	RNCP29537	Praticien de spa	6000	5650	4000	5913	NON CONFORME
CPNEFP de la métallurgie	RNCP759	Commerce	6000	5600	4000	5600	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-072

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

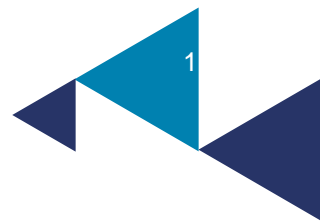
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche industries chimiques et connexes a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche industries chimiques et connexes, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE chimie dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



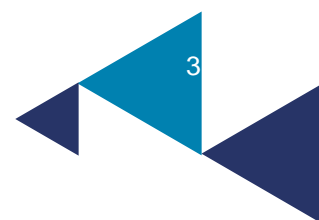
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche industries chimiques et connexes

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE chimie pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 44

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE chimie	RNCP36354	Titre d'ingénieur diplômé de l'École Polytechnique Universitaire de l'Université Lyon 1, spécialité Informatique	11000	9000	4000	9800	NON CONFORME
CPNE chimie	RNCP37220	Opérateur en biotechnologies Chimie verte	12000	10500	4000	11786	NON CONFORME
CPNE chimie	RNCP36538	Ingénieur de l'école nationale supérieure des sciences appliquées et de technologie, spécialité photonique et électronique	11000	8928	4000	10500	NON CONFORME
CPNE chimie	RNCP36171	Agent d'assemblage et de maintenance de batteries d'accumulateurs	11000	9099	4000	9099	NON CONFORME
CPNE chimie	RNCP15342	Ingénieur diplômé de Télécom Saint-Étienne de l'université de Saint-Étienne	11000	9094	4000	10400	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE chimie	RNCP36173	Ingénieur diplômé de l'institut national des sciences appliquées hauts-de-france, spécialité : génie mécanique	11000	9760	4000	9760	NON CONFORME
CPNE chimie	RNCP36672	Ingénieur diplômé de l'Ecole d'ingénieurs Denis-Diderot de l'Université Paris Cité, spécialité génie biologique	12000	11900	4000	11900	NON CONFORME
CPNE chimie	RNCP36118	Ingénieur diplômé ECAM LaSalle, spécialité Systèmes Numériques et Génie Industriel	11000	9570	4000	9570	NON CONFORME
CPNE chimie	RNCP17849	Ingénieur diplômé de l'École supérieure d'ingénieurs des travaux de la construction de Metz	11000	6800	4000	6800	NON CONFORME
CPNE chimie	RNCP36961	Systèmes d'information numérique et électronique (fiche nationale)	10000	8615	4000	9234	NON CONFORME
CPNE chimie	RNCP36170	Agent de refabrication et de recyclage de batteries d'accumulateurs	11000	9099	4000	9099	NON CONFORME
CPNE chimie	RNCP36795	Travaux mécanisés de génie écologique	9000	5360	4000	6177	NON CONFORME
CPNE chimie	RNCP36541	Diplôme d'ingénieur de l'ECAM Rennes – Louis de Broglie spécialité Systèmes Numériques	11000	8788	4000	9051	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE chimie	RNCP36794	Ingénieur diplômé du Conservatoire national des arts et métiers, spécialité mécanique	11000	9970	4000	9970	NON CONFORME
CPNE chimie	RNCP36093	Ingénieur diplômé de l'école nationale supérieure de techniques avancées Bretagne, spécialité systèmes embarqués	11000	9000	4000	10155	NON CONFORME
CPNE chimie	RNCP36811	Ingénieur diplômé du Conservatoire national des arts et métiers spécialité énergétique	11000	10115	4000	10115	NON CONFORME
CPNE chimie	RNCP36343	Titre ingénieur de l'Institut Supérieur d'Études Logistiques de l'Université du Havre spécialité Génie Industriel	11000	9760	4000	9760	NON CONFORME
CPNE chimie	RNCP36344	Ingénieur diplômé de l'Institut Supérieur d'Études Logistiques de l'Université du Havre Spécialité Mécanique et Production	11000	9070	4000	9070	NON CONFORME
CPNE chimie	RNCP36545	Ingénieur diplômé de l'IG2I de Centrale Lille Institut	11000	9835	4000	10875	NON CONFORME
CPNE chimie	RNCP36261	Ingénieur diplômé du Conservatoire National des Arts et Métiers, spécialité Informatique	11000	9000	4000	9800	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE chimie	RNCP36167	Ingénieur diplômé de l'école d'ingénieurs en sciences industrielles et numérique de l'université de Reims, spécialité matériaux et génie des procédés	11000	8855	4000	9071	NON CONFORME
CPNE chimie	RNCP37117	Ingénieur diplômé de l'école polytechnique universitaire de l'université Côte d'Azur, spécialité informatique	11000	9000	4000	10000	NON CONFORME
CPNE chimie	RNCP36353	Sciences et Ingénierie - Environnement et développement durable	8000	7800	4000	7956	NON CONFORME
CPNE chimie	RNCP36253	Ingénieur diplômé de l'École polytechnique universitaire de Lille de l'Université de Lille, spécialité Informatique et Mathématiques appliquées	11000	9094	4000	10135	NON CONFORME
CPNE chimie	RNCP4203	Ingénieur diplômé de Ingénieur diplômé de l'École polytechnique universitaire de l'université Lyon-I, spécialité génie industriel	11000	9760	4000	9760	NON CONFORME
CPNE chimie	RNCP17006	Ingénieur diplômé de l'École polytechnique de l'Université de Nantes, spécialité Informatique	11000	8907	4000	9800	NON CONFORME
CPNE chimie	RNCP37140	Mécanicien réemploi cycle	11000	7454	4000	9099	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE chimie	RNCP36314	Ingénieur diplômé de l'Ecole des Ingénieurs de la Ville de Paris (EIVP), spécialité Génie Urbain	11000	9000	4000	9800	NON CONFORME
CPNE chimie	RNCP36408	Chargé de gestion technique des bâtiments tertiaires et industriels	10000	8502	4000	8823	NON CONFORME
CPNE chimie	RNCP36114	Ingénieur diplômé du Conservatoire national des arts et métiers, spécialité gestion des risques	11000	9325	4000	10500	NON CONFORME
CPNE chimie	RNCP36315	Ingénieur diplômé du Conservatoire national des arts et métiers, spécialité génie industriel	11000	9580	4000	9580	NON CONFORME
CPNE chimie	RNCP36329	Ingénieur diplômé de l'Institut national des sciences appliquées Hauts-de-France, spécialité génie industriel	11000	9760	4000	9760	NON CONFORME
CPNE chimie	RNCP36345	Diplôme d'ingénieur de l'école d'ingénieurs en sciences industrielles et numérique de l'université de Reims spécialité mécanique et génie industriel	11000	9070	4000	9070	NON CONFORME
CPNE chimie	RNCP26697	Ingénieur diplômé de l'Institut national des sciences appliquées de Strasbourg, spécialité génie civil	11000	9000	4000	9850	NON CONFORME
CPNE chimie	RNCP36556	Ingénieur diplômé de CY Tech de CY Cergy Paris Université Spécialité mathématiques appliquées	11000	9329	4000	10302	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE chimie	RNCP36436	Monteur dépanneur frigoriste	11000	9256	4000	9256	NON CONFORME
CPNE chimie	RNCP36441	Electricien d'équipement du bâtiment	11000	9099	4000	9099	NON CONFORME
CPNE chimie	RNCP36348	Ingénieur diplômé de l'école polytechnique universitaire de l'université de Lille, spécialité génie industriel	11000	9760	4000	9760	NON CONFORME
CPNE chimie	RNCP4799	Ingénieur diplômé de l'Ecole polytechnique universitaire de Montpellier de l'Université Montpellier II (Polytech' Montpellier), spécialité Mécanique (fabrication et qualité des structures chaudronnées)	11000	9070	4000	9070	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-073

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

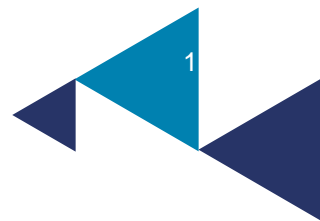
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche des industries pétrolières a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche des industries pétrolières, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE Industrie pétrolière dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



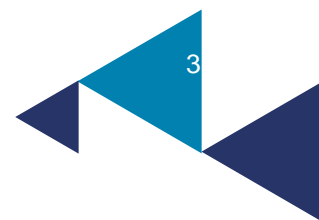
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche des industries pétrolières

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE Industrie pétrolière pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 1388

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE Industrie pétrolière	RNCP36781	Géoénergies (fiche nationale)	9384	9047	4000	9312	NON CONFORME
CPNE Industrie pétrolière	RNCP36795	Travaux mécanisés de génie écologique	7166	5360	4000	6177	NON CONFORME
CPNE Industrie pétrolière	RNCP37025	Sciences de la transition écologique et sociétale	8531	7923	4000	8125	NON CONFORME
CPNE Industrie pétrolière	RNCP36344	Ingénieur diplômé de l'Institut Supérieur d'Etudes Logistiques de l'Université du Havre Spécialité Mécanique et Production	9384	9070	4000	9070	NON CONFORME
CPNE Industrie pétrolière	RNCP36167	Ingénieur diplômé de l'école d'ingénieurs en sciences industrielles et numérique de l'université de Reims, spécialité matériaux et génie des procédés	9384	8855	4000	9071	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE Industrie pétrolière	RNCP36856	Manager de la performance énergétique (MS)	9384	8696	4000	9095	NON CONFORME
CPNE Industrie pétrolière	RNCP36353	Sciences et Ingénierie - Environnement et développement durable	8530	7800	4000	7956	NON CONFORME
CPNE Industrie pétrolière	RNCP36566	Sciences et Ingénierie - spécialité géologie et environnement	8531	7923	4000	8002	NON CONFORME
CPNE Industrie pétrolière	RNCP36279	Manager de la responsabilité sociétale des entreprises et du développement durable	9384	8813	4000	9271	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-074

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

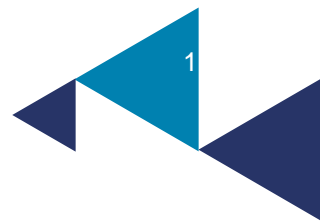
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche du personnel des industries céramiques de France a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche du personnel des industries céramiques de France, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE-FP Industries céramiques dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**FRANCE
compétences**

Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche du personnel des industries céramiques de France

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE-FP Industries céramiques pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 1558

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE-FP Industries céramiques	RNCP36570	Ingénieur diplômé du Conservatoire national des arts et métiers spécialité matériaux, emballage et conditionnement	11500	11290	4000	11290	NON CONFORME
CPNE-FP Industries céramiques	RNCP36844	Ingénieur diplômé de l'école polytechnique universitaire de l'université d'Orléans, spécialité Systèmes d'information pour le bâtiment	11500	9141	4000	11000	NON CONFORME
CPNE-FP Industries céramiques	RNCP36395	Responsable de développement commercial	8500	8330	4000	8400	NON CONFORME
CPNE-FP Industries céramiques	RNCP36609	Responsable Marketing et Communication	8500	7663	4000	7663	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-075

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

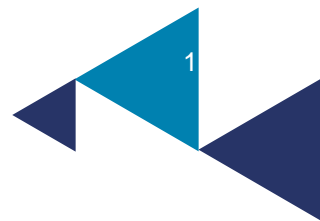
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche industries de la maroquinerie a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche industries de la maroquinerie, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEF Industries de la Maroquinerie dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**FRANCE
compétences**

Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche industries de la maroquinerie

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEF Industries de la Maroquinerie pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 2528

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF Industries de la Maroquinerie	RNCP37230	Métiers du cuir option chaussures, option maroquinerie, option sellerie garnissage	12735	8793	4000	11021	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-076

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

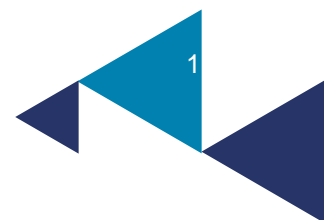
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche de la bijouterie, joaillerie, orfèvrerie et activités qui s'y rattachent a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche de la bijouterie, joaillerie, orfèvrerie et activités qui s'y rattachent, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE de la Bijouterie, joaillerie, orfèvrerie et activités qui s'y rattachent dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



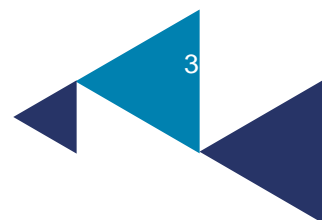
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche de la bijouterie, joaillerie, orfèvrerie et activités qui s'y rattachent

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE de la Bijouterie, joaillerie, orfèvrerie et activités qui s'y rattachent pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 567

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE de la Bijouterie, joaillerie, orfèvrerie et activités qui s'y rattachent	RNCP36690	Designer de bijoux	14400	8730	4000	11565	NON CONFORME
CPNE de la Bijouterie, joaillerie, orfèvrerie et activités qui s'y rattachent	RNCP36336	Art et techniques de la bijouterie-joaillerie options bijouterie-joaillerie, bijouterie sertissage et polissage finition	11900	7655	4000	9256	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-077

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

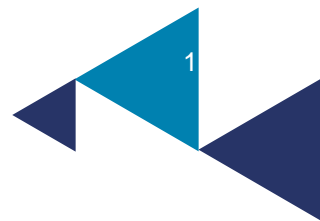
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche du commerce de gros de l'horlogerie a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche du commerce de gros de l'horlogerie, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEFP du commerce de gros de l'horlogerie dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



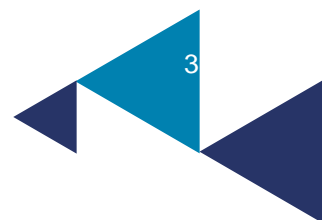
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche du commerce de gros de l'horlogerie

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEFP du commerce de gros de l'horlogerie pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 1044

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP du commerce de gros de l'horlogerie	RNCP36690	Designer de bijoux	14400	8730	4000	11565	NON CONFORME
CPNEFP du commerce de gros de l'horlogerie	RNCP36336	Art et techniques de la bijouterie-joaillerie options bijouterie-joaillerie, bijouterie sertissage et polissage finition	11900	7655	4000	9256	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-078

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

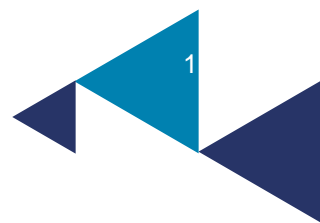
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche de l'industrie cimentière a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche de l'industrie cimentière, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEFP de l'industrie cimentière dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023



**FRANCE
compétences**

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche de l'industrie cimentière

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEFP de l'industrie cimentière pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 3233

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP de l'industrie cimentière	RNCP36167	Ingénieur diplômé de l'école d'ingénieurs en sciences industrielles et numérique de l'université de Reims, spécialité matériaux et génie des procédés	9478	8855	4000	9071	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-079

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

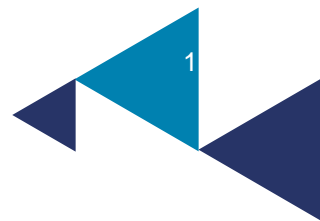
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche de l'industrie de la chaussure et des articles chaussants a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche de l'industrie de la chaussure et des articles chaussants, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEFP de la Branche Chaussure dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**FRANCE
compétences**

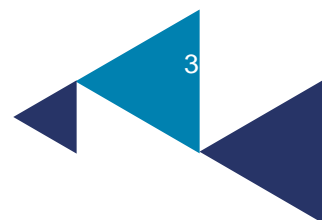
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche de l'industrie de la chaussure et des articles chaussants

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEFP de la Branche Chaussure pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 1580

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP de la Branche Chaussure	RNCP37230	Métiers du cuir option chaussures, option maroquinerie, option sellerie garnissage	12735	8793	4000	11021	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-080

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

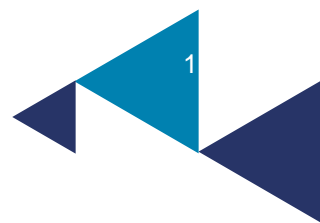
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche carrières et matériaux a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche carrières et matériaux, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEFP Carrières et matériaux dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



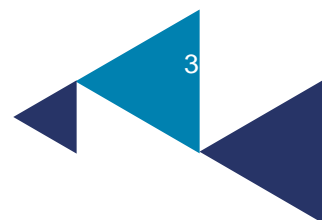
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche carrières et matériaux

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEFP Carrières et matériaux pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 87, 135, 211

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP Carrières et matériaux	RNCP17849	Ingénieur diplômé de l'École supérieure d'ingénieurs des travaux de la construction de Metz	8500	6800	4000	6800	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-081

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

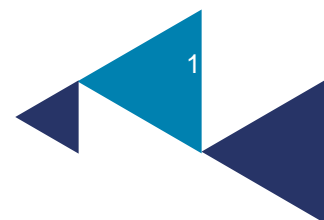
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche des industries des tuiles et briques a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche des industries des tuiles et briques, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEFP des industries des tuiles et briques dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



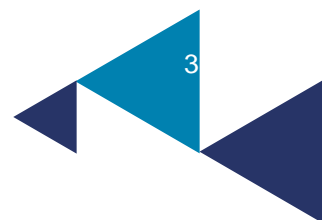
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche des industries des tuiles et briques

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEFP des industries des tuiles et briques pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 1170

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP des industries des tuiles et briques	RNCP36817	Ingénieur diplômé de l'Ecole polytechnique universitaire de l'Université Côte d'Azur, spécialité électronique et informatique industrielle	11500	9000	4000	11250	NON CONFORME
CPNEFP des industries des tuiles et briques	RNCP36570	Ingénieur diplômé du Conservatoire national des arts et métiers spécialité matériaux, emballage et conditionnement	11500	11290	4000	11290	NON CONFORME
CPNEFP des industries des tuiles et briques	RNCP36118	Ingénieur diplômé ECAM LaSalle, spécialité Systèmes Numériques et Génie Industriel	11500	9570	4000	9570	NON CONFORME
CPNEFP des industries des tuiles et briques	RNCP17849	Ingénieur diplômé de l'École supérieure d'ingénieurs des travaux de la construction de Metz	9000	6800	4000	6800	NON CONFORME
CPNEFP des industries des tuiles et briques	RNCP36739	Expert en ingénierie des données	10500	9050	4000	9800	NON CONFORME
CPNEFP des industries des tuiles et briques	RNCP36961	Systèmes d'information numérique et électronique (fiche nationale)	10500	8615	4000	9234	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP des industries des tuiles et briques	RNCP35873	Designer graphique print et digital	10500	8134	4000	9794	NON CONFORME
CPNEFP des industries des tuiles et briques	RNCP36999	Manager du développement stratégique d'innovations technologiques responsables (MS)	10500	8696	4000	9325	NON CONFORME
CPNEFP des industries des tuiles et briques	RNCP36197	Expert en ingénierie informatique (systèmes et réseaux ou services et solutions logicielles)	10500	8775	4000	9800	NON CONFORME
CPNEFP des industries des tuiles et briques	RNCP36997	Technicien conseil des infrastructures et des équipements connectés	10500	8594	4000	9722	NON CONFORME
CPNEFP des industries des tuiles et briques	RNCP36794	Ingénieur diplômé du Conservatoire national des arts et métiers, spécialité mécanique	11500	9970	4000	9970	NON CONFORME
CPNEFP des industries des tuiles et briques	RNCP37030	Créateur industriel	11500	9000	4000	9249	NON CONFORME
CPNEFP des industries des tuiles et briques	RNCP36343	Titre ingénieur de l'Institut Supérieur d'Études Logistiques de l'Université du Havre spécialité Génie Industriel	11500	9760	4000	9760	NON CONFORME
CPNEFP des industries des tuiles et briques	RNCP36344	Ingénieur diplômé de l'Institut Supérieur d'Études Logistiques de l'Université du Havre Spécialité Mécanique et Production	11500	9070	4000	9070	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP des industries des tuiles et briques	RNCP36582	Chef de projet expert en intelligence artificielle	10500	8736	4000	9800	NON CONFORME
CPNEFP des industries des tuiles et briques	RNCP35288	Concepteur développeur en science des données	10500	8195	4000	9480	NON CONFORME
CPNEFP des industries des tuiles et briques	RNCP36167	Ingénieur diplômé de l'école d'ingénieurs en sciences industrielles et numérique de l'université de Reims, spécialité matériaux et génie des procédés	11500	8855	4000	9071	NON CONFORME
CPNEFP des industries des tuiles et briques	RNCP36129	Chef de projet en intelligence artificielle	10500	8696	4000	9800	NON CONFORME
CPNEFP des industries des tuiles et briques	RNCP37137	Chef de projet data et intelligence artificielle	10500	8813	4000	9800	NON CONFORME
CPNEFP des industries des tuiles et briques	RNCP36921	Expert en ingénierie des données	10500	8894	4000	9800	NON CONFORME
CPNEFP des industries des tuiles et briques	RNCP37178	Architecte des systèmes d'information dans les processus industriels	10500	8520	4000	9750	NON CONFORME
CPNEFP des industries des tuiles et briques	RNCP4203	Ingénieur diplômé de l'École polytechnique universitaire de l'université Lyon-I, spécialité génie industriel	11500	9760	4000	9760	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP des industries des tuiles et briques	RNCP36315	Ingénieur diplômé du Conservatoire national des arts et métiers, spécialité génie industriel	11500	9580	4000	9580	NON CONFORME
CPNEFP des industries des tuiles et briques	RNCP36329	Ingénieur diplômé de l'Institut national des sciences appliquées Hauts-de-France, spécialité génie industriel	11500	9760	4000	9760	NON CONFORME
CPNEFP des industries des tuiles et briques	RNCP36345	Diplôme d'ingénieur de l'école d'ingénieurs en sciences industrielles et numérique de l'université de Reims spécialité mécanique et génie industriel	11500	9070	4000	9070	NON CONFORME
CPNEFP des industries des tuiles et briques	RNCP17000	Ingénieur diplômé de l'École polytechnique de l'Université de Nantes, spécialité Génie Electrique	11500	9850	4000	11125	NON CONFORME
CPNEFP des industries des tuiles et briques	RNCP36172	Ingénieur diplômé de l'école d'ingénieurs en sciences industrielles et numérique de l'université de Reims, spécialité génie électrique et robotique	11500	11385	4000	11385	NON CONFORME
CPNEFP des industries des tuiles et briques	RNCP36469	Expert en ingénierie du développement et en architecture logicielle	10500	7901	4000	7901	NON CONFORME
CPNEFP des industries des tuiles et briques	RNCP36348	Ingénieur diplômé de l'école polytechnique universitaire de l'université de Lille, spécialité génie industriel	11500	9760	4000	9760	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP des industries des tuiles et briques	RNCP11554	Manager en systèmes d'information	10500	8794	4000	9816	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-082

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

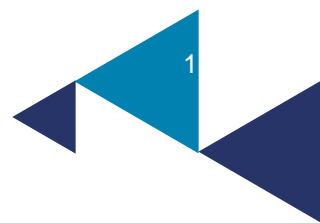
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche des industries de santé a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche des industries de santé, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE des industries de santé (CPNEIS) dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



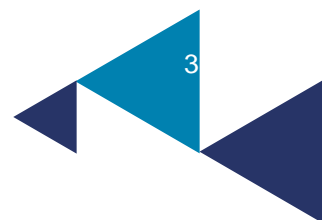
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche des industries de santé

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE des industries de santé (CPNEIS) pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 176, 1555

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE des industries de santé (CPNEIS)	RNCP36672	Ingénieur diplômé de l'Ecole d'ingénieurs Denis-Diderot de l'Université Paris Cité, spécialité génie biologique	12000	11900	4000	11900	NON CONFORME
CPNE des industries de santé (CPNEIS)	RNCP36122	Expert en Cybersécurité	10000	9000	4000	9800	NON CONFORME
CPNE des industries de santé (CPNEIS)	RNCP36739	Expert en ingénierie des données	10000	9050	4000	9800	NON CONFORME
CPNE des industries de santé (CPNEIS)	RNCP36924	Expert en cybersécurité et sécurité informatique	10000	8909	4000	9800	NON CONFORME
CPNE des industries de santé (CPNEIS)	RNCP36972	Sciences et Ingénierie - Responsable en ingénierie informatique et cybersécurité	10000	8328	4000	9480	NON CONFORME
CPNE des industries de santé (CPNEIS)	RNCP36775	Management des organisations de santé (fiche nationale)	10000	8700	4000	8774	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE des industries de santé (CPNEIS)	RNCP36795	Travaux mécanisés de génie écologique	8500	5360	4000	6177	NON CONFORME
CPNE des industries de santé (CPNEIS)	RNCP36582	Chef de projet expert en intelligence artificielle	10000	8736	4000	9800	NON CONFORME
CPNE des industries de santé (CPNEIS)	RNCP36398	Expert Big Data Engineer (MS)	10000	8813	4000	9800	NON CONFORME
CPNE des industries de santé (CPNEIS)	RNCP35288	Concepteur développeur en science des données	10000	8195	4000	9480	NON CONFORME
CPNE des industries de santé (CPNEIS)	RNCP37048	Architecte internet des objets (IoT)	10000	9800	4000	9800	NON CONFORME
CPNE des industries de santé (CPNEIS)	RNCP36129	Chef de projet en intelligence artificielle	10000	8696	4000	9800	NON CONFORME
CPNE des industries de santé (CPNEIS)	RNCP37137	Chef de projet data et intelligence artificielle	10000	8813	4000	9800	NON CONFORME
CPNE des industries de santé (CPNEIS)	RNCP36072	Expert en Cybersécurité (MS)	10000	9000	4000	9800	NON CONFORME
CPNE des industries de santé (CPNEIS)	RNCP37172	Data Engineer	10000	8813	4000	9800	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE des industries de santé (CPNEIS)	RNCP36921	Expert en ingénierie des données	10000	8894	4000	9800	NON CONFORME
CPNE des industries de santé (CPNEIS)	RNCP36581	Développeur en Intelligence Artificielle et Data Science	10000	7945	4000	8255	NON CONFORME
CPNE des industries de santé (CPNEIS)	RNCP36373	Manager développement et performance commerciale	7500	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNE des industries de santé (CPNEIS)	RNCP36725	Manager marketing et communication	7500	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNE des industries de santé (CPNEIS)	RNCP36296	Expert en architectures systèmes-réseaux et en sécurité informatique	8000	7901	4000	7901	NON CONFORME
CPNE des industries de santé (CPNEIS)	RNCP36372	Project Management Officer	7500	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNE des industries de santé (CPNEIS)	RNCP759	Commerce	6500	5600	4000	5600	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-083

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

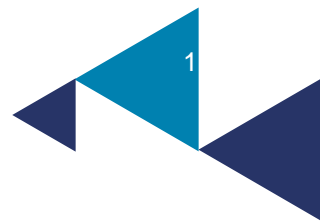
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche des métiers de l'éducation de la culture des loisirs et de l'animation agissant pour l'utilité sociale et environnementale au service des territoires (ECLAT) a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche des métiers de l'éducation de la culture des loisirs et de l'animation agissant pour l'utilité sociale et environnementale au service des territoires (ECLAT), telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEF ECLAT dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



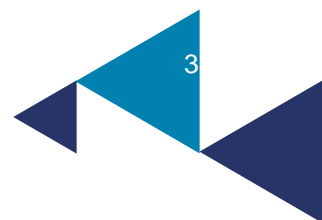
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche des métiers de l'éducation de la culture des loisirs et de l'animation agissant pour l'utilité sociale et environnementale au service des territoires (ECLAT)

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEF ECLAT pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 1518

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF ECLAT	RNCP4911	Diplôme d'Etat supérieur de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport - spécialité "performance sportive" - Mentions : " 45 disciplines sportives" (cf. liste dans base légale)	10200	8467	4000	8467	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-084

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

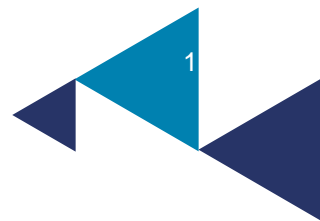
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche des offices publics de l'habitat a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche des offices publics de l'habitat, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEF des Offices Publics de l'Habitat dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023



**FRANCE
compétences**

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche des offices publics de l'habitat

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEF des Offices Publics de l'Habitat pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 3220

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF des Offices Publics de l'Habitat	RNCP17849	Ingénieur diplômé de l'École supérieure d'ingénieurs des travaux de la construction de Metz	9000	6800	4000	6800	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-085

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

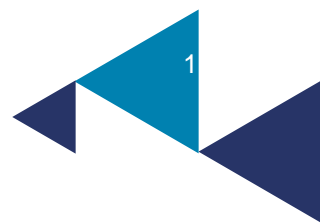
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche du personnel des sociétés coopératives d'HLM a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche du personnel des sociétés coopératives d'HLM, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEF du personnel des sociétés coopératives d'HLM dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023



**FRANCE
compétences**

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche du personnel des sociétés coopératives d'HLM

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEF du personnel des sociétés coopératives d'HLM pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 1588

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF du personnel des sociétés coopératives d'HLM	RNCP17849	Ingénieur diplômé de l'École supérieure d'ingénieurs des travaux de la construction de Metz	9000	6800	4000	6800	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-086

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

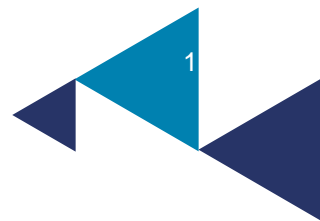
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche retraite complémentaire et prévoyance a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche retraite complémentaire et prévoyance, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEF branche retraite complémentaire et prévoyance dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



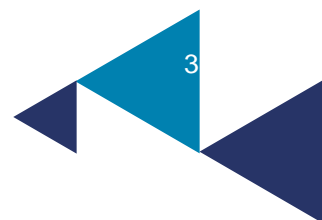
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche retraite complémentaire et prévoyance

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEF branche retraite complémentaire et prévoyance pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 1794

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF branche retraite complémentaire et prévoyance	RNCP36505	Chargé de développement des ressources humaines	10850	8700	4000	9969	NON CONFORME
CPNEF branche retraite complémentaire et prévoyance	RNCP36754	Ingénieur diplômé de l'école supérieure d'ingénieurs de Paris-Est (ESIPE) Créteil de l'université Paris Est Créteil Val-de-Marne, spécialité informatique et santé	12500	9000	4000	12000	NON CONFORME
CPNEF branche retraite complémentaire et prévoyance	RNCP36464	Souscripteur en assurance et réassurance	10500	8794	4000	10225	NON CONFORME
CPNEF branche retraite complémentaire et prévoyance	RNCP36383	Manager des ressources humaines	3750	8794	4000	10051	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF branche retraite complémentaire et prévoyance	RNCP36518	Manager de la stratégie commerciale	10506	10038	4000	10284	NON CONFORME
CPNEF branche retraite complémentaire et prévoyance	RNCP36372	Project Management Officer	9733	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEF branche retraite complémentaire et prévoyance	RNCP36519	Manager de la stratégie marketing omnicanale	11200	8838	4000	10284	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-087

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

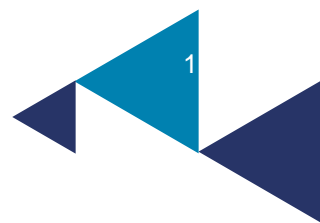
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche mutualité a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche mutualité, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEFP Mutualité dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



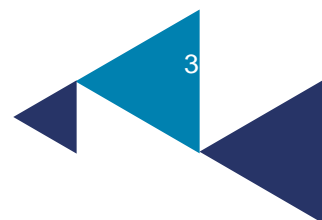
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche mutualité

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEFP Mutualité pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 2128

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP Mutualité	RNCP37091	Manager d'unité opérationnelle	9271	8696	4000	8851	NON CONFORME
CPNEFP Mutualité	RNCP37057	Manager des projets et programmes (MS)	9271	8696	4000	9005	NON CONFORME
CPNEFP Mutualité	RNCP37087	Manager d'unité opérationnelle	9271	8696	4000	8970	NON CONFORME
CPNEFP Mutualité	RNCP36505	Chargé de développement des ressources humaines	10100	8700	4000	9969	NON CONFORME
CPNEFP Mutualité	RNCP36732	Manager de l'information numérique	9271	8696	4000	8804	NON CONFORME
CPNEFP Mutualité	RNCP36758	Economie et pilotage des entreprises (fiche nationale)	9271	8696	4000	8806	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP Mutualité	RNCP36588	Juriste d'entreprise	9271	8696	4000	8764	NON CONFORME
CPNEFP Mutualité	RNCP36110	Audioprothésiste	8860	7923	4000	7923	NON CONFORME
CPNEFP Mutualité	RNCP36418	Diplôme en Management et Gestion des Organisations	9271	8696	4000	9072	NON CONFORME
CPNEFP Mutualité	RNCP36567	Diplôme Programme Grande Ecole	12000	9800	4000	11956	NON CONFORME
CPNEFP Mutualité	RNCP30417	Manager marketing data et commerce électronique (MS)	9271	8696	4000	8804	NON CONFORME
CPNEFP Mutualité	RNCP36518	Manager de la stratégie commerciale	11446	10038	4000	10284	NON CONFORME
CPNEFP Mutualité	RNCP36373	Manager développement et performance commerciale	9271	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEFP Mutualité	RNCP36725	Manager marketing et communication	9271	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEFP Mutualité	RNCP36609	Responsable Marketing et Communication	7900	7663	4000	7663	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP Mutualité	RNCP759	Commerce	8054	5600	4000	5600	NON CONFORME
CPNEFP Mutualité	RNCP37286	Conseiller multi-canal de clientèle particuliers en banque assurance	8189	7923	4000	8148	NON CONFORME
CPNEFP Mutualité	RNCP37289	Juriste manager des affaires (MS)	9271	8696	4000	8752	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-088

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

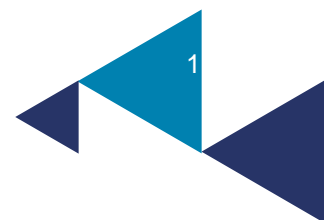
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche du régime général de sécurité sociale a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche du régime général de sécurité sociale, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEFP Régime général de la Sécurité sociale dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



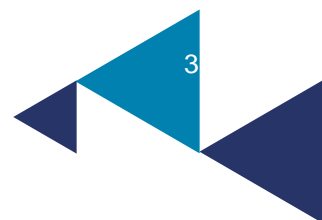
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche du régime général de sécurité sociale

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEFP Régime général de la Sécurité sociale pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 218, 2603, 3232

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP Régime général de la Sécurité sociale	RNCP4861	de psychomotricien	14421	10646	4000	14000	NON CONFORME
CPNEFP Régime général de la Sécurité sociale	RNCP36398	Expert Big Data Engineer (MS)	15500	8813	4000	9800	NON CONFORME
CPNEFP Régime général de la Sécurité sociale	RNCP36632	Secrétaire médical et médico-social	3630	6830	4000	8054	NON CONFORME
CPNEFP Régime général de la Sécurité sociale	RNCP36361	Manager des ressources humaines (MS)	11500	8765	4000	9344	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-089

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

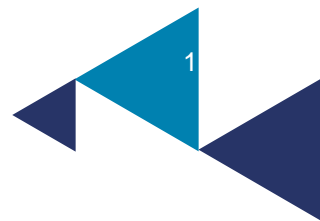
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche des entreprises sociales pour l'habitat a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche des entreprises sociales pour l'habitat, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEF des Entreprises Sociales pour l'Habitat dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



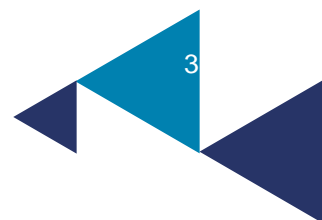
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche des entreprises sociales pour l'habitat

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEF des Entreprises Sociales pour l'Habitat pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 2150

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF des Entreprises Sociales pour l'Habitat	RNCP17849	Ingénieur diplômé de l'École supérieure d'ingénieurs des travaux de la construction de Metz	9000	6800	4000	6800	NON CONFORME
CPNEF des Entreprises Sociales pour l'Habitat	RNCP36211	Expert en gestion d'actifs mobiliers et immobiliers (MS)	11000	9005	4000	10500	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-090

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

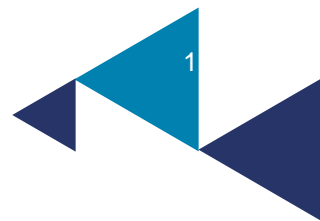
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche du bâtiment et des travaux publics a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche du bâtiment et des travaux publics, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE conjointes du bâtiment et des travaux publics dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



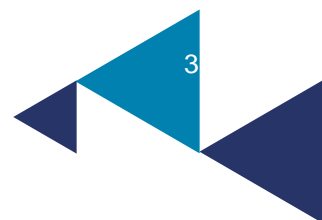
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche du bâtiment et des travaux publics

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE conjointes du bâtiment et des travaux publics pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 627, 1596, 1597, 1702, 2420, 2609, 2614, 3212

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE conjointes du bâtiment et des travaux publics	RNCP37237	Charpentier bois	9300	8219	4000	8219	NON CONFORME
CPNE conjointes du bâtiment et des travaux publics	RNCP36841	Gravure sur pierre	12500	7757	4000	11080	NON CONFORME
CPNE conjointes du bâtiment et des travaux publics	RNCP36116	Conducteur technicien des travaux du bâtiment	11640	8200	4000	8400	NON CONFORME
CPNE conjointes du bâtiment et des travaux publics	RNCP36934	Energie solaire (fiche nationale)	9900	9094	4000	9642	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE conjointes du bâtiment et des travaux publics	RNCP17849	Ingénieur diplômé de l'École supérieure d'ingénieurs des travaux de la construction de Metz	11000	6800	4000	6800	NON CONFORME
CPNE conjointes du bâtiment et des travaux publics	RNCP36811	Ingénieur diplômé du Conservatoire national des arts et métiers spécialité énergétique	10750	10115	4000	10115	NON CONFORME
CPNE conjointes du bâtiment et des travaux publics	RNCP36344	Ingénieur diplômé de l'Institut Supérieur d'Etudes Logistiques de l'Université du Havre Spécialité Mécanique et Production	9900	9070	4000	9070	NON CONFORME
CPNE conjointes du bâtiment et des travaux publics	RNCP36545	Ingénieur diplômé de l'IG2I de Centrale Lille Institut	11000	9835	4000	10875	NON CONFORME
CPNE conjointes du bâtiment et des travaux publics	RNCP36856	Manager de la performance énergétique (MS)	9900	8696	4000	9095	NON CONFORME
CPNE conjointes du bâtiment et des travaux publics	RNCP36229	Manager d'affaires dans l'énergie et la transition énergétique (MS)	9900	9005	4000	9850	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE conjointes du bâtiment et des travaux publics	RNCP36211	Expert en gestion d'actifs mobiliers et immobiliers (MS)	10975	9005	4000	10500	NON CONFORME
CPNE conjointes du bâtiment et des travaux publics	RNCP36107	Métiers du bois (fiche nationale)	9000	5840	4000	6800	NON CONFORME
CPNE conjointes du bâtiment et des travaux publics	RNCP36571	Ingénieur diplômé de l'Ecole polytechnique universitaire de Lille de l'Université de Lille, spécialité géomatique et génie urbain	9900	8736	4000	9129	NON CONFORME
CPNE conjointes du bâtiment et des travaux publics	RNCP36300	Manager d'opération complexe en entreprise générale (MS)	9900	8696	4000	8736	NON CONFORME
CPNE conjointes du bâtiment et des travaux publics	RNCP36438	Ouvrier du Paysage	6876	5940	4000	5940	NON CONFORME
CPNE conjointes du bâtiment et des travaux publics	RNCP36270	Manager de projets BTP	9900	8264	4000	9800	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE conjointes du bâtiment et des travaux publics	RNCP36315	Ingénieur diplômé du Conservatoire national des arts et métiers, spécialité génie industriel	10470	9580	4000	9580	NON CONFORME
CPNE conjointes du bâtiment et des travaux publics	RNCP26697	Ingénieur diplômé de l'Institut national des sciences appliquées de Strasbourg, spécialité génie civil	9900	9000	4000	9850	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-091

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

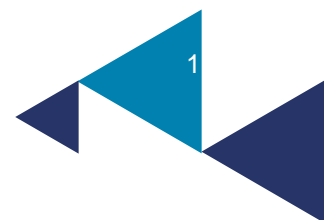
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche du négoce des matériaux de construction a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche du négoce des matériaux de construction, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEFP du négoce des matériaux de construction dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



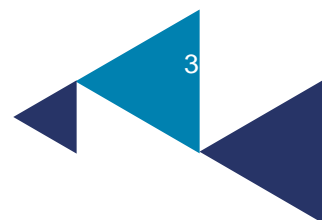
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche du négoce des matériaux de construction

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEFP du négoce des matériaux de construction pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 3216

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP du négoce des matériaux de construction	RNCP36647	Manager en gestion globale des risques	9900	8935	4000	9349	NON CONFORME
CPNEFP du négoce des matériaux de construction	RNCP36680	Diplôme Supérieur en logistique et gestion de la chaîne d'approvisionnement	9200	8696	4000	8899	NON CONFORME
CPNEFP du négoce des matériaux de construction	RNCP37237	Charpentier bois	9100	8219	4000	8219	NON CONFORME
CPNEFP du négoce des matériaux de construction	RNCP37087	Manager d'unité opérationnelle	9200	8696	4000	8970	NON CONFORME
CPNEFP du négoce des matériaux de construction	RNCP36505	Chargé de développement des ressources humaines	10100	8700	4000	9969	NON CONFORME
CPNEFP du négoce des matériaux de construction	RNCP36980	Manager de la chaîne logistique et achats (MS)	9200	8696	4000	9103	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP du négoce des matériaux de construction	RNCP36726	Responsable du développement commercial	9400	8134	4000	9010	NON CONFORME
CPNEFP du négoce des matériaux de construction	RNCP36107	Métiers du bois (fiche nationale)	9100	5840	4000	6800	NON CONFORME
CPNEFP du négoce des matériaux de construction	RNCP36391	Manager des achats et la chaîne logistique - Supply chain (MS)	9100	8696	4000	9004	NON CONFORME
CPNEFP du négoce des matériaux de construction	RNCP36567	Diplôme Programme Grande Ecole	12938	9800	4000	11956	NON CONFORME
CPNEFP du négoce des matériaux de construction	RNCP36518	Manager de la stratégie commerciale	11200	10038	4000	10284	NON CONFORME
CPNEFP du négoce des matériaux de construction	RNCP36373	Manager développement et performance commerciale	9200	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEFP du négoce des matériaux de construction	RNCP36610	Responsable du développement commercial	8549	7663	4000	7663	NON CONFORME
CPNEFP du négoce des matériaux de construction	RNCP36372	Project Management Officer	9200	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEFP du négoce des matériaux de construction	RNCP36609	Responsable Marketing et Communication	8549	7663	4000	7663	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP du négoce des matériaux de construction	RNCP36519	Manager de la stratégie marketing omnicanale	11200	8838	4000	10284	NON CONFORME
CPNEFP du négoce des matériaux de construction	RNCP759	Commerce	6200	5600	4000	5600	NON CONFORME
CPNEFP du négoce des matériaux de construction	RNCP32227	Manager de la supply chain et Achats (MS)	9200	8696	4000	9005	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-092

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

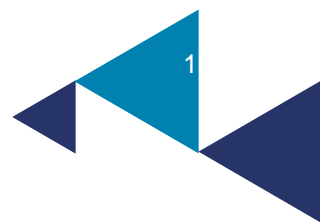
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche notariat a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche notariat, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE du notariat dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



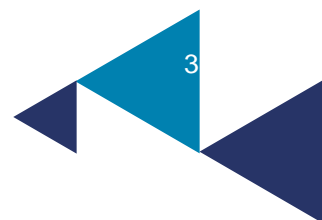
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche notariat

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE du notariat pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 2205

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE du notariat	RNCP36372	Project Management Officer	8000	6652	4000	6652	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-093

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

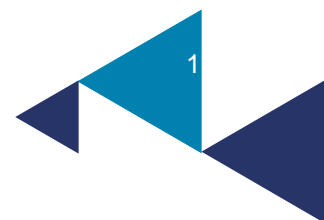
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche de l'esthétique a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche de l'esthétique, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE-FP de l'Esthétique dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023



**FRANCE
compétences**

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche de l'esthétique

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE-FP de l'Esthétique pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 3032

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE-FP de l'Esthétique	RNCP29537	Praticien de spa	7000	5650	4000	5913	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-094

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

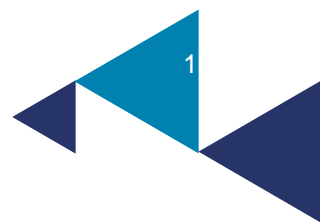
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche de la promotion immobilière a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche de la promotion immobilière, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEFP de la branche de la promotion immobilière dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023



**FRANCE
compétences**

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche de la promotion immobilière

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEFP de la branche de la promotion immobilière pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 1512

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP de la branche de la promotion immobilière	RNCP17849	Ingénieur diplômé de l'École supérieure d'ingénieurs des travaux de la construction de Metz	9800	6800	4000	6800	NON CONFORME
CPNEFP de la branche de la promotion immobilière	RNCP36571	Ingénieur diplômé de l'Ecole polytechnique universitaire de Lille de l'Université de Lille, spécialité géomatique et génie urbain	9800	8736	4000	9129	NON CONFORME
CPNEFP de la branche de la promotion immobilière	RNCP36610	Responsable du développement commercial	8400	7663	4000	7663	NON CONFORME
CPNEFP de la branche de la promotion immobilière	RNCP36372	Project Management Officer	9800	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEFP de la branche de la promotion immobilière	RNCP36074	Expert conseil en gestion de patrimoine	9800	9200	4000	9430	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-095

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

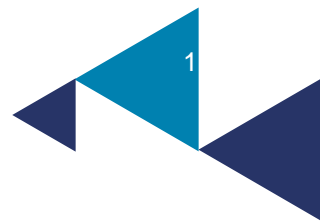
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche des services de l'automobile a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche des services de l'automobile, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPN de la branche des Services de l'Automobile dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



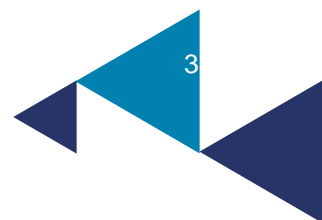
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche des services de l'automobile

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPN de la branche des Services de l'Automobile pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 1090

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPN de la branche des Services de l'Automobile	RNCP36887	Mécanicien automobile	10500	6000	4000	9099	NON CONFORME
CPN de la branche des Services de l'Automobile	RNCP36721	Conseiller technique cycles	9100	8594	4000	8620	NON CONFORME
CPN de la branche des Services de l'Automobile	RNCP37007	Mécanicien cycles	8700	6000	4000	8412	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-096

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

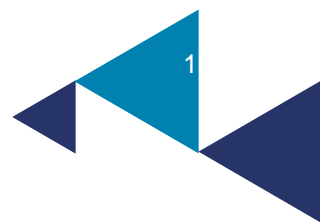
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche transport et activités auxiliaires a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche transport et activités auxiliaires, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE transport et activités auxiliaires dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



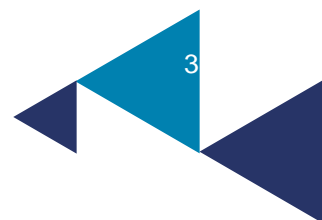
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche transport et activités auxiliaires

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE transport et activités auxiliaires pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 16

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE transport et activités auxiliaires	RNCP36613	Formateur animateur	9771	7500	4000	8286	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-097

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

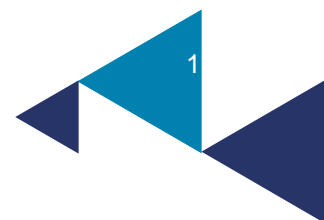
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche agences de voyages et tourisme a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche agences de voyages et tourisme, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEFP Agences de voyages et tourisme dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023



**FRANCE
compétences**

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche agences de voyages et tourisme

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEFP Agences de voyages et tourisme pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 3245

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP Agences de voyages et tourisme	RNCP36372	Project Management Officer	11200	6652	4000	6652	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-098

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

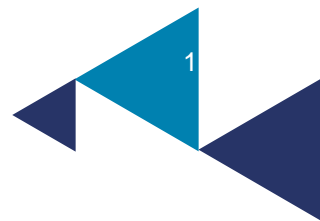
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche des distributeurs conseils hors domicile a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche des distributeurs conseils hors domicile, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEFP de la branche des distributeurs conseils hors domicile dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**FRANCE
compétences**

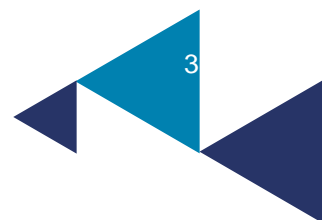
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche des distributeurs conseils hors domicile

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEFP de la branche des distributeurs conseils hors domicile pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 1536

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP de la branche des distributeurs conseils hors domicile	RNCP19182	Manager de domaines viticoles (MS)	9310	8560	4000	8696	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-099

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

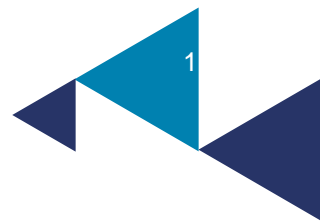
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.





**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Ainsi, l'OPCO de la branche de l'hospitalisation privée à statut commercial a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche de l'hospitalisation privée à statut commercial, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE de la branche de l'hospitalisation privée à statut commercial dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**FRANCE
compétences**

Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche de l'hospitalisation privée à statut commercial

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE de la branche de l'hospitalisation privée à statut commercial pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 2264, 2104

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE de la branche de l'hospitalisation privée à statut commercial	RNCP4861	de psychomotricien	15165	10646	4000	14000	NON CONFORME
CPNE de la branche de l'hospitalisation privée à statut commercial	RNCP25467	Diplôme d'État d'accompagnant éducatif et social	8000	7597	4000	7775	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-100

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

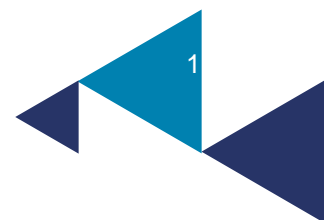
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche du secteur des activités sanitaires, sociales et médico-sociales privé à but non lucratif a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche du secteur des activités sanitaires, sociales et médico-sociales privé à but non lucratif, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE-FP du secteur des activités sanitaires, sociales et médico-sociales privé à but non lucratif dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



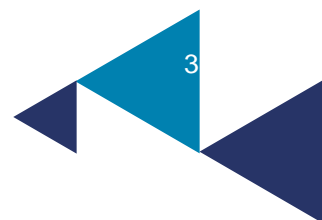
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche du secteur des activités sanitaires, sociales et médico-sociales privé à but non lucratif

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE-FP du secteur des activités sanitaires, sociales et médico-sociales privé à but non lucratif pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 29, 413, 2046

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE-FP du secteur des activités sanitaires, sociales et médico-sociales privé à but non lucratif	RNCP36836	Certificat d'aptitude aux fonctions d'encadrement et de responsable d'unité d'intervention sociale (CAFERUIS)	9465	8625	4000	8700	NON CONFORME
CPNE-FP du secteur des activités sanitaires, sociales et médico-sociales privé à but non lucratif	RNCP25467	Diplôme d'État d'accompagnant éducatif et social	8262	7597	4000	7775	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-101

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

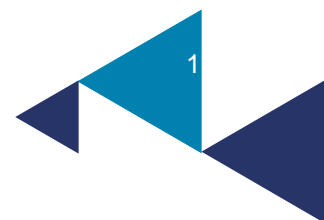
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche du commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche du commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE du Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



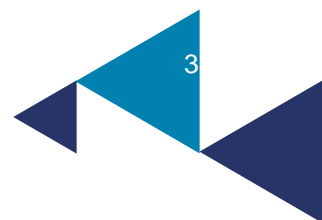
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche du commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE du Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 2216

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE du Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire	RNCP19182	Manager de domaines viticoles (MS)	9000	8560	4000	8696	NON CONFORME
CPNE du Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire	RNCP37005	Manager commerce retail	9000	7923	4000	8164	NON CONFORME
CPNE du Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire	RNCP17506	Ingénieur diplômé de l'Ecole d'Ingénieurs de l'Université de Caen spécialité agroalimentaire	9000	8919	4000	8919	NON CONFORME
CPNE du Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire	RNCP36211	Expert en gestion d'actifs mobiliers et immobiliers (MS)	12000	9005	4000	10500	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE du Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire	RNCP36546	Ingénieur diplômé de l'Institut Polytechnique UniLaSalle, spécialité Agronomie et Agro-Industries	12000	8935	4000	9090	NON CONFORME
CPNE du Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire	RNCP36413	Ingénieur diplômé de l'Institut Polytechnique UniLaSalle, spécialité agroalimentation et santé	12000	8830	4000	11000	NON CONFORME
CPNE du Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire	RNCP36567	Diplôme Programme Grande Ecole	13000	9800	4000	11956	NON CONFORME
CPNE du Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire	RNCP36383	Manager des ressources humaines	3000	8794	4000	10051	NON CONFORME
CPNE du Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire	RNCP36218	Manager des organisations et processus logistiques	12000	8775	4000	9405	NON CONFORME
CPNE du Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire	RNCP26030	Sciences humaines et sociales Mention: Traitement automatique des langues	9000	7550	4000	7697	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE du Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire	RNCP36518	Manager de la stratégie commerciale	12000	10038	4000	10284	NON CONFORME
CPNE du Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire	RNCP36373	Manager développement et performance commerciale	10500	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNE du Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire	RNCP36486	Manager supply chain-performance achat & responsabilité sociétale	12000	8696	4000	9327	NON CONFORME
CPNE du Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire	RNCP36492	Manager du développement international	12000	9005	4000	10230	NON CONFORME
CPNE du Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire	RNCP36610	Responsable du développement commercial	9000	7663	4000	7663	NON CONFORME
CPNE du Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire	RNCP36372	Project Management Officer	10500	6652	4000	6652	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE du Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire	RNCP36493	Manager des entreprises et des organisations	12000	8794	4000	10230	NON CONFORME
CPNE du Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire	RNCP36609	Responsable Marketing et Communication	9000	7663	4000	7663	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-102

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

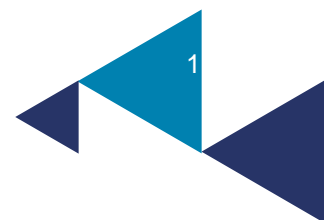
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche des magasins du bricolage a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche des magasins du bricolage, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE FP Branche des magasins du Bricolage dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



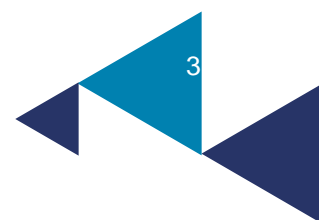
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche des magasins du bricolage

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE FP Branche des magasins du Bricolage pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 1606

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE FP Branche des magasins du Bricolage	RNCP37091	Manager d'unité opérationnelle	9005	8696	4000	8851	NON CONFORME
CPNE FP Branche des magasins du Bricolage	RNCP37061	Manager financier international	9005	8696	4000	8775	NON CONFORME
CPNE FP Branche des magasins du Bricolage	RNCP36680	Diplôme Supérieur en logistique et gestion de la chaîne d'approvisionnement	9005	8696	4000	8899	NON CONFORME
CPNE FP Branche des magasins du Bricolage	RNCP37087	Manager d'unité opérationnelle	9005	8696	4000	8970	NON CONFORME
CPNE FP Branche des magasins du Bricolage	RNCP36113	Droit international et droit européen (fiche nationale)	9005	8696	4000	8775	NON CONFORME
CPNE FP Branche des magasins du Bricolage	RNCP36732	Manager de l'information numérique	9005	8696	4000	8804	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE FP Branche des magasins du Bricolage	RNCP36758	Economie et pilotage des entreprises (fiche nationale)	9005	8696	4000	8806	NON CONFORME
CPNE FP Branche des magasins du Bricolage	RNCP36761	Droit de l'environnement (fiche nationale)	9005	8696	4000	8775	NON CONFORME
CPNE FP Branche des magasins du Bricolage	RNCP37011	Manager du développement durable	9005	8648	4000	8851	NON CONFORME
CPNE FP Branche des magasins du Bricolage	RNCP35003	Gestionnaire de paie	8502	7557	4000	7557	NON CONFORME
CPNE FP Branche des magasins du Bricolage	RNCP35660	Chef de projet en ingénierie documentaire	9005	8696	4000	8696	NON CONFORME
CPNE FP Branche des magasins du Bricolage	RNCP36588	Juriste d'entreprise	9005	8696	4000	8764	NON CONFORME
CPNE FP Branche des magasins du Bricolage	RNCP36046	Délégué à la protection des données (DPO)	9005	8752	4000	8775	NON CONFORME
CPNE FP Branche des magasins du Bricolage	RNCP36391	Manager des achats et la chaîne logistique - Supply chain (MS)	9005	8696	4000	9004	NON CONFORME
CPNE FP Branche des magasins du Bricolage	RNCP36461	Directeur d'unité opérationnelle	9005	8696	4000	8804	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE FP Branche des magasins du Bricolage	RNCP36300	Manager d'opération complexe en entreprise générale (MS)	9005	8696	4000	8736	NON CONFORME
CPNE FP Branche des magasins du Bricolage	RNCP36664	Manager de l'innovation et du développement entrepreneurial (MS)	9005	8696	4000	8953	NON CONFORME
CPNE FP Branche des magasins du Bricolage	RNCP30417	Manager marketing data et commerce électronique (MS)	9005	8696	4000	8804	NON CONFORME
CPNE FP Branche des magasins du Bricolage	RNCP36306	Manager des institutions et des affaires publiques	9005	8148	4000	8975	NON CONFORME
CPNE FP Branche des magasins du Bricolage	RNCP36373	Manager développement et performance commerciale	9005	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNE FP Branche des magasins du Bricolage	RNCP36297	Expert en transformation des systèmes d'information et du numérique	9005	7901	4000	7901	NON CONFORME
CPNE FP Branche des magasins du Bricolage	RNCP36725	Manager marketing et communication	9005	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNE FP Branche des magasins du Bricolage	RNCP36296	Expert en architectures systèmes-réseaux et en sécurité informatique	9005	7901	4000	7901	NON CONFORME
CPNE FP Branche des magasins du Bricolage	RNCP36610	Responsable du développement commercial	7923	7663	4000	7663	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE FP Branche des magasins du Bricolage	RNCP36372	Project Management Officer	9005	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNE FP Branche des magasins du Bricolage	RNCP36723	Consultant en stratégie d'entreprise	9005	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNE FP Branche des magasins du Bricolage	RNCP36469	Expert en ingénierie du développement et en architecture logicielle	9005	7901	4000	7901	NON CONFORME
CPNE FP Branche des magasins du Bricolage	RNCP36609	Responsable Marketing et Communication	7923	7663	4000	7663	NON CONFORME
CPNE FP Branche des magasins du Bricolage	RNCP759	Commerce	8594	5600	4000	5600	NON CONFORME
CPNE FP Branche des magasins du Bricolage	RNCP37271	Chargé d'affaires publiques ou de lobbying	9005	8696	4000	8736	NON CONFORME
CPNE FP Branche des magasins du Bricolage	RNCP37289	Juriste manager des affaires (MS)	9005	8696	4000	8752	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-103

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

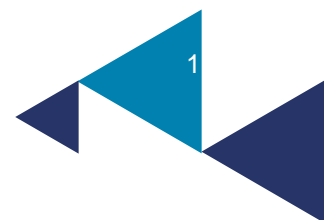
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche commerces de détail de papeterie, fournitures de bureau, de bureautique et d'informatique, de matériel, machines, de mobilier de bureau et de librairie a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche commerces de détail de papeterie, fournitures de bureau, de bureautique et d'informatique, de matériel, machines, de mobilier de bureau et de librairie, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEFP commerces de détail de papeterie, fournitures de bureau, de bureautique et d'informatique, de matériel, machines, de mobilier de bureau et de librairie dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023



**FRANCE
compétences**

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche commerces de détail de papeterie, fournitures de bureau, de bureautique et d'informatique, de matériel, machines, de mobilier de bureau et de librairie

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEFP commerces de détail de papeterie, fournitures de bureau, de bureautique et d'informatique, de matériel, machines, de mobilier de bureau et de librairie pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 1539

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP commerces de détail de papeterie, fournitures de bureau, de bureautique et d'informatique, de matériel, machines, de mobilier de bureau et de librairie	RNCP19182	Manager de domaines viticoles (MS)	8775	8560	4000	8696	NON CONFORME
CPNEFP commerces de détail de papeterie, fournitures de bureau, de bureautique et d'informatique, de matériel, machines, de mobilier de bureau et de librairie	RNCP35003	Gestionnaire de paie	8362	7557	4000	7557	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP commerces de détail de papeterie, fournitures de bureau, de bureautique et d'informatique, de matériel, machines, de mobilier de bureau et de librairie	RNCP35660	Chef de projet en ingénierie documentaire	8775	8696	4000	8696	NON CONFORME
CPNEFP commerces de détail de papeterie, fournitures de bureau, de bureautique et d'informatique, de matériel, machines, de mobilier de bureau et de librairie	RNCP36588	Juriste d'entreprise	8775	8696	4000	8764	NON CONFORME
CPNEFP commerces de détail de papeterie, fournitures de bureau, de bureautique et d'informatique, de matériel, machines, de mobilier de bureau et de librairie	RNCP36353	Sciences et Ingénierie - Environnement et développement durable	7967	7800	4000	7956	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP commerces de détail de papeterie, fournitures de bureau, de bureautique et d'informatique, de matériel, machines, de mobilier de bureau et de librairie	RNCP36300	Manager d'opération complexe en entreprise générale (MS)	8775	8696	4000	8736	NON CONFORME
CPNEFP commerces de détail de papeterie, fournitures de bureau, de bureautique et d'informatique, de matériel, machines, de mobilier de bureau et de librairie	RNCP36373	Manager développement et performance commerciale	8775	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEFP commerces de détail de papeterie, fournitures de bureau, de bureautique et d'informatique, de matériel, machines, de mobilier de bureau et de librairie	RNCP36297	Expert en transformation des systèmes d'information et du numérique	8775	7901	4000	7901	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP commerces de détail de papeterie, fournitures de bureau, de bureautique et d'informatique, de matériel, machines, de mobilier de bureau et de librairie	RNCP36725	Manager marketing et communication	8775	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEFP commerces de détail de papeterie, fournitures de bureau, de bureautique et d'informatique, de matériel, machines, de mobilier de bureau et de librairie	RNCP36296	Expert en architectures systèmes-réseaux et en sécurité informatique	8775	7901	4000	7901	NON CONFORME
CPNEFP commerces de détail de papeterie, fournitures de bureau, de bureautique et d'informatique, de matériel, machines, de mobilier de bureau et de librairie	RNCP36610	Responsable du développement commercial	7967	7663	4000	7663	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP commerces de détail de papeterie, fournitures de bureau, de bureautique et d'informatique, de matériel, machines, de mobilier de bureau et de librairie	RNCP36372	Project Management Officer	8775	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEFP commerces de détail de papeterie, fournitures de bureau, de bureautique et d'informatique, de matériel, machines, de mobilier de bureau et de librairie	RNCP36723	Consultant en stratégie d'entreprise	8775	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEFP commerces de détail de papeterie, fournitures de bureau, de bureautique et d'informatique, de matériel, machines, de mobilier de bureau et de librairie	RNCP36469	Expert en ingénierie du développement et en architecture logicielle	8775	7901	4000	7901	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP commerces de détail de papeterie, fournitures de bureau, de bureautique et d'informatique, de matériel, machines, de mobilier de bureau et de librairie	RNCP36609	Responsable Marketing et Communication	7967	7663	4000	7663	NON CONFORME
CPNEFP commerces de détail de papeterie, fournitures de bureau, de bureautique et d'informatique, de matériel, machines, de mobilier de bureau et de librairie	RNCP759	Commerce	8094	5600	4000	5600	NON CONFORME
CPNEFP commerces de détail de papeterie, fournitures de bureau, de bureautique et d'informatique, de matériel, machines, de mobilier de bureau et de librairie	RNCP37271	Chargé d'affaires publiques ou de lobbying	8775	8696	4000	8736	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP commerces de détail de papeterie, fournitures de bureau, de bureautique et d'informatique, de matériel, machines, de mobilier de bureau et de librairie	RNCP37289	Juriste manager des affaires (MS)	8775	8696	4000	8752	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-104

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

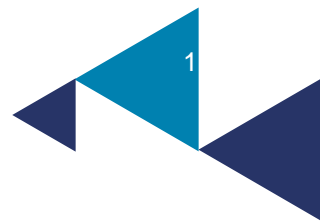
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche commerce à distance a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche commerce à distance, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEFP Commerce à distance dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**FRANCE
compétences**

Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK

Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche commerce à distance

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEFP Commerce à distance pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 2198

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP Commerce à distance	RNCP35003	Gestionnaire de paie	8502	7557	4000	7557	NON CONFORME
CPNEFP Commerce à distance	RNCP36365	Technicien de culture végétale	8502	7860	4000	7860	NON CONFORME
CPNEFP Commerce à distance	RNCP36373	Manager développement et performance commerciale	8696	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEFP Commerce à distance	RNCP36297	Expert en transformation des systèmes d'information et du numérique	8696	7901	4000	7901	NON CONFORME
CPNEFP Commerce à distance	RNCP36725	Manager marketing et communication	8696	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEFP Commerce à distance	RNCP36296	Expert en architectures systèmes-réseaux et en sécurité informatique	8696	7901	4000	7901	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP Commerce à distance	RNCP36610	Responsable du développement commercial	7923	7663	4000	7663	NON CONFORME
CPNEFP Commerce à distance	RNCP36372	Project Management Officer	8696	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEFP Commerce à distance	RNCP36723	Consultant en stratégie d'entreprise	8696	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEFP Commerce à distance	RNCP36469	Expert en ingénierie du développement et en architecture logicielle	8696	7901	4000	7901	NON CONFORME
CPNEFP Commerce à distance	RNCP36609	Responsable Marketing et Communication	7923	7663	4000	7663	NON CONFORME
CPNEFP Commerce à distance	RNCP759	Commerce	8594	5600	4000	5600	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-105

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

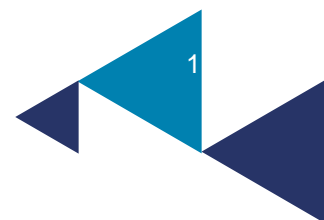
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche des commerces et services de l'audiovisuel, de l'électronique et de l'équipement ménager a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche des commerces et services de l'audiovisuel, de l'électronique et de l'équipement ménager, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEFP des commerces et services de l'audiovisuel, de l'électronique et de l'équipement ménager dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



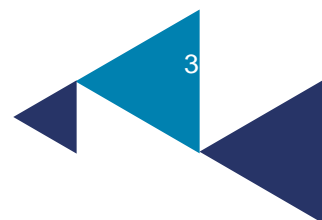
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche des commerces et services de l'audiovisuel, de l'électronique et de l'équipement ménager

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEFP des commerces et services de l'audiovisuel, de l'électronique et de l'équipement ménager pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 1686

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP des commerces et services de l'audiovisuel, de l'électronique et de l'équipement ménager	RNCP37208	Assistant administratif commercial et comptable	8620	8594	4000	8601	NON CONFORME
CPNEFP des commerces et services de l'audiovisuel, de l'électronique et de l'équipement ménager	RNCP36837	Bureautique et multimédia (fiche nationale)	8730	8502	4000	8502	NON CONFORME
CPNEFP des commerces et services de l'audiovisuel, de l'électronique et de l'équipement ménager	RNCP36496	Collaborateur paie	8730	8502	4000	8550	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP des commerces et services de l'audiovisuel, de l'électronique et de l'équipement ménager	RNCP36925	Secrétaire juridique	8620	8594	4000	8594	NON CONFORME
CPNEFP des commerces et services de l'audiovisuel, de l'électronique et de l'équipement ménager	RNCP35003	Gestionnaire de paie	8730	7557	4000	7557	NON CONFORME
CPNEFP des commerces et services de l'audiovisuel, de l'électronique et de l'équipement ménager	RNCP36365	Technicien de culture végétale	8730	7860	4000	7860	NON CONFORME
CPNEFP des commerces et services de l'audiovisuel, de l'électronique et de l'équipement ménager	RNCP34543	Décorateur-conseiller en design d'espace	8730	8502	4000	8673	NON CONFORME
CPNEFP des commerces et services de l'audiovisuel, de l'électronique et de l'équipement ménager	RNCP36087	Modéliste	8730	8502	4000	8673	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP des commerces et services de l'audiovisuel, de l'électronique et de l'équipement ménager	RNCP36434	Secrétaire comptable	8620	8594	4000	8601	NON CONFORME
CPNEFP des commerces et services de l'audiovisuel, de l'électronique et de l'équipement ménager	RNCP36649	Attaché Commercial Vins et Spiritueux	8730	8000	4000	8502	NON CONFORME
CPNEFP des commerces et services de l'audiovisuel, de l'électronique et de l'équipement ménager	RNCP36442	Décorateur d'espaces intérieurs	8730	8502	4000	8673	NON CONFORME
CPNEFP des commerces et services de l'audiovisuel, de l'électronique et de l'équipement ménager	RNCP36406	Responsable d'unité de transport et de logistique	8730	8502	4000	8719	NON CONFORME
CPNEFP des commerces et services de l'audiovisuel, de l'électronique et de l'équipement ménager	RNCP36373	Manager développement et performance commerciale	8696	6652	4000	6652	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP des commerces et services de l'audiovisuel, de l'électronique et de l'équipement ménager	RNCP36297	Expert en transformation des systèmes d'information et du numérique	8696	7901	4000	7901	NON CONFORME
CPNEFP des commerces et services de l'audiovisuel, de l'électronique et de l'équipement ménager	RNCP36725	Manager marketing et communication	8696	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEFP des commerces et services de l'audiovisuel, de l'électronique et de l'équipement ménager	RNCP36296	Expert en architectures systèmes-réseaux et en sécurité informatique	8696	7901	4000	7901	NON CONFORME
CPNEFP des commerces et services de l'audiovisuel, de l'électronique et de l'équipement ménager	RNCP36610	Responsable du développement commercial	7923	7663	4000	7663	NON CONFORME
CPNEFP des commerces et services de l'audiovisuel, de l'électronique et de l'équipement ménager	RNCP36372	Project Management Officer	8696	6652	4000	6652	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP des commerces et services de l'audiovisuel, de l'électronique et de l'équipement ménager	RNCP36723	Consultant en stratégie d'entreprise	8696	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEFP des commerces et services de l'audiovisuel, de l'électronique et de l'équipement ménager	RNCP36469	Expert en ingénierie du développement et en architecture logicielle	8696	7901	4000	7901	NON CONFORME
CPNEFP des commerces et services de l'audiovisuel, de l'électronique et de l'équipement ménager	RNCP36609	Responsable Marketing et Communication	7923	7663	4000	7663	NON CONFORME
CPNEFP des commerces et services de l'audiovisuel, de l'électronique et de l'équipement ménager	RNCP14695	Gestion-Administration	8620	8594	4000	8594	NON CONFORME
CPNEFP des commerces et services de l'audiovisuel, de l'électronique et de l'équipement ménager	RNCP759	Commerce	8620	5600	4000	5600	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-106

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

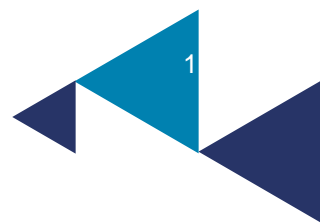
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche des grands magasins/ magasins populaires a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche des grands magasins/ magasins populaires, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEFP Grands Magasins/ Magasins Populaires dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



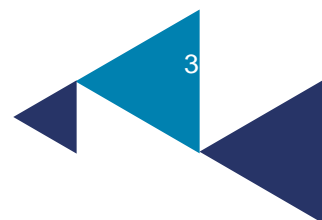
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche des grands magasins/ magasins populaires

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEFP Grands Magasins/ Magasins Populaires pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 2156

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP Grands Magasins/ Magasins Populaires	RNCP35003	Gestionnaire de paie	8502	7557	4000	7557	NON CONFORME
CPNEFP Grands Magasins/ Magasins Populaires	RNCP36373	Manager développement et performance commerciale	8696	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEFP Grands Magasins/ Magasins Populaires	RNCP36297	Expert en transformation des systèmes d'information et du numérique	8696	7901	4000	7901	NON CONFORME
CPNEFP Grands Magasins/ Magasins Populaires	RNCP36725	Manager marketing et communication	8696	6652	4000	6652	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP Grands Magasins/ Magasins Populaires	RNCP36296	Expert en architectures systèmes-réseaux et en sécurité informatique	8696	7901	4000	7901	NON CONFORME
CPNEFP Grands Magasins/ Magasins Populaires	RNCP36610	Responsable du développement commercial	7923	7663	4000	7663	NON CONFORME
CPNEFP Grands Magasins/ Magasins Populaires	RNCP36372	Project Management Officer	8696	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEFP Grands Magasins/ Magasins Populaires	RNCP36723	Consultant en stratégie d'entreprise	8696	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEFP Grands Magasins/ Magasins Populaires	RNCP36469	Expert en ingénierie du développement et en architecture logicielle	8696	7901	4000	7901	NON CONFORME
CPNEFP Grands Magasins/ Magasins Populaires	RNCP36609	Responsable Marketing et Communication	7923	7663	4000	7663	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP Grands Magasins/ Magasins Populaires	RNCP759	Commerce	8594	5600	4000	5600	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-107

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

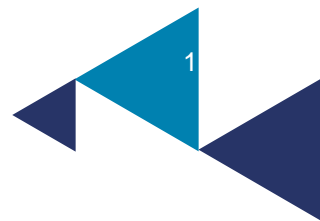
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche des professions de la photographie a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche des professions de la photographie, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEFP Professions de la Photographie dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023



**FRANCE
compétences**

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche des professions de la photographie

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEFP Professions de la Photographie pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 3168

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP Professions de la Photographie	RNCP36646	Diplôme d'Université responsable en logistique et transports	8255	7923	4000	8134	NON CONFORME
CPNEFP Professions de la Photographie	RNCP37061	Manager financier international	8813	8696	4000	8775	NON CONFORME
CPNEFP Professions de la Photographie	RNCP37249	Conduire les Transitions	8255	7923	4000	8115	NON CONFORME
CPNEFP Professions de la Photographie	RNCP19182	Manager de domaines viticoles (MS)	8813	8560	4000	8696	NON CONFORME
CPNEFP Professions de la Photographie	RNCP36926	Concepteur développeur full stack	8255	7923	4000	8136	NON CONFORME
CPNEFP Professions de la Photographie	RNCP36113	Droit international et droit européen (fiche nationale)	8813	8696	4000	8775	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP Professions de la Photographie	RNCP36732	Manager de l'information numérique	8813	8696	4000	8804	NON CONFORME
CPNEFP Professions de la Photographie	RNCP36756	Administration et échanges internationaux (fiche nationale)	8255	7923	4000	8225	NON CONFORME
CPNEFP Professions de la Photographie	RNCP36758	Economie et pilotage des entreprises (fiche nationale)	8813	8696	4000	8806	NON CONFORME
CPNEFP Professions de la Photographie	RNCP36761	Droit de l'environnement (fiche nationale)	8813	8696	4000	8775	NON CONFORME
CPNEFP Professions de la Photographie	RNCP36963	Sciences des systèmes communicants (fiche nationale)	8255	7923	4000	8225	NON CONFORME
CPNEFP Professions de la Photographie	RNCP37005	Manager commerce retail	8255	7923	4000	8164	NON CONFORME
CPNEFP Professions de la Photographie	RNCP37025	Sciences de la transition écologique et sociétale	8255	7923	4000	8125	NON CONFORME
CPNEFP Professions de la Photographie	RNCP36193	Sciences et Ingénierie - Concepteur Developpeur Programmation Globale	8255	7923	4000	8134	NON CONFORME
CPNEFP Professions de la Photographie	RNCP35003	Gestionnaire de paie	8502	7557	4000	7557	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP Professions de la Photographie	RNCP35660	Chef de projet en ingénierie documentaire	8813	8696	4000	8696	NON CONFORME
CPNEFP Professions de la Photographie	RNCP36588	Juriste d'entreprise	8813	8696	4000	8764	NON CONFORME
CPNEFP Professions de la Photographie	RNCP34630	Chargé de Développement Commercial Franco-Allemand	8255	7923	4000	8134	NON CONFORME
CPNEFP Professions de la Photographie	RNCP36353	Sciences et Ingénierie - Environnement et développement durable	8255	7800	4000	7956	NON CONFORME
CPNEFP Professions de la Photographie	RNCP36046	Délégué à la protection des données (DPO)	8813	8752	4000	8775	NON CONFORME
CPNEFP Professions de la Photographie	RNCP32062	Conseiller(e) en formation (DU)	8255	7923	4000	8164	NON CONFORME
CPNEFP Professions de la Photographie	RNCP36561	Diplôme de Responsable d'Unité d'Affaires	8255	7923	4000	8164	NON CONFORME
CPNEFP Professions de la Photographie	RNCP36461	Directeur d'unité opérationnelle	8813	8696	4000	8804	NON CONFORME
CPNEFP Professions de la Photographie	RNCP36300	Manager d'opération complexe en entreprise générale (MS)	8813	8696	4000	8736	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP Professions de la Photographie	RNCP36645	Responsable de dispositifs de formation	8255	7923	4000	8222	NON CONFORME
CPNEFP Professions de la Photographie	RNCP30417	Manager marketing data et commerce électronique (MS)	8813	8696	4000	8804	NON CONFORME
CPNEFP Professions de la Photographie	RNCP36373	Manager développement et performance commerciale	8813	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEFP Professions de la Photographie	RNCP36297	Expert en transformation des systèmes d'information et du numérique	8813	7901	4000	7901	NON CONFORME
CPNEFP Professions de la Photographie	RNCP36725	Manager marketing et communication	8813	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEFP Professions de la Photographie	RNCP36296	Expert en architectures systèmes-réseaux et en sécurité informatique	8813	7901	4000	7901	NON CONFORME
CPNEFP Professions de la Photographie	RNCP36610	Responsable du développement commercial	8255	7663	4000	7663	NON CONFORME
CPNEFP Professions de la Photographie	RNCP36372	Project Management Officer	8813	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEFP Professions de la Photographie	RNCP36723	Consultant en stratégie d'entreprise	8813	6652	4000	6652	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP Professions de la Photographie	RNCP36469	Expert en ingénierie du développement et en architecture logicielle	8813	7901	4000	7901	NON CONFORME
CPNEFP Professions de la Photographie	RNCP36609	Responsable Marketing et Communication	8255	7663	4000	7663	NON CONFORME
CPNEFP Professions de la Photographie	RNCP759	Commerce	8594	5600	4000	5600	NON CONFORME
CPNEFP Professions de la Photographie	RNCP37271	Chargé d'affaires publiques ou de lobbying	8813	8696	4000	8736	NON CONFORME
CPNEFP Professions de la Photographie	RNCP37286	Conseiller multi-canal de clientèle particuliers en banque assurance	8255	7923	4000	8148	NON CONFORME
CPNEFP Professions de la Photographie	RNCP37289	Juriste manager des affaires (MS)	8813	8696	4000	8752	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-108

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

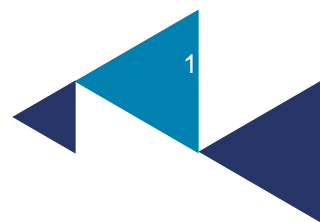
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche commerce succursaliste de la chaussure a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche commerce succursaliste de la chaussure, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEFP Commerce succursaliste de la Chaussure dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



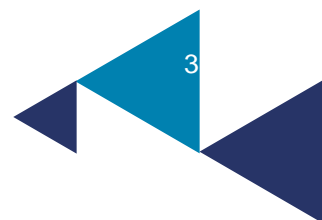
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche commerce succursaliste de la chaussure

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEFP Commerce succursaliste de la Chaussure pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 468

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP Commerce succursaliste de la Chaussure	RNCP35003	Gestionnaire de paie	8502	7557	4000	7557	NON CONFORME
CPNEFP Commerce succursaliste de la Chaussure	RNCP36373	Manager développement et performance commerciale	8696	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEFP Commerce succursaliste de la Chaussure	RNCP36297	Expert en transformation des systèmes d'information et du numérique	8696	7901	4000	7901	NON CONFORME
CPNEFP Commerce succursaliste de la Chaussure	RNCP36725	Manager marketing et communication	8696	6652	4000	6652	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP Commerce succursaliste de la Chaussure	RNCP36296	Expert en architectures systèmes-réseaux et en sécurité informatique	8696	7901	4000	7901	NON CONFORME
CPNEFP Commerce succursaliste de la Chaussure	RNCP36610	Responsable du développement commercial	7923	7663	4000	7663	NON CONFORME
CPNEFP Commerce succursaliste de la Chaussure	RNCP36372	Project Management Officer	8696	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEFP Commerce succursaliste de la Chaussure	RNCP36723	Consultant en stratégie d'entreprise	8696	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEFP Commerce succursaliste de la Chaussure	RNCP36469	Expert en ingénierie du développement et en architecture logicielle	8696	7901	4000	7901	NON CONFORME
CPNEFP Commerce succursaliste de la Chaussure	RNCP36609	Responsable Marketing et Communication	7923	7663	4000	7663	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP Commerce succursaliste de la Chaussure	RNCP759	Commerce	8594	5600	4000	5600	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-109

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche commerce de détail de l'horlogerie bijouterie a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche commerce de détail de l'horlogerie bijouterie, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE FP Commerce de Détail de l'Horlogerie Bijouterie dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023



**FRANCE
compétences**

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche commerce de détail de l'horlogerie bijouterie

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE FP Commerce de Détail de l'Horlogerie Bijouterie pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 1487

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE FP Commerce de Détail de l'Horlogerie Bijouterie	RNCP37249	Conduire les Transitions	8134	7923	4000	8115	NON CONFORME
CPNE FP Commerce de Détail de l'Horlogerie Bijouterie	RNCP37025	Sciences de la transition écologique et sociétale	8134	7923	4000	8125	NON CONFORME
CPNE FP Commerce de Détail de l'Horlogerie Bijouterie	RNCP35003	Gestionnaire de paie	8502	7557	4000	7557	NON CONFORME
CPNE FP Commerce de Détail de l'Horlogerie Bijouterie	RNCP36517	Agent de sécurité en sûreté	7852	7655	4000	7803	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE FP Commerce de Détail de l'Horlogerie Bijouterie	RNCP36353	Sciences et Ingénierie - Environnement et développement durable	8134	7800	4000	7956	NON CONFORME
CPNE FP Commerce de Détail de l'Horlogerie Bijouterie	RNCP36336	Art et techniques de la bijouterie-joaillerie options bijouterie-joaillerie, bijouterie sertissage et polissage finition	12000	7655	4000	9256	NON CONFORME
CPNE FP Commerce de Détail de l'Horlogerie Bijouterie	RNCP36373	Manager développement et performance commerciale	8696	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNE FP Commerce de Détail de l'Horlogerie Bijouterie	RNCP36297	Expert en transformation des systèmes d'information et du numérique	8696	7901	4000	7901	NON CONFORME
CPNE FP Commerce de Détail de l'Horlogerie Bijouterie	RNCP36725	Manager marketing et communication	8696	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNE FP Commerce de Détail de l'Horlogerie Bijouterie	RNCP36296	Expert en architectures systèmes-réseaux et en sécurité informatique	8696	7901	4000	7901	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE FP Commerce de Détail de l'Horlogerie Bijouterie	RNCP36610	Responsable du développement commercial	8134	7663	4000	7663	NON CONFORME
CPNE FP Commerce de Détail de l'Horlogerie Bijouterie	RNCP36372	Project Management Officer	8696	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNE FP Commerce de Détail de l'Horlogerie Bijouterie	RNCP36723	Consultant en stratégie d'entreprise	8696	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNE FP Commerce de Détail de l'Horlogerie Bijouterie	RNCP36469	Expert en ingénierie du développement et en architecture logicielle	8696	7901	4000	7901	NON CONFORME
CPNE FP Commerce de Détail de l'Horlogerie Bijouterie	RNCP36609	Responsable Marketing et Communication	8134	7663	4000	7663	NON CONFORME
CPNE FP Commerce de Détail de l'Horlogerie Bijouterie	RNCP759	Commerce	8594	5600	4000	5600	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-110

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

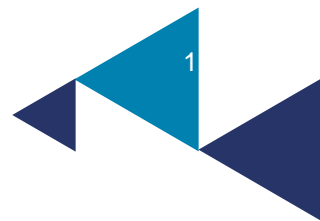
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet (anciennement bonneterie) a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet (anciennement bonneterie), telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



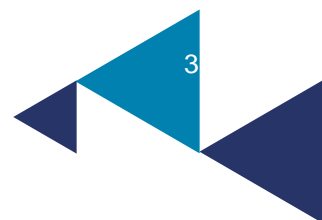
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet (anciennement bonneterie)

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 500

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP36646	Diplôme d'Université responsable en logistique et transports	8400	7923	4000	8134	NON CONFORME
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP37208	Assistant administratif commercial et comptable	9000	8594	4000	8601	NON CONFORME
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP37213	Commercialisation éco-responsable	9000	8594	4000	8626	NON CONFORME
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP37209	Assistant communication digitale	9000	8594	4000	8645	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP37211	Assistant en Développement Numérique	9000	8594	4000	8759	NON CONFORME
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP37212	Assistant intégrateur web	9000	8594	4000	8759	NON CONFORME
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP37214	Création d'activités et entrepreneuriat en petite et moyenne entreprise	9000	8594	4000	8620	NON CONFORME
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP37215	Développement et exploitation de parcs informatiques	9000	8594	4000	8759	NON CONFORME
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP37092	Attaché commercial	9100	8502	4000	8739	NON CONFORME
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP36837	Bureautique et multimédia (fiche nationale)	9100	8502	4000	8502	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP37249	Conduire les Transitions	8400	7923	4000	8115	NON CONFORME
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP37076	Décorateur conseil d'intérieur	9100	8502	4000	8730	NON CONFORME
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP36496	Collaborateur paie	9100	8502	4000	8550	NON CONFORME
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP36925	Secrétaire juridique	9000	8594	4000	8594	NON CONFORME
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP36163	Administrateur réseau NetOps	8400	7923	4000	8328	NON CONFORME
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP36926	Concepteur développeur full stack	8400	7923	4000	8136	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP36756	Administration et échanges internationaux (fiche nationale)	8400	7923	4000	8225	NON CONFORME
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP36963	Sciences des systèmes communicants (fiche nationale)	8400	7923	4000	8225	NON CONFORME
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP36144	Conseiller de clientèle en assurances et produits financiers	8400	7923	4000	8262	NON CONFORME
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP37005	Manager commerce retail	8400	7923	4000	8164	NON CONFORME
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP36521	Assistant de direction	9100	8502	4000	8730	NON CONFORME
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP36522	Comptable	9100	8502	4000	8730	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP37025	Sciences de la transition écologique et sociétale	8400	7923	4000	8125	NON CONFORME
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP36193	Sciences et Ingénierie - Concepteur Developpeur Programmation Globale	8400	7923	4000	8134	NON CONFORME
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP35003	Gestionnaire de paie	9100	7557	4000	7557	NON CONFORME
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP36989	Coordonnateur en prévention des risques	9100	8502	4000	8730	NON CONFORME
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP34630	Chargé de Développement Commercial Franco-Allemand	8400	7923	4000	8134	NON CONFORME
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP34543	Décorateur-conseiller en design d'espace	9100	8502	4000	8673	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP36517	Agent de sécurité en sûreté	8000	7655	4000	7803	NON CONFORME
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP36353	Sciences et Ingénierie - Environnement et développement durable	8400	7800	4000	7956	NON CONFORME
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP32062	Conseiller(e) en formation (DU)	8400	7923	4000	8164	NON CONFORME
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP37130	Management et nouvelles technologies	8400	7923	4000	8328	NON CONFORME
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP36087	Modéliste	9100	8502	4000	8673	NON CONFORME
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP36215	Responsable de formation (DURF)	8400	7923	4000	8255	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP36562	Diplôme d'études supérieures en commerce et en entrepreneuriat	8400	7923	4000	8298	NON CONFORME
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP36561	Diplôme de Responsable d'Unité d'Affaires	8400	7923	4000	8164	NON CONFORME
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP36434	Secrétaire comptable	9000	8594	4000	8601	NON CONFORME
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP36471	Styliste designer mode	8400	7923	4000	8042	NON CONFORME
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP36440	Technicien d'assistance en informatique	9000	8594	4000	8759	NON CONFORME
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP36523	Assistant de gestion	9100	8502	4000	8730	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP5821	Assistant juridique	9100	8502	4000	8730	NON CONFORME
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP6069	Styliste Modéliste créateur de mode	9100	8502	4000	8730	NON CONFORME
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP36408	Chargé de gestion technique des bâtiments tertiaires et industriels	9100	8502	4000	8823	NON CONFORME
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP36581	Développeur en Intelligence Artificielle et Data Science	8400	7945	4000	8255	NON CONFORME
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP36645	Responsable de dispositifs de formation	8400	7923	4000	8222	NON CONFORME
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP36322	Digital et business international	8400	7923	4000	8328	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP36442	Décorateur d'espaces intérieurs	9100	8502	4000	8673	NON CONFORME
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP36309	Technicien de maintenance des ascenseurs	9000	8607	4000	8905	NON CONFORME
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP36406	Responsable d'unité de transport et de logistique	9100	8502	4000	8719	NON CONFORME
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP31966	Chargé de développement stratégique	8400	7923	4000	8255	NON CONFORME
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP36373	Manager développement et performance commerciale	8600	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP36297	Expert en transformation des systèmes d'information et du numérique	8600	7901	4000	7901	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP36725	Manager marketing et communication	8600	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP36296	Expert en architectures systèmes-réseaux et en sécurité informatique	8600	7901	4000	7901	NON CONFORME
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP36610	Responsable du développement commercial	8400	7663	4000	7663	NON CONFORME
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP36372	Project Management Officer	8600	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP36723	Consultant en stratégie d'entreprise	8600	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP36469	Expert en ingénierie du développement et en architecture logicielle	8600	7901	4000	7901	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP36609	Responsable Marketing et Communication	8400	7663	4000	7663	NON CONFORME
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP36591	Chargé de clientèle particuliers et professionnels en banque et assurance	8400	7967	4000	8264	NON CONFORME
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP14695	Gestion-Administration	9000	8594	4000	8594	NON CONFORME
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP759	Commerce	9000	5600	4000	5600	NON CONFORME
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP861	Vente prospection - négociation - suivi de clientèle	9000	8594	4000	8620	NON CONFORME
CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet	RNCP37286	Conseiller multi-canal de clientèle particuliers en banque assurance	8400	7923	4000	8148	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-111

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

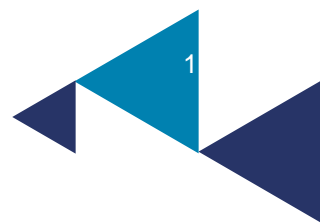
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche du négoce de l'ameublement a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche du négoce de l'ameublement, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEFP du Négocio de l'ameublement dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**FRANCE
compétences**

Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK

Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche du négoce de l'ameublement

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEFP du Négoce de l'ameublement pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 1880

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP du Négoce de l'ameublement	RNCP37208	Assistant administratif commercial et comptable	8620	8594	4000	8601	NON CONFORME
CPNEFP du Négoce de l'ameublement	RNCP36837	Bureautique et multimédia (fiche nationale)	8730	8502	4000	8502	NON CONFORME
CPNEFP du Négoce de l'ameublement	RNCP36496	Collaborateur paie	8730	8502	4000	8550	NON CONFORME
CPNEFP du Négoce de l'ameublement	RNCP36925	Secrétaire juridique	8620	8594	4000	8594	NON CONFORME
CPNEFP du Négoce de l'ameublement	RNCP35003	Gestionnaire de paie	8730	7557	4000	7557	NON CONFORME
CPNEFP du Négoce de l'ameublement	RNCP36365	Technicien de culture végétale	8730	7860	4000	7860	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP du Négoc de l'ameublement	RNCP34543	Décorateur-conseiller en design d'espace	8730	8502	4000	8673	NON CONFORME
CPNEFP du Négoc de l'ameublement	RNCP36087	Modéliste	8730	8502	4000	8673	NON CONFORME
CPNEFP du Négoc de l'ameublement	RNCP36434	Secrétaire comptable	8620	8594	4000	8601	NON CONFORME
CPNEFP du Négoc de l'ameublement	RNCP36649	Attaché Commercial Vins et Spiritueux	8730	8000	4000	8502	NON CONFORME
CPNEFP du Négoc de l'ameublement	RNCP36442	Décorateur d'espaces intérieurs	8730	8502	4000	8673	NON CONFORME
CPNEFP du Négoc de l'ameublement	RNCP36406	Responsable d'unité de transport et de logistique	8730	8502	4000	8719	NON CONFORME
CPNEFP du Négoc de l'ameublement	RNCP36373	Manager développement et performance commerciale	8696	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEFP du Négoc de l'ameublement	RNCP36297	Expert en transformation des systèmes d'information et du numérique	8696	7901	4000	7901	NON CONFORME
CPNEFP du Négoc de l'ameublement	RNCP36725	Manager marketing et communication	8696	6652	4000	6652	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP du Négocier de l'ameublement	RNCP36296	Expert en architectures systèmes-réseaux et en sécurité informatique	8696	7901	4000	7901	NON CONFORME
CPNEFP du Négocier de l'ameublement	RNCP36610	Responsable du développement commercial	7923	7663	4000	7663	NON CONFORME
CPNEFP du Négocier de l'ameublement	RNCP36372	Project Management Officer	8696	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEFP du Négocier de l'ameublement	RNCP36723	Consultant en stratégie d'entreprise	8696	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEFP du Négocier de l'ameublement	RNCP36469	Expert en ingénierie du développement et en architecture logicielle	8696	7901	4000	7901	NON CONFORME
CPNEFP du Négocier de l'ameublement	RNCP36609	Responsable Marketing et Communication	7923	7663	4000	7663	NON CONFORME
CPNEFP du Négocier de l'ameublement	RNCP14695	Gestion-Administration	8620	8594	4000	8594	NON CONFORME
CPNEFP du Négocier de l'ameublement	RNCP759	Commerce	8620	5600	4000	5600	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-112

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

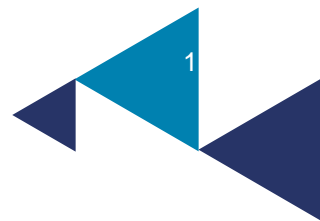
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche import-export a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche import-export, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEFP Import-Export dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



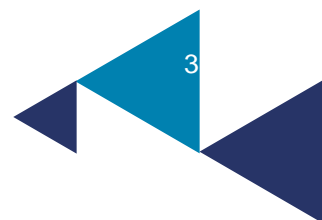
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche import-export

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEFP Import-Export pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 43

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP Import-Export	RNCP17849	Ingénieur diplômé de l'École supérieure d'ingénieurs des travaux de la construction de Metz	8696	6800	4000	6800	NON CONFORME
CPNEFP Import-Export	RNCP36373	Manager développement et performance commerciale	8696	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEFP Import-Export	RNCP36725	Manager marketing et communication	8696	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEFP Import-Export	RNCP36610	Responsable du développement commercial	7923	7663	4000	7663	NON CONFORME
CPNEFP Import-Export	RNCP36372	Project Management Officer	8696	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEFP Import-Export	RNCP36469	Expert en ingénierie du développement et en architecture logicielle	8696	7901	4000	7901	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP Import-Export	RNCP36609	Responsable Marketing et Communication	7923	7663	4000	7663	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-113

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

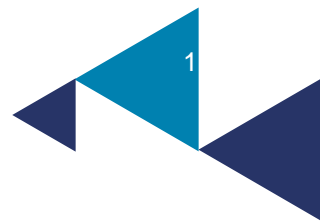
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche des jardineries et graineteries a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche des jardineries et graineteries, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEFP des jardineries et graineteries dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



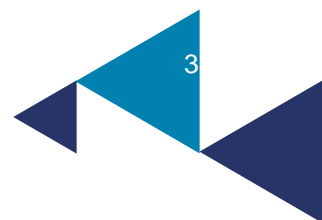
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche des jardineries et graineteries

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEFP des jardineries et graineteries pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 1760

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP des jardineries et graineteries	RNCP35003	Gestionnaire de paie	8502	7557	4000	7557	NON CONFORME
CPNEFP des jardineries et graineteries	RNCP36365	Technicien de culture végétale	8502	7860	4000	7860	NON CONFORME
CPNEFP des jardineries et graineteries	RNCP36373	Manager développement et performance commerciale	8696	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEFP des jardineries et graineteries	RNCP36297	Expert en transformation des systèmes d'information et du numérique	8696	7901	4000	7901	NON CONFORME
CPNEFP des jardineries et graineteries	RNCP36725	Manager marketing et communication	8696	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEFP des jardineries et graineteries	RNCP36296	Expert en architectures systèmes-réseaux et en sécurité informatique	8696	7901	4000	7901	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEFP des jardineries et graineries	RNCP36610	Responsable du développement commercial	7923	7663	4000	7663	NON CONFORME
CPNEFP des jardineries et graineries	RNCP36372	Project Management Officer	8696	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEFP des jardineries et graineries	RNCP36723	Consultant en stratégie d'entreprise	8696	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNEFP des jardineries et graineries	RNCP36469	Expert en ingénierie du développement et en architecture logicielle	8696	7901	4000	7901	NON CONFORME
CPNEFP des jardineries et graineries	RNCP36609	Responsable Marketing et Communication	7923	7663	4000	7663	NON CONFORME
CPNEFP des jardineries et graineries	RNCP759	Commerce	8594	5600	4000	5600	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-114

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

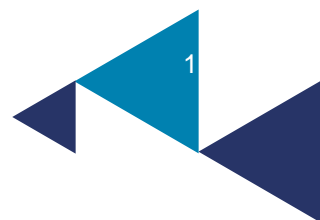
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche du personnel navigant technique des exploitants d'hélicoptères a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche du personnel navigant technique des exploitants d'hélicoptères, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE Personnel navigant technique des exploitants d'hélicoptères dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**FRANCE
compétences**

Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche du personnel navigant technique des exploitants d'hélicoptères

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE Personnel navigant technique des exploitants d'hélicoptères pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 1944

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE Personnel navigant technique des exploitants d'hélicoptères	RNCP36647	Manager en gestion globale des risques	13123	8935	4000	9349	NON CONFORME
CPNE Personnel navigant technique des exploitants d'hélicoptères	RNCP36633	Manager qualité hygiène sécurité environnement	15412	8932	4000	10060	NON CONFORME
CPNE Personnel navigant technique des exploitants d'hélicoptères	RNCP36674	Ingénieur diplômé du Conservatoire national des arts et métiers, spécialité informatique et systèmes d'information	13084	9450	4000	10700	NON CONFORME
CPNE Personnel navigant technique des exploitants d'hélicoptères	RNCP36505	Chargé de développement des ressources humaines	12164	8700	4000	9969	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE Personnel navigant technique des exploitants d'hélicoptères	RNCP36756	Administration et échanges internationaux (fiche nationale)	12164	7923	4000	8225	NON CONFORME
CPNE Personnel navigant technique des exploitants d'hélicoptères	RNCP36762	Génie Urbain (fiche nationale)	14049	9400	4000	9975	NON CONFORME
CPNE Personnel navigant technique des exploitants d'hélicoptères	RNCP36851	Manager qualité sécurité environnement	15412	9000	4000	10060	NON CONFORME
CPNE Personnel navigant technique des exploitants d'hélicoptères	RNCP37011	Manager du développement durable	14273	8648	4000	8851	NON CONFORME
CPNE Personnel navigant technique des exploitants d'hélicoptères	RNCP36795	Travaux mécanisés de génie écologique	10501	5360	4000	6177	NON CONFORME
CPNE Personnel navigant technique des exploitants d'hélicoptères	RNCP37029	Diplôme d'ingénieur diplômé du Conservatoire national des arts et métiers spécialité génie électrique	15412	10888	4000	12853	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE Personnel navigant technique des exploitants d'hélicoptères	RNCP36811	Ingénieur diplômé du Conservatoire national des arts et métiers spécialité énergétique	15540	10115	4000	10115	NON CONFORME
CPNE Personnel navigant technique des exploitants d'hélicoptères	RNCP36261	Ingénieur diplômé du Conservatoire National des Arts et Métiers, spécialité Informatique	13084	9000	4000	9800	NON CONFORME
CPNE Personnel navigant technique des exploitants d'hélicoptères	RNCP37117	Ingénieur diplômé de l'école polytechnique universitaire de l'université Côte d'Azur, spécialité informatique	13084	9000	4000	10000	NON CONFORME
CPNE Personnel navigant technique des exploitants d'hélicoptères	RNCP36353	Sciences et Ingénierie - Environnement et développement durable	13603	7800	4000	7956	NON CONFORME
CPNE Personnel navigant technique des exploitants d'hélicoptères	RNCP36072	Expert en Cybersécurité (MS)	13084	9000	4000	9800	NON CONFORME
CPNE Personnel navigant technique des exploitants d'hélicoptères	RNCP36211	Expert en gestion d'actifs mobiliers et immobiliers (MS)	14273	9005	4000	10500	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE Personnel navigant technique des exploitants d'hélicoptères	RNCP36413	Ingénieur diplômé de l'Institut Polytechnique UniLaSalle, spécialité agroalimentaire et santé	15540	8830	4000	11000	NON CONFORME
CPNE Personnel navigant technique des exploitants d'hélicoptères	RNCP36115	Ingénieur diplômé de l'Ecole nationale supérieure Mines-Télécom Atlantique Bretagne Pays de la Loire de l'Institut Mines-Télécom, spécialité Informatique	13084	8813	4000	9800	NON CONFORME
CPNE Personnel navigant technique des exploitants d'hélicoptères	RNCP36567	Diplôme Programme Grande Ecole	14273	9800	4000	11956	NON CONFORME
CPNE Personnel navigant technique des exploitants d'hélicoptères	RNCP36315	Ingénieur diplômé du Conservatoire national des arts et métiers, spécialité génie industriel	15412	9580	4000	9580	NON CONFORME
CPNE Personnel navigant technique des exploitants d'hélicoptères	RNCP36556	Ingénieur diplômé de CY Tech de CY Cergy Paris Université Spécialité mathématiques appliquées	15459	9329	4000	10302	NON CONFORME
CPNE Personnel navigant technique des exploitants d'hélicoptères	RNCP36279	Manager de la responsabilité sociétale des entreprises et du développement durable	14273	8813	4000	9271	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE Personnel navigant technique des exploitants d'hélicoptères	RNCP36293	Responsable de projet marketing communication	12111	8400	4000	9794	NON CONFORME
CPNE Personnel navigant technique des exploitants d'hélicoptères	RNCP36518	Manager de la stratégie commerciale	14273	10038	4000	10284	NON CONFORME
CPNE Personnel navigant technique des exploitants d'hélicoptères	RNCP36492	Manager du développement international	14273	9005	4000	10230	NON CONFORME
CPNE Personnel navigant technique des exploitants d'hélicoptères	RNCP36992	Manager de la création et du design de marque	13084	9003	4000	9817	NON CONFORME
CPNE Personnel navigant technique des exploitants d'hélicoptères	RNCP36372	Project Management Officer	14273	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNE Personnel navigant technique des exploitants d'hélicoptères	RNCP36395	Responsable de développement commercial	12164	8330	4000	8400	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE Personnel navigant technique des exploitants d'hélicoptères	RNCP36148	Consultant en management de projets	14273	8800	4000	9327	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-115

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

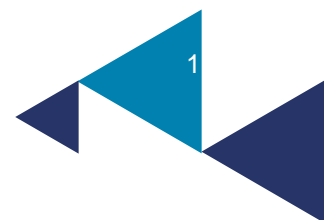
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche des MFR a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche des MFR, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE des MFR dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



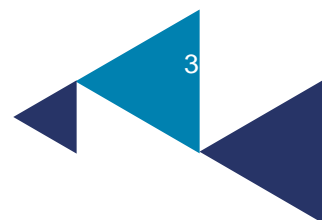
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche des MFR

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE des MFR pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 7508

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE des MFR	RNCP37110	Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité « éducateur sportif » mention « pêche de loisirs »	9920	8828	4000	9411	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-116

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

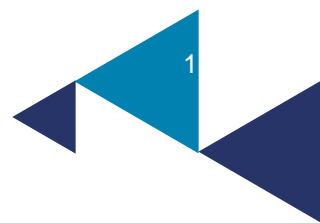
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche des centres immatriculés de conditionnement de commercialisation et de transformation des oeufs et des industries en produits d'oeufs a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche des centres immatriculés de conditionnement de commercialisation et de transformation des oeufs et des industries en produits d'oeufs, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE Transformation commerce œufs et produits d'œufs dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



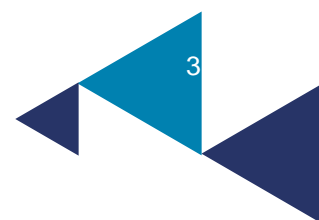
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche des centres immatriculés de conditionnement de commercialisation et de transformation des oeufs et des industries en produits d'oeufs

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE Transformation commerce œufs et produits d'œufs pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 2075

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE Transformation commerce œufs et produits d'œufs	RNCP37221	Pilote de lignes de production automatisées	20210	19500	4000	19500	NON CONFORME
CPNE Transformation commerce œufs et produits d'œufs	RNCP17506	Ingénieur diplômé de l'Ecole d'Ingénieurs de l'Université de Caen spécialité agroalimentaire	8935	8919	4000	8919	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-117

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

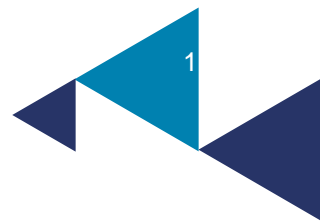
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche de l'habitat et logement accompagnés a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche de l'habitat et logement accompagnés, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNEF de l'HABITAT ET LOGEMENT ACCOMPAGNÉS dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



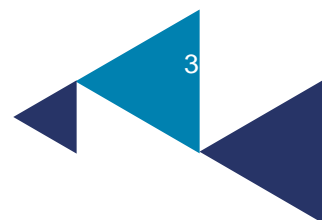
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche de l'habitat et logement accompagnés

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNEF de l'HABITAT ET LOGEMENT ACCOMPAGNÉS pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 1278, 2336

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNEF de l'HABITAT ET LOGEMENT ACCOMPAGNÉS	RNCP4911	Diplôme d'Etat supérieur de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport - spécialité "performance sportive" - Mentions : " 45 disciplines sportives" (cf. liste dans base légale)	10200	8467	4000	8467	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-118

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

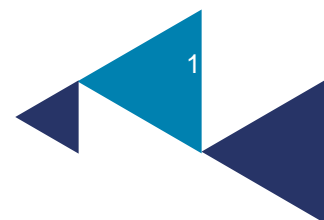
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche des ateliers chantiers d'insertion a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche des ateliers chantiers d'insertion, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE Ateliers et chantiers d'insertion dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



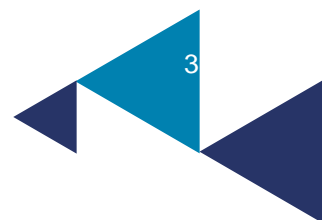
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche des ateliers chantiers d'insertion

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE Ateliers et chantiers d'insertion pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 3016

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE Ateliers et chantiers d'insertion	RNCP36505	Chargé de développement des ressources humaines	10116	8700	4000	9969	NON CONFORME
CPNE Ateliers et chantiers d'insertion	RNCP36782	Intervention sociale (fiche nationale)	7972	7760	4000	7936	NON CONFORME
CPNE Ateliers et chantiers d'insertion	RNCP36088	Responsable paie	10100	7923	4000	8700	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-119

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

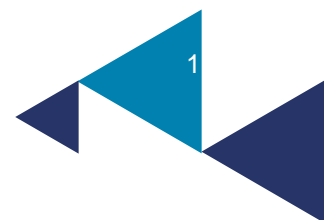
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche Banque Populaire a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche Banque Populaire, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE de la branche Banque Populaire dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023



**FRANCE
compétences**

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge

Recommandations de France compétences à la branche Banque Populaire

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE de la branche Banque Populaire pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 3210

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE de la branche Banque Populaire	RNCP36144	Conseiller de clientèle en assurances et produits financiers	9000	7923	4000	8262	NON CONFORME
CPNE de la branche Banque Populaire	RNCP34878	SUP'EST	9000	7923	4000	8900	NON CONFORME
CPNE de la branche Banque Populaire	RNCP36498	Expert conseil en gestion de patrimoine	9500	9200	4000	9430	NON CONFORME
CPNE de la branche Banque Populaire	RNCP36074	Expert conseil en gestion de patrimoine	9500	9200	4000	9430	NON CONFORME
CPNE de la branche Banque Populaire	RNCP36591	Chargé de clientèle particuliers et professionnels en banque et assurance	9500	7967	4000	8264	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 2023-05-120

25 mai 2023

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13, L. 6332-14 et D. 6332-79 à D. 6332-80,

Vu le décret n° 2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2020-1076 du 20 août 2020 modifiant le décret n° 2019-956 du 13 septembre 2019 fixant les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Vu le décret n° 2022-321 du 4 mars 2022 relatif à la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

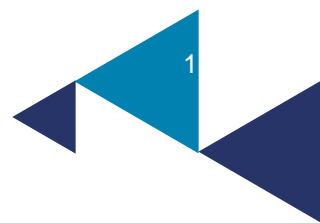
Après en avoir délibéré le 25 mai 2023,

Exposé des motifs

En février 2023, France compétences a invité les commissions paritaires nationales de l'emploi, ou à défaut les commissions paritaires des branches professionnelles, à transmettre à l'opérateur de compétence (OPCO) dont elles relèvent les niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage relatifs aux certifications relevant de leur périmètre et qui n'avaient jamais été fixés auparavant.

Les commissions paritaires ont été invitées à déterminer les niveaux de prise en charge comprenant les charges de gestion administrative et les charges de production mentionnées à l'article D. 6332-78 du code du travail. A ce titre, les éléments méthodologiques communiqués par France compétences lors du lancement de la procédure devaient être pris en compte par les commissions paritaires dans la détermination de leurs NPEC.

En vertu de l'article D. 6332-79 du même code, les commissions paritaires avaient jusqu'au 3 avril 2023 pour transmettre leurs NPEC, fondés sur les délibérations de leur commission paritaire et sur les notes méthodologiques à communiquer à France compétences.



Ainsi, l'OPCO de la branche de l'édition phonographique a transmis à France compétences, dans le délai imparti, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

France compétences a analysé les niveaux de prise en charge transmis par les branches professionnelles ainsi que les charges moyennes observées issues de la remontée des comptabilités analytiques des centres de formations d'apprentis sur l'exercice comptable 2021, afin d'émettre ses recommandations, conformément aux textes susmentionnés et aux objectifs qu'ils fixent s'agissant de la convergence des niveaux de prise en charge et de la soutenabilité du système de formation continue et d'apprentissage.

Décide

Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche de l'édition phonographique, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage préparant aux diplômes ou titres à finalité professionnelle concernés qui seront signés à compter de la date qui sera fixée par un arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et du budget, ainsi que les contrats mentionnés au I de l'article D. 6332-79 du code du travail conformément à l'article D. 6332-80 du même code.

Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE Edition phonographique dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



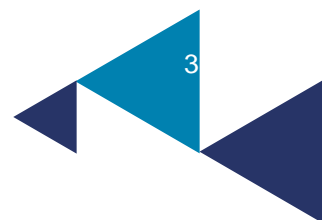
Fait à Courbevoie

Le 25 mai 2023

Pierre DEHEUNYNCK
Président du Conseil d'administration

Annexe :

Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge



Recommandations de France compétences à la branche de l'édition phonographique

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE Edition phonographique pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

IDCC concernés : 2770

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE Edition phonographique	RNCP36600	Technicien son	12511	11794	4000	11794	NON CONFORME
CPNE Edition phonographique	RNCP37207	Assistant Designer Graphique Multimédia	9794	8594	4000	9397	NON CONFORME
CPNE Edition phonographique	RNCP36678	Diplôme Supérieur en Management du Marketing Digital	9881	8794	4000	9802	NON CONFORME
CPNE Edition phonographique	RNCP36679	Diplôme Supérieur en Finance Internationale	10500	8696	4000	9005	NON CONFORME
CPNE Edition phonographique	RNCP36680	Diplôme Supérieur en logistique et gestion de la chaîne d'approvisionnement	10100	8696	4000	8899	NON CONFORME
CPNE Edition phonographique	RNCP36450	Chargé de recrutement	9869	7979	4000	8700	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE Edition phonographique	RNCP37057	Manager des projets et programmes (MS)	10100	8696	4000	9005	NON CONFORME
CPNE Edition phonographique	RNCP14588	Consultant en communication visuelle et image de marque	9794	8143	4000	8967	NON CONFORME
CPNE Edition phonographique	RNCP36192	Sciences et Ingénierie - Stratégie Digitale et Innovation	9480	7923	4000	8400	NON CONFORME
CPNE Edition phonographique	RNCP36864	Manager de la stratégie et de la transformation digitale (MS)	10747	8696	4000	9414	NON CONFORME
CPNE Edition phonographique	RNCP36554	Diplôme d'études supérieures en management international des entreprises (DESMIE)	9528	7945	4000	9000	NON CONFORME
CPNE Edition phonographique	RNCP35392	Science des données	10069	8909	4000	10052	NON CONFORME
CPNE Edition phonographique	RNCP36999	Manager du développement stratégique d'innovations technologiques responsables (MS)	10100	8696	4000	9325	NON CONFORME
CPNE Edition phonographique	RNCP36088	Responsable paie	9869	7923	4000	8700	NON CONFORME
CPNE Edition phonographique	RNCP35213	Graphiste multimédia	9794	7967	4000	9397	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE Edition phonographique	RNCP36980	Manager de la chaine logistique et achats (MS)	11060	8696	4000	9103	NON CONFORME
CPNE Edition phonographique	RNCP36522	Comptable	8736	8502	4000	8730	NON CONFORME
CPNE Edition phonographique	RNCP36541	Diplôme d'ingénieur de l'ECAM Rennes – Louis de Broglie spécialité Systèmes Numériques	9800	8788	4000	9051	NON CONFORME
CPNE Edition phonographique	RNCP36344	Ingénieur diplômé de l'Institut Supérieur d'Etudes Logistiques de l'Université du Havre Spécialité Mécanique et Production	10854	9070	4000	9070	NON CONFORME
CPNE Edition phonographique	RNCP35003	Gestionnaire de paie	8736	7557	4000	7557	NON CONFORME
CPNE Edition phonographique	RNCP36175	Designer	10854	8696	4000	9430	NON CONFORME
CPNE Edition phonographique	RNCP37124	Sciences et Ingénierie - Communication Globale et Design Digital	9480	7923	4000	8940	NON CONFORME
CPNE Edition phonographique	RNCP37130	Management et nouvelles technologies	8448	7923	4000	8328	NON CONFORME
CPNE Edition phonographique	RNCP36215	Responsable de formation (DURF)	8452	7923	4000	8255	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE Edition phonographique	RNCP36158	Manager de projets en stratégies digitales et data marketing (MS)	10500	8813	4000	10055	NON CONFORME
CPNE Edition phonographique	RNCP36213	Manager de la communication et du marketing international	9881	8696	4000	9241	NON CONFORME
CPNE Edition phonographique	RNCP36391	Manager des achats et la chaîne logistique - Supply chain (MS)	11060	8696	4000	9004	NON CONFORME
CPNE Edition phonographique	RNCP36361	Manager des ressources humaines (MS)	10068	8765	4000	9344	NON CONFORME
CPNE Edition phonographique	RNCP36081	Manager de la performance de la Supply-Chain (MS)	10854	8696	4000	9200	NON CONFORME
CPNE Edition phonographique	RNCP36418	Diplôme en Management et Gestion des Organisations	10100	8696	4000	9072	NON CONFORME
CPNE Edition phonographique	RNCP36576	Manager des activités du tourisme et des voyages	18794	12500	4000	13936	NON CONFORME
CPNE Edition phonographique	RNCP36322	Digital et business international	9010	7923	4000	8328	NON CONFORME
CPNE Edition phonographique	RNCP36383	Manager des ressources humaines	10068	8794	4000	10051	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE Edition phonographique	RNCP36218	Manager des organisations et processus logistiques	11060	8775	4000	9405	NON CONFORME
CPNE Edition phonographique	RNCP36637	Manager financier et contrôleur de gestion	10500	8775	4000	9476	NON CONFORME
CPNE Edition phonographique	RNCP36518	Manager de la stratégie commerciale	10946	10038	4000	10284	NON CONFORME
CPNE Edition phonographique	RNCP36991	Manager de la communication	9881	8722	4000	9576	NON CONFORME
CPNE Edition phonographique	RNCP36373	Manager développement et performance commerciale	10500	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNE Edition phonographique	RNCP36486	Manager supply chain-performance achat & responsabilité sociétale	10100	8696	4000	9327	NON CONFORME
CPNE Edition phonographique	RNCP36492	Manager du développement international	11239	9005	4000	10230	NON CONFORME
CPNE Edition phonographique	RNCP36725	Manager marketing et communication	10500	6652	4000	6652	NON CONFORME
CPNE Edition phonographique	RNCP36946	Livre	44583	9720	4000	12983	NON CONFORME

Nom de la commission paritaire	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	Niveau de prise en charge minimum toléré*	Niveau de prise en charge maximum toléré*	Conformité au regard du niveau recommandé
CPNE Edition phonographique	RNCP36945	Instrument	44583	12983	4000	12983	NON CONFORME
CPNE Edition phonographique	RNCP36610	Responsable du développement commercial	8717	7663	4000	7663	NON CONFORME
CPNE Edition phonographique	RNCP36395	Responsable de développement commercial	8717	8330	4000	8400	NON CONFORME
CPNE Edition phonographique	RNCP11500	Technicien polyvalent son et lumière	12511	11794	4000	11794	NON CONFORME
CPNE Edition phonographique	RNCP37280	Manager de la stratégie marketing digital	10500	8794	4000	9753	NON CONFORME
CPNE Edition phonographique	RNCP32227	Manager de la supply chain et Achats (MS)	10500	8696	4000	9005	NON CONFORME

*Définition d'une marge de tolérance au regard des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés